

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ROTHSCHILD & CO

Société en commandite par actions au capital de 154 205 332 €
Siège social : 23 bis avenue de Messine, 75008 Paris
302 519 228 RCS Paris

Exercice 2024.

A. — Comptes annuels.

I. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amortissements, Dépréciations	Net	Net
Actif immobilisé					
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets, marques et logiciels		276	276		3
Total immobilisations incorporelles		276	276		3
Immobilisations corporelles					
Terrains		2 830		2 830	2 830
Constructions		3 739	1 373	2 366	2 538
Autres immobilisations corporelles		842	441	401	443
Total immobilisations corporelles	1	7 411	1 814	5 597	5 811
Immobilisations financières					
Titres de participation	2	2 739 469	12 493	2 726 977	2 728 442
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	3	14 262	14 239	23	103
Créances rattachées à des TIAP					
Prêts					
Autres immobilisations financières		6		6	6
Total immobilisations financières		2 753 737	26 732	2 727 005	2 728 551
Total actif immobilise		2 761 425	28 822	2 732 603	2 734 365
Actif circulant					
Créances	4	68 289		68 289	101 614
Valeurs mobilières de placement	5				
Actions propres					15
Autres titres					
Disponibilités		160 145		160 145	17 018
Charges constatées d'avance		201		201	244
Total actif circulant		228 635		228 635	118 890
Ecart de conversion actif	6	0		0	6
Total bilan actif		2 990 060	28 822	2 961 238	2 853 261

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres			
Capital social		154 367	154 367
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 093 344	1 093 344
Réserves			
Réserve légale		15 547	15 547
Autres réserves		199 305	199 305
Report à nouveau		1 073 726	511 688
Résultat de l'exercice		185 342	702 407
Acompte sur dividendes			
Total des capitaux propres	7	2 721 631	2 676 659
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques		1 455	699
Provisions pour charges		1 799	1 799
Total provisions pour risques et charges	8	3 254	2 498
Dettes			
Dettes financières			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9		
Emprunts et dettes financières divers	9	36	36
Dettes d'exploitation	10	33 115	11 204
Autres dettes	11	203 124	162 790
Total des dettes		236 276	174 031
Écarts de conversion passif	6	78	74
Total bilan passif		2 961 238	2 853 261

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Opérations en revenus			
Opérations en revenus d'exploitation			
Produits d'exploitation	12	4 888	4 505
Charges d'exploitation	13	-32 356	-43 328
Résultat des opérations en revenus d'exploitation		-27 467	-38 823
Autres opérations en revenus			
Produits des titres de participation et des TIAP	14	208 357	742 912
Autres produits financiers	15	7 204	9 356
Résultat sur opérations de valeurs mobilières de placement	16	-264	-22 157
(Dotations)/reprises de provisions et dépréciations sur autres opérations en revenus	17	6	-6
Charges financières	18	-7 871	-9 907
Résultat des autres opérations en revenus		207 431	720 198
Opérations faites en commun			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Résultat courant avant impôt		179 964	681 374
Résultat des opérations en capital	19	-929	8 887
Impôt sur les sociétés	20	6 307	12 146
Résultat net		185 342	702 407

III. — Annexe aux comptes annuels.

3.1. Faits caractéristiques de l'exercice. — R&Co a clôturé l'exercice au 31 décembre 2024 avec un bénéfice net de 185,3 millions d'euros, à comparer avec un bénéfice net de 702,4 millions d'euros enregistré au cours de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a perçu 208,3 millions d'euros de dividendes de la part de ses filiales françaises (Paris Orléans Holding Bancaire SAS (POHB) : 10,0 millions d'euros ; K Développement SAS 32,2 millions d'euros ; Rothschild & Co Wealth & Asset Management SAS : 162,2 millions d'euros ; Concordia Holding SARL : 0,2 millions d'euros ; Rothschild Martin Maurel SA : 3,6 millions d'euros contre 742,8 millions d'euros au cours de l'exercice 2023.

La performance financière du Groupe Rothschild & Co a été forte à travers ses trois activités : Global Advisory, Wealth & Asset Management et Five Arrows, en dépit d'un environnement instable avec des marchés financiers volatiles et un environnement géopolitique fragile. Le Groupe Rothschild & Co dispose d'une structure solide qui lui permet d'assurer la pérennité de ses activités et de continuer à innover et à proposer des solutions créatives à ses clients.

3.2. Faits postérieurs à la clôture. — Aucun événement majeur n'est intervenu depuis la date de clôture jusqu'à la date d'arrêt des comptes.

3.3. Principes, règles et méthodes comptables. — Les comptes ont été établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France, dans le respect des principes de prudence et d'indépendance des exercices, et sur les bases de continuité d'exploitation et de permanence des méthodes.

3.3.1. Compte de résultat. — Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014, prenant en compte l'ensemble des règlements applicables au 31 décembre 2024 venant modifier les dispositions du règlement précité. Les principes de fond et de forme retiennent les critères relatifs aux dispositions des articles L123-12 et L123-13 du Code de commerce.

Les comptes annuels sont présentés en euros.

Pour mieux rendre compte de l'activité de la Société, le compte de résultat est présenté selon le modèle dit « TIAP » recommandé par l'ANC, pour les entreprises à activité financière.

Les opérations en revenus sont scindées en deux : les opérations d'exploitation placées au début du compte de résultat et les autres opérations en revenus, essentiellement les opérations financières.

Le résultat courant correspond au résultat imputable aux activités ordinaires, c'est-à-dire celles qui recouvrent toutes les activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires, ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Il comprend toutefois au niveau du résultat d'exploitation des produits et charges ayant un caractère exceptionnel résultant d'événements clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

3.3.2. Immobilisations corporelles et incorporelles. — La partie opérations en capital regroupe les opérations sur les titres figurant dans les actifs immobilisés.

Les principales méthodes comptables appliquées sont, pour l'essentiel, les suivantes :
Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties de la manière suivante :

	Durée	Méthode
Frais d'établissement	3 ans	linéaire
Progiciels	3 ans	linéaire
Constructions et immeubles	20 à 30 ans	linéaire
Agencements et installations générales	8 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	5 ans	linéaire
Matériel de bureau	3 ans	dégressif
Mobilier de bureau	10 ans	linéaire

3.3.3. Immobilisations financières. — Les immobilisations financières sont comptabilisées au coût historique d'acquisition. La conversion en euros de la valeur des titres acquis en devises est faite au cours du change à la date de la transaction. Les prêts et les créances en devises compris dans les immobilisations financières sont convertis au cours de clôture de l'exercice.

Les titres de participation et les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) figurent pour leur coût d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une dépréciation est constituée.

La valeur d'inventaire des titres de participation et des TIAP est déterminée de la façon suivante :

- titres non cotés : à la valeur vénale obtenue soit par référence à la quote-part de la situation nette comptable ou réévaluée de la participation, soit par référence à une transaction récente sur le titre ;
- actions propres : moyenne des cours quotidiens du dernier mois de l'exercice ;
- titres cotés : moyenne des cours quotidiens du dernier mois de l'exercice ;

- **fonds** : une dépréciation est comptabilisée lorsque le coût d'acquisition ou les investissements cumulés dans le fonds sont supérieurs à la quote-part de situation nette réévaluée certifiée par les auditeurs des fonds ou à la valeur de rachat du produit telle que déterminée par l'émetteur. La part liée aux effets de change dans cette moins-value latente est comptabilisée distinctement de la dépréciation proprement dite, liée uniquement à l'évolution des participations sous-jacentes.

La valorisation du portefeuille au 31 décembre 2024 a été réalisée avec des méthodes stables par rapport à l'exercice précédent. Les dividendes sont enregistrés le mois de la décision de distribution.

En ce qui concerne les fonds professionnels de capital-investissement (FPCI), conformément aux pratiques de place, ne sont comptabilisées que les sommes effectivement appelées, les engagements non appelés étant enregistrés en hors-bilan.

En cas de cession de titres de participation, de TIAP ou de valeurs mobilières de placement, les titres les plus anciens d'une même société ou d'une même catégorie de valeurs sont réputés vendus les premiers (application de la règle PEPS – premier entré, premier sorti – ou FIFO).

3.3.4. Actif circulant. — Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement figurent pour leur coût d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une dépréciation est constituée.

Les opérations en devises sont enregistrées au cours de la date de transaction.

4. – Notes sur le bilan.

Note 1. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	(Cessions)/(sorties)/(reclassements)	31/12/2024
Valeurs brutes	7 387	50	-26	7 411
Dépréciations/amortissements	-1 576	-264	26	-1 814
Total	5 811	-214		5 597

Note 2. – Titres de participation.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	(Cessions)/(sorties)/(reclassements)	31/12/2024
Valeurs brutes	2 740 357		-887	2 739 469
Dépréciations	-11 914	-842	264	-12 493
Total	2 728 442	-842	-623	2 726 977

Note 3. – Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP).

Sous cette rubrique figurent tous les titres du portefeuille dont la détention correspond à la stratégie d'investissement de la Société et ne pouvant entrer dans la rubrique « Titres de participation ».

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	(Cessions)/(sorties)/(reclassements)	31/12/2024
Valeurs brutes	14 286		-24	14 262
Dépréciations	-14 183	-80	24	-14 239
Total	103	-80		23

La valeur estimative du portefeuille de TIAP s'élève au 31 décembre 2024 à 23 milliers d'euros.

Note 4. – Créances de l'actif circulant.

(En milliers d'Euros)	Montant total	< 1 an	Comprises entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Avances et comptes courants Groupe et associés (cash pooling)	40 000	40 000		
Comptes courants liés au groupe d'intégration fiscale	20 700	20 700		
Créances fiscales	6 070	6 070		
Autres créances de l'actif circulant (1)	1 519	1 519		
Total	68 289	68 289		
<i>(*) Dont produits à recevoir : 1,3 million d'euros</i>				

Note 5. – Valeurs mobilières de placement.

Les valeurs mobilières de placement sont composées de la façon suivante :

- de valeurs mobilières de placement.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	(Cessions)/(sorties)/(reclassements)	31/12/2024
Valeurs brutes	15		- 15	
Dépréciations				
Total	15		- 15	

Note 6. – Écarts de conversion.

Actif.

- Néant.

Passif

- Sur comptes courants, d'un montant de 78 milliers d'euros.

Note 7. – Capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2023	154 367	1 093 344	15 547	199 305	511 688	702 407	2 676 659
Augmentation de capital							
Réduction de capital							
Affectation du résultat de l'exercice 31/12/2023					702 407	-702 407	
Distribution de dividendes					-140 370		-140 370
Reprise de provisions réglementées							
Résultat de l'exercice 31/12/2024						185 342	185 342
Acompte sur dividendes							
Capitaux propres au 31/12/2024	154 367	1 093 344	15 547	199 305	1 073 726	185 342	2 721 631

Au 31 décembre 2024, le capital de la Société est composé de 77 183 558 actions de 2 euros de valeur nominale.

Détention par la Société de ses propres actions :.

Au 31 décembre 2024, R&Co ne détient plus d'actions propres.

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non-utilisée)	31/12/2024
Provisions pour risques	699	765	-9		1 455
Couverture de change	6	0	-6		0
Sur Médailles du travail/IFC	194	27	-3		218
Sur titres					
Sur risques - Autres	500	737			1 237
Provisions pour charges	1 799				1 799
Total	2 497	765	-9		3 254

Note 9. – Emprunts et dettes financières divers.

(En milliers d'Euros)	Montant total	< 1 an	Comprises entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Dépôts reçus	36	36		
Total	36	36		

Note 10. – Dettes d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	Montant total	< 1 an	Comprises entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs(1)	5 756	5 756		
Dettes fiscales et sociales(2)	27 359	27 359		
Total	33 115	33 115		
(1) Dont charges à payer : 5,7 millions d'euros				
(2) Dont charges à payer : 2,4 millions d'euros				

Note 11. – Autres dettes.

(En milliers d'Euros)	Montant total	< 1 an	Comprises entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Avances et comptes courants Groupe et associés	202 954	202 954		
Autres dettes	171	171		
Total	203 124	203 124		

5. – Notes sur le compte de résultat.

R&Co a clôturé son exercice au 31 décembre 2024 avec un bénéfice net de 185,3 millions d'euros contre un résultat de 702,4 millions d'euros sur l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice au 31 décembre 2024 a bénéficié de la perception de dividendes sur titres de participations de filiales pour 208,3 millions d'euros contre 742,8 millions d'euros en 2023.

La Société affiche un résultat courant avant impôt positif de 180 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 681,4 millions d'euros sur l'exercice 2023.

Note 12. – Produits d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges refacturées à des sociétés liées	4 511	3 486
Autres Reprises de provisions	3	335
Autres produits d'exploitation	374	684
Total	4 888	4 505

Note 13. – Charges d'exploitation.

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Achats et charges externes	-19 573	-31 454
Impôts et taxes	-2 530	-2 636
Salaires et charges sociales	-8 178	-7 682
Dotations aux amortissements	-267	-274
Dotations aux provisions d'exploitation	-737	
Dotations aux provisions Médailles du travail	-27	-49
Autres charges	-1 044	-1 235
Total	-32 356	-43 328

Note 14. – Produits des titres de participation et des TIAP.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes sur titres de participation	208 277	742 775
Dividendes sur TIAP	80	137
Total	208 357	742 912

Note 15. – Autres produits financiers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'intérêts de contrats à terme et de certificats de dépôt	3 106	4 362
Intérêts sur avances en compte courant accordées à des sociétés du Groupe	3 145	4 721
Intérêts sur emprunts auprès de tiers	932	93
Gains de change	21	180
Total	7 204	9 356

Note 16. – Plus ou moins-values nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plus-values sur cessions de valeurs mobilières de placement		3 800
Moins-values sur cessions de valeurs mobilières de placement	-264	-25 957
Total	-264	-22 157

Note 17. – (Dotations)/Reprises de provisions et dépréciations sur autres opérations en revenus.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions pour risque de change	-0	-6
Reprise de provisions sur autres opérations en revenus	6	
Total	6	-6

Note 18. – Charges financières.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur emprunts auprès de sociétés du Groupe	-7 845	-9 677
Intérêts sur emprunts auprès de tiers	-	-
Autres intérêts	-5	-
Pertes de change	-21	-231
Total	-7 871	-9 907

Note 19. – Résultat des opérations en capital.

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plus-values sur cessions de titres de participation et de TIAP	4	
Moins-values sur cessions de titres de participation et de TIAP	-306	-206
Dotations aux dépréciations sur titres de participation et sur TIAP	-923	-2 870
Reprises sur dépréciations de titres de participation et de TIAP	288	11 082
Plus ou Moins-values sur cessions d'immobilisations corporelles	7	880
Total	-929	8 887

Note 20. – Impôt sur les sociétés.

R&Co est la société mère d'un groupe d'intégration fiscale comprenant les filiales suivantes :

- Paris Orléans Holding Bancaire SAS ;
- Rothschild & Co Martin Maurel SA ;
- Concordia Holding SARL ;
- K Développement SAS ;
- Rothschild & Co Wealth & Asset Management SAS ;
- PO Fonds SAS ;
- Verseau SAS.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, chaque filiale intégrée détermine son résultat fiscal comme si elle était imposée séparément.

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produit fiscal courant	6 307	12 146
Total	6 307	12 146

Au titre de l'exercice au 31 décembre 2024, R&Co a enregistré un produit net d'impôt de 6,3 millions d'euros.

6. – Autres informations.

A. Effectif. — Au cours de l'exercice au 31 décembre 2024, l'effectif moyen s'est élevé à 22 personnes, qui ont toutes le statut de cadre.

B. Indemnités de fin de carrière. — Le calcul des indemnités de fin de carrière est effectué par un actuair indépendant. Compte tenu du cumul des droits individuels constatés au 31 décembre 2024, le passif social de l'entreprise, charges sociales incluses, est évalué à 155 milliers d'euros.

C. Rémunération des organes de direction. — Au titre de leur fonction de mandataire social de R&Co pour l'exercice au 31 décembre 2024, les membres du Conseil de surveillance ayant droit à une rémunération selon les modalités définies par le Conseil de surveillance se sont vus attribuer une rémunération de 1 million d'euros.

D. Consolidation. — R&Co, société mère du Groupe, établit au 31 décembre 2024 des états financiers consolidés. Ses propres comptes sont consolidés dans ceux de Rothschild & Co Concordia SAS, domiciliée 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris.

E. Engagements hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Cautions données et engagements divers	289	289
Engagements financiers (compléments de prix à verser sur achats d'actions)	97	176
Total	386	465
Engagements reçus		
Lignes de crédit non-utilisées	260 000	260 000
Total	260 000	260 000

Engagements hors bilan dans le cadre de l'acquisition d'actions de préférence de la société MMI

R&Co a acquis en juillet 2015 et en mars 2016 auprès d'associés minoritaires, l'intégralité des actions de préférence b1, b2, b3 et b4 non encore détenues de la société MMI. MMI avait pour vocation d'associer des managers de la Société aux plus-values potentielles pouvant être réalisées par la Société dans le cadre de ses activités de capital investissement sur fonds propre lors de désinvestissements. Dans le cadre des accords passés avec ces minoritaires, la Société s'est engagée à verser à ces derniers des compléments de prix sur leurs actions cédées, dont le montant est estimé à 97 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

F. Tableau des filiales et participations :

Sociétés ou groupes de sociétés (En millions d'Euros)	Capital	Primes d'apport et d'émission, Réserves et Report à nouveau hors résultat de l'exercice	Quote-part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)									
Paris orléans holding bancaire SAS (paris) (2) (4)	729,6	233,2	100%	1 208,6	1 208,6	4,3		47,1	10,0
K développement SAS (paris) (2) (4)	99,0	81,3	100%	103,8	103,8	1,5		38,0	32,2
Cavour SASU (paris) (2) (4)	0,1	0,0	100%	0,1	0,0			0,0	
Verdi SASU (paris) (2) (4)	0,1	0,0	100%	0,1	0,0			0,0	
Aida SASU (paris) (2) (4)	0,0	0,0	100%	0,0	0,0			0,0	
Concordia holding SARL (paris) (2) (4)	531,2	395,5	23,9%	290,1	290,1	2,7		47,9	0,2
Rothschild & Co WAM (2) (4)	244,1	875,1	100%	1 099,2	1 099,2			105,6	162,3
B. Participations (5 à 50 % du capital détenu par la société)									
Rothschild & Co Martin Maurel SA (2) (4)	40,6	327,0	7,8%	25,0	25,0	29,1		87,2	3,6
Finatis SA (paris) (1) (3) (4) (5) (6)	NC	NC	5,0%	12,3	0,0	0,0	17,0	-8 608,0	0,0

R&CO a absorbé AIDA par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en novembre 2024.
Le bénéfice de R&Co Martin Maurel inclut le résultat de sa succursale belge « R&Co Wealth Management Belgium ».

(1) Chiffres consolidés.
(2) Clôture de l'exercice comptable au 31 décembre 2024
(3) Réserves et résultat - part du Groupe.
(4) R&Co n'a accordé aucune caution ou aucun aval à cette société
(5) Clôture de l'exercice comptable au 31 décembre 2023
(6) En cours de liquidation

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société Rothschild & Co S.C.A.,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Rothschild & Co S.C.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Justification des appréciations – Point clé de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatif aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Risque identifié

Au 31 décembre 2024, la Société détient un montant net de 2 727 millions d'euros de titres de participation et de titres immobilisés.

La valeur d'inventaire de ces titres de participation et de ces titres immobilisés de l'activité de portefeuille est déterminée par la Direction en ayant recours notamment, en fonction de la disponibilité des données, à des quotes-parts de situation nette comptable ou réévaluée ou en core des références à des transactions récentes.

Lorsque la valeur d'inventaire ainsi déterminée est inférieure au coût d'acquisition de ces titres, une dépréciation est constituée.

La méthodologie et les hypothèses retenues pour évaluer la valeur d'inventaire des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille nécessitant l'exercice du jugement, et eu égard à l'importance relative du montant de ces titres dans le bilan de la Société, nous avons considéré que la détermination des dépréciations des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille est un point clé de l'audit des comptes annuels de la Société.

Le paragraphe 1.3.3.3 « Immobilisations financières » de l'Annexe précise les modalités de constitution des dépréciations destinées à couvrir le risque de baisse de valeur des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne et de gouvernance mis en place par la Direction, afin de mesurer la valeur d'inventaire des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille ;
- examiner le bien-fondé des méthodologies appliquées et la pertinence des paramètres et hypothèses retenus par la Société, afin de déterminer les valeurs d'inventaire de ces titres ; et
- tester sur la base de sondages les valeurs d'inventaire retenues par la Société pour ces titres et la correcte application des méthodes.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Désignation des commissaires aux comptes.

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Rothschild & Co par l'assemblée générale du 29 septembre 2005 pour le cabinet KPMG et celle du 24 juin 2003 pour le cabinet Cailliau Dedouit et Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG était dans la 20ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Cailliau Dedouit et Associés dans la 22ème année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**Objectif et démarche d'audit.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au Comité d'Audit :** Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Paris, le 20 mars 2025.
Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :
Jean-François DANDE ;
Associé,

Cailliau Dedouit et Associés :
Jean-Jacques DEDOUIT ;
Associé

B. — Comptes consolidés.

I. — Compte de résultat consolidé pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024.

	(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
+	Produits d'intérêts sur les instruments financiers utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif	1	515 980	418 624
-	Charges d'intérêts sur les instruments financiers utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif	1	-403 686	-260 017
+/-	Produits d'intérêts nets sur les autres instruments financiers	1	91 239	81 129
+	Commissions (produits)	2	2 644 063	2 239 416
-	Commissions (charges)	2	-142 329	-114 472
+/-	Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3	203 693	170 505
+/-	Autre produit net bancaire	4	-210	108
	Produit net bancaire		2 908 750	2 535 293
-	Charges de personnel	5	-1 657 955	-1 522 152
	Autres charges d'exploitation	5	-389 712	-399 655
	Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6	-105 605	-98 475
	Résultat brut d'exploitation		755 478	515 011
+/-	Coût du risque	24	-12 176	4 100
	Résultat d'exploitation		743 302	519 111
+/-	Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	15	-5 024	1 140
+/-	Gains ou pertes nets sur autres actifs	7	-1 713	5 897
	Résultat avant impôt		736 565	526 148
-	Impôt sur les bénéfices	8	-139 809	-98 159
	Résultat net consolidé		596 756	427 989
	Participations ne donnant pas le contrôle	27	156 382	153 224
	Résultat net - part du Groupe		440 374	274 765

**II. — État du résultat global
pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	596 756	427 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Écarts de conversion liés aux filiales	60 473	35 459
Gain de change transféré au résultat lié à la cession d'une filiale		-7 682
Gains/(pertes) sur les variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	3 486	1 421
(Gains)/pertes liés à la couverture de flux de trésorerie transférés au compte de résultat	-2 132	-543
Quote-part des gains/(pertes) comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	242	-167
Impôts	-339	-189
Total des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	61 730	28 299
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains/(pertes) de réévaluation sur les régimes à prestations définies	52 503	-65 516
Impôts	-11 719	15 632
Total des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	40 784	-49 884
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	102 514	-21 585
Résultat global	699 270	406 404
Dont part du Groupe	532 854	250 715
Dont participations ne donnant pas le contrôle	166 416	155 689

III. — Bilan consolidé au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros.)

Actifs	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse et banques centrales		3 491 611	4 552 290
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9	2 017 539	1 612 949
Instruments dérivés de couverture	10	5 579	5 012
Titres au coût amorti	11	3 855 889	3 418 083
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12	3 432 158	1 727 264
Prêts et créances sur la clientèle	13	4 317 119	4 331 199
Actifs d'impôts courants		49 765	60 106
Actifs d'impôts différés	25	110 239	91 173
Comptes de régularisation et actifs divers	14	1 253 664	1 327 971
Participations dans les entreprises mises en équivalence	15	373	5 155
Droits d'utilisation	16	205 987	208 592
Immobilisations corporelles	17	280 012	262 485
Immobilisations incorporelles	18	230 350	232 481
Écarts d'acquisition	19	276 828	274 247
Total des actifs		19 527 113	18 109 007

Passifs	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	9	160 354	187 966
Instruments dérivés de couverture	10	13	510
Dettes envers les établissements de crédit	20	226 120	333 902
Dettes envers la clientèle	21	13 071 005	11 892 357
Dettes représentées par un titre		119 038	148 157
Passifs d'impôts courants		33 236	59 559
Passifs d'impôts différés	25	70 180	49 824
Dettes de loyers	16	235 348	234 254
Comptes de régularisation et passifs divers	22	1 599 361	1 470 947
Provisions	23	38 522	36 224
Total dettes		15 553 177	14 413 700
Capitaux propres		3 973 936	3 695 307
Capitaux propres – part du Groupe	26	3 699 028	3 279 160
Capital		154 367	154 367
Primes liées au capital		1 122 962	1 122 962
Réserves consolidées		1 963 852	1 755 827
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		17 473	-28 761
Résultat net – part du Groupe		440 374	274 765
Participations ne donnant pas le contrôle	27	274 908	416 147
Total des passifs		19 527 113	18 109 007

**IV. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés
pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros)	Capital et réserves liées (Note 26.1)	Réserves consolidées (Note 26.2)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)		Capitaux propres – part du Groupe	Capitaux propres – part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
			Réserves de conversion	Réserves de couverture de flux de trésorerie			
Capitaux propres au 1er janvier 2024	1 277 329	2 030 592	-29 049	288	3 279 160	416 147	3 695 307
Distribution ordinaire (Note 26.3, Note 27)		-140 370			-140 370	-131 099	-271 469
Conversion d'une dette subordonnée à durée indéterminée d'un instrument de capitaux propres vers un passif						-146 108	-146 108
Réévaluation d'une dette subordonnée à durée indéterminée		26 757			26 757	-26 757	
Écart de conversion recyclé en réserves suite à la cession d'une filiale étrangère		4 889	-4 889				
Paiement des intérêts sur dettes subordonnées à durée indéterminée (Note 27)						-6 925	-6 925
Intérêts courus non échus sur dettes subordonnées à durée indéterminée						3 221	3 221
Effet des changements de pourcentage de contrôle		471	-572		-101	15	-86
Autres mouvements		729	-1		728	-2	726
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires		-107 524	-5 462		-112 986	-307 655	-420 641
Résultat net pour l'exercice 2024		440 374			440 374	156 382	596 756
Gains/(pertes) de réévaluation sur les régimes à prestations définies		40 784			40 784		40 784
Variations de valeur affectant les capitaux propres				2 614	2 614		2 614
(Gains)/pertes transférés au compte de résultat				-1 599	-1 599		-1 599
Écarts de conversion et autres variations			50 681		50 681	10 034	60 715
Capitaux propres au 31 décembre 2024	1 277 329	2 404 226	16 170	1 303	3 699 028	274 908	3 973 936
Capitaux propres au 1er janvier 2023	1 276 498	2 346 374	-57 391	-401	3 565 080	452 127	4 017 207
Augmentation/(diminution) de capital liée à des titres autodétenus		145 244			145 244		145 244
Émission d'actions et diminution du capital	831				831		831
Distribution ordinaire (Note 26.3, Note 27)		-107 484			-107 484	-170 119	-277 603
Distribution exceptionnelle de réserves (Note 26.3, Note 27)		-578 216			-578 216		-578 216
Réévaluation au sein des capitaux propres de la dette liée aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions		6 703			6 703		6 703
Charge, nette d'impôt, liée au reclassement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, de réglées en instruments de capitaux propres vers réglées en trésorerie		-4 971			-4 971		-4 971
Reclassement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions		-3 629			-3 629		-3 629
Augmentation de capital liée aux options		7 349			7 349		7 349
Augmentation de capital et règlement des autres transactions dont le paiement est fondé sur des actions		-3 074			-3 074		-3 074
Paiement des intérêts sur dettes subordonnées à durée indéterminée (Note 27)						-20 836	-20 836
Effet des changements de pourcentage contrôle		-2 465	3 205		740	-714	26
Autres mouvements		-120	-8		-128		-128
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	831	-540 663	3 197		-536 635	-191 669	-728 304
Résultat net pour l'exercice 2023		274 765			274 765	153 224	427 989

Gains/(pertes) de réévaluation sur les régimes à prestations définies		-49 884			-49 884		-49 884
Variations de valeur affectant les capitaux propres				1 066	1 066		1 066
(Gains)/pertes transférés au compte de résultat			-7 682	-377	-8 059		-8 059
Écarts de conversion et autres variations			32 827		32 827	2 465	35 292
Capitaux propres au 31 décembre 2023	1 277 329	2 030 592	-29 049	288	3 279 160	416 147	3 695 307

**V. — Tableau des flux de trésorerie
pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt (I)		736 565	526 148
(Gains)/pertes nets des activités d'investissement	3	-178 559	-128 140
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	17,18	50 950	53 095
Amortissement et dépréciation des droits d'utilisation et intérêts sur dettes de loyers	16	63 689	53 096
(Gains)/pertes liés aux acquisitions, cessions et dépréciation de filiales	7	363	-7 906
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	15	5 024	-1 140
Autres éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt		16 019	-1 023
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt (II)		-42 514	-32 018
(Réalisation)/remboursement net des prêts et créances sur la clientèle		20 214	668 075
Augmentation/(diminution) nette des dettes envers la clientèle		1 178 491	1 308 941
(Achats)/ventes nets d'actifs financiers disponibles à la vente détenus à des fins de liquidité		-528 304	676 832
Flux de trésorerie (placés)/reçus liés aux opérations avec les établissements de crédit		-1 736 872	119 117
Flux nets de trésorerie générés par les instruments dérivés et par le portefeuille de transaction		-106 814	-105 420
Autres mouvements affectant des actifs et des passifs liés aux activités de trésorerie		68 955	51 381
Flux nets de trésorerie liés aux activités de trésorerie		-1 124 544	2 050 851
(Augmentation)/diminution nette du fonds de roulement		128 897	-304 824
Impôts versés		-153 328	-155 686
Paiement des dettes de loyer	16	-57 839	-50 358
Flux nets de trésorerie liés aux autres activités opérationnelles		-82 270	-510 868
Augmentation/(diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (III)		-1 186 600	2 208 058
Total des flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles et de trésorerie (A) = (I) + (II) + (III)		-492 549	2 702 188
Achat d'investissements		-169 945	-126 074
Achat d'immobilisations corporelles et incorporelles	17,18	-58 557	-45 864
Achat de filiales et d'entreprises associées net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		-3 059	-14 019
Flux de trésorerie investis		-231 561	-185 957
Flux de trésorerie reçus d'investissements (ventes et dividendes)		198 033	287 895
Vente d'immobilisations corporelles et incorporelles		519	2 833
Vente de filiales nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés			-775
Flux de trésorerie reçus		198 552	289 953
Total des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		-33 009	103 996
Distributions versées aux actionnaires et aux associés commandités de la société mère	26,3	-140 370	-685 700
Distributions versées aux participations ne donnant pas le contrôle	27	-131 099	-170 119
Remboursement d'une dette subordonnée à durée indéterminée	27	-146 108	
Paiement des intérêts sur dettes subordonnées à durée indéterminée	27	-6 925	-20 836
Acquisition d'intérêts supplémentaires dans les filiales		-2 026	-21 404
(Acquisition)/vente de titres autodétenus		14	148 156
Total des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		-426 514	-749 903
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		-12 856	85 874
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (a) + (b) + (c) + (d)		-964 928	2 142 155
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29	5 816 975	3 674 820
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	29	4 852 047	5 816 975
Variation de la trésorerie nette		-964 928	2 142 155

VI. — Annexe aux comptes consolidés.

1. — Faits marquants.

1.1. Rachat de titres subordonnés à durée indéterminée à taux fixe d'une valeur de 125 millions de livres sterling .

Le 15 février 2024, le Groupe a racheté les parts de sa dette subordonnée à durée indéterminée de 125 millions de livres sterling au taux fixe de 9%. Conformément aux règles comptables du Groupe, les parts ont été réévaluées par le biais des capitaux propres à leur valeur de rachat avant d'être transférés en dettes au bilan. Plus d'informations sur les dettes subordonnées à durée indéterminée du Groupe, ainsi que sur le rachat mentionné ci-dessus, sont données dans la Note 27.

En dehors des éléments précités, il n'y a pas eu de changements significatifs dans le périmètre de consolidation et dans l'environnement comptable, ni d'autres éléments à mentionner dans les Faits marquants pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024.

2. — Base de préparation des comptes consolidés.

2.1. Informations relatives à la Société. — Les comptes consolidés du Groupe (de Rothschild & Co SCA et de ses filiales consolidées) pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024 sont présentés conformément au référentiel IFRS en vigueur à la date d'arrêt, tel qu'adopté au sein de l'Union européenne par le règlement CE n°1606/2002, sous un format bancaire. Il est conforme à celui proposé par la recommandation n°2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les comptes couvrent la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par Rothschild & Co Gestion SAS, le Gérant de Rothschild & Co SCA, et, à des fins de vérification et de contrôle, ont été présentés au Conseil de Surveillance le 13 mars 2025.

Au 31 décembre 2024, la société mère du Groupe est Rothschild & Co SCA, société en commandite par actions, dont le siège social est sis à l'adresse suivante : 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France (302 519 228 RCS Paris).

Au 31 décembre 2024, la société mère de Rothschild & Co SCA est Rothschild & Co Concordia SAS, dont le siège social se situe également au 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France.

Le Groupe opère à l'international à travers trois activités de premier plan : le Conseil financier, la Banque privée et Gestion d'actifs et Five Arrows.

2.2. Principes généraux. — Les présents comptes ont été établis en tenant compte de l'intelligibilité, de la pertinence, de la fiabilité, de la comparabilité et de la matérialité des informations fournies. Le Groupe dispose de ressources suffisantes pour continuer à fonctionner dans un avenir prévisible et, par conséquent, les comptes consolidés ont été établis sur la base de la continuité d'exploitation.

2.3. Adoption de nouvelles normes comptables. — L'IASB a publié des modifications mineures sur les normes IFRS qui sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2024. Ces exigences révisées n'ont pas d'impact significatif pour le Groupe. Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne ou l'IASB dont l'application en 2024 est facultative.

2.4. Changements de normes comptables à venir.

2.4.1. IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers ». — En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », visant à améliorer la comparabilité et la transparence de la performance financière d'entités similaires. La norme remplacera IAS 1 et s'appliquera pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2027, toutefois une application anticipée est autorisée. Le Groupe étudie actuellement l'impact que cette nouvelle norme pourrait avoir.

2.4.2. IFRS 19 « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir ». — En mai 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 19 « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir », qui permet aux filiales éligibles d'utiliser les normes comptables IFRS avec des informations à fournir réduites. Les entités peuvent choisir d'appliquer la présente norme pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2027, toutefois une application anticipée est autorisée. Cette norme ne devrait avoir aucun impact sur les comptes consolidés du Groupe.

2.4.3. Amendements relatifs à la classification et à l'évaluation des instruments financiers. — En mai 2024, l'IASB a publié des amendements aux exigences de classification et d'évaluation des instruments financiers (amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7), visant à réduire les divergences dans les pratiques comptables relatives à ces normes. Ces amendements s'appliqueront pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2026, toutefois une application anticipée est autorisée. Ces amendements ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

2.5. Événements postérieurs à la clôture. — En dehors des éléments déjà indiqués dans ces comptes, il n'y a pas eu d'événements survenus après la date de clôture qui nécessitent une information dans ces comptes.

3. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

3.1. Méthode de consolidation.

3.1.1. Date d'arrêt des comptes des sociétés consolidées. — Pour cette période, les comptes consolidés du Groupe sont préparés au 31 décembre 2024 et consolident les comptes de la Société et de ses filiales. À chaque arrêté comptable, le Groupe tire les conclusions de ses expériences passées et de l'ensemble des facteurs pertinents au regard de son activité.

Rothschild & Co et toutes ses filiales significatives sont consolidés sur la base d'un arrêté comptable annuel au 31 décembre 2024.

3.1.2. Filiales. — Les filiales sont les entités qui sont contrôlées par le Groupe. Le Groupe contrôle une entité s'il est exposé ou s'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité, et a la capacité d'influencer ces rendements par le pouvoir qu'il exerce sur l'entité.

Pour qualifier le contrôle, les droits de vote potentiels actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte. Les filiales sont intégrées globalement à compter de la date où le Groupe en acquiert le contrôle et cessent d'être consolidées à compter de la date où le Groupe en perd le contrôle.

3.1.3. Entreprises associées. — Une entreprise associée est une entité au sein de laquelle le Groupe exerce une influence notable, mais non le contrôle, sur les décisions de politique opérationnelle et de gestion financière (c'est généralement le cas lorsque le Groupe détient une participation supérieure à 20%, mais inférieure ou égale à 50% des droits de vote).

Les investissements du Groupe dans des entreprises associées font initialement l'objet d'une comptabilisation au coût. Ils sont ensuite augmentés ou diminués de la part du Groupe dans le résultat après acquisition, ou par d'autres mouvements directement reflétés dans les capitaux propres de l'entreprise associée, tels que les versements de dividendes ou les écarts de conversion. L'écart d'acquisition positif généré lors de l'acquisition d'une entreprise associée est inclus dans le coût de l'investissement.

3.1.4. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition. — Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition prévue par la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise ou activité nouvellement acquise, les actifs identifiables acquis, les passifs repris ou éventuels de l'entité acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux dispositions des normes IFRS. Les frais directement liés à une opération de regroupement sont comptabilisés dans le résultat de la période.

La contrepartie monétaire éventuelle peut être intégrée dans le coût d'acquisition pour sa juste valeur à la date de prise de contrôle, même si le paiement présente un caractère éventuel. Le cas échéant, elle est comptabilisée en tant que passif et les révisions ultérieures sont enregistrées en résultat conformément à la norme IFRS 9. Cependant, certains contrats d'acquisition incluent des compléments de prix au profit du vendeur qui est un salarié et ceci s'apparente davantage à un paiement pour services qu'à un paiement en actions. Ce serait le cas, par exemple, pour les compléments de prix pouvant être annulés si le salarié quitte le Groupe volontairement. Dans ce cas, ceux-ci ne font plus partie du prix d'acquisition mais sont comptabilisés comme des charges de personnel post-acquisition.

À la date de première consolidation d'une entité, toute participation dans cette entité déjà détenue par le Groupe est réévaluée à la juste valeur par résultat, car la prise de contrôle est enregistrée comme une cession et un rachat des actions précédemment détenues.

L'écart d'acquisition sur une entreprise associée ou sur une filiale représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la juste valeur de la part du Groupe dans les actifs nets identifiables acquis. Les immobilisations incorporables identifiables sont celles pouvant être cédées séparément ou résultant de droits légaux, que ces droits soient séparés ou non. Si la juste valeur excède le coût, la différence (« écart d'acquisition négatif ») est comptabilisée immédiatement en résultat. Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale des actifs et des passifs du regroupement, ainsi que toute correction éventuelle, peuvent intervenir dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition est présenté pour son montant historique diminué des pertes de valeur cumulées. L'écart d'acquisition n'est pas amorti mais est soumis à un test de dépréciation chaque année, voire plus fréquemment si les circonstances indiquent que sa valeur comptable pourrait être trop élevée. L'écart d'acquisition est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les besoins de la mise en œuvre des tests de dépréciation. Il est alloué à la plus petite UGT ou groupe d'UGT qui a été identifié comme pouvant bénéficier des synergies attendues lors du regroupement. La décision est prise selon le niveau auquel les résultats de la société acquise sont suivis à des fins de gestion interne. Si la valeur de chacune des unités génératrices de trésorerie est insuffisante pour justifier sa valeur comptable, alors l'écart d'acquisition fait l'objet d'une dépréciation. Les dotations aux dépréciations sur les écarts d'acquisition seraient comptabilisées au compte de résultat.

Le résultat des filiales acquises au cours de la période de référence est inclus dans le compte de résultat consolidé depuis la date d'acquisition. Le résultat des filiales cédées est inclus jusqu'à la date de cession.

Les profits et les pertes de cession d'une entité sont calculés en incluant la valeur comptable de l'écart d'acquisition relatif à l'entité vendue.

3.1.5. Participations ne donnant pas le contrôle. — Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe évalue les participations ne donnant pas le contrôle sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et donc sans comptabilisation d'un écart d'acquisition au titre des participations ne donnant pas le contrôle (méthode dite du goodwill partiel).

En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part d'intérêt supplémentaire et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées. Pour ce faire, l'écart est réaffecté des participations ne donnant pas le contrôle vers les autres capitaux propres. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée

de manière exclusive est traitée comptablement comme une opération de capitaux propres. Lors de la perte de contrôle d'une filiale consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le Groupe serait réévaluée à sa juste valeur, sa contrepartie transitant par le compte de résultat.

Lors de la cession d'autres participations ne donnant pas le contrôle, la différence entre leur valeur comptable et le paiement effectué est traitée comme une réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle avant cession. La contrepartie est comptabilisée comme une variation des capitaux propres.

3.1.6. Contrat d'achat d'intérêts minoritaires. — Dans le cas où des actionnaires minoritaires sont liés par des contrats pour vendre leur participation dans une filiale du Groupe, le Groupe applique la méthode de l'acquisition anticipée pour la comptabilisation des intérêts qu'il ne détenait pas auparavant. Le contrat est comptabilisé comme si les actionnaires minoritaires avaient vendu leurs actions au Groupe, même si légalement ce sont toujours des participations ne donnant pas le contrôle. Ce principe est retenu indépendamment de la détermination du prix d'exercice (fixe ou variable) et de la probabilité d'exercice du contrat. Dans ce cas, le groupe traitant les intérêts minoritaires comme s'ils avaient été acquis, la dette associée pour les paiements différés ou conditionnels est considérée comme un instrument de dette plutôt que de capitaux propres. De ce fait, toute réévaluation est comptabilisée au compte de résultat. Les dividendes versés à ces participations ne donnant pas le contrôle sont traités comme des charges d'intérêts de la dette.

3.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

3.2.1. Jugements et estimations comptables. — Pour préparer des états financiers conformes aux méthodes comptables du Groupe, la direction a été conduite à formuler des hypothèses et à procéder à des estimations qui peuvent affecter la valeur comptable d'éléments d'actif et de passif. De par leur nature, ces évaluations comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les principes clés nécessitant un degré élevé de jugement ou de complexité, ou ceux dans lesquels les hypothèses ont un impact significatif dans les comptes sont les suivants :

— Valorisation des actifs et passifs financiers : La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre acteurs de marché. La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque celui-ci est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Une description des méthodes d'évaluation utilisées, une analyse par niveau de hiérarchie des actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur, les données et les hypothèses ainsi qu'une analyse de la sensibilité pour les instruments dont la valorisation n'est pas basée sur des données de marché observables, sont présentées dans la partie 7.5 « Informations sur la juste valeur ».

— Dépréciation des actifs financiers au coût amorti : Le Groupe fait preuve de jugement lors de la comptabilisation des pertes de crédit attendues (ECL) pour les actifs financiers au coût amorti. Cela s'applique en particulier à l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit (SICR), ainsi qu'aux modèles et hypothèses utilisés pour mesurer les ECL. La direction détermine le montant de la provision en utilisant une série de facteurs comme la valeur réalisable des sûretés, la probabilité de recouvrement lors d'une faillite ou d'une liquidation, la viabilité du modèle économique des clients ainsi que leur capacité à générer suffisamment de flux de trésorerie pour rembourser leurs dettes.

La précision des dépréciations dépend de celle des estimations faites par le Groupe sur les flux de trésorerie futurs pour les dépréciations des actifs financiers douteux (Étape 3), en particulier de la juste valeur des sûretés et des hypothèses et paramètres adoptés dans le modèle pour déterminer les dépréciations des actifs financiers classés en Étapes 1 et 2. Bien que cela nécessite de l'interprétation, le Groupe considère que ces dépréciations sont raisonnables et justifiées.

Une description de la méthodologie utilisée pour évaluer les dépréciations des principaux instruments classés au coût amorti figure au paragraphe 7.2.3.1 « Regroupements d'instruments pour les pertes calculées collectivement ».

— Retraites : Le montant des obligations relatives aux régimes et engagements de retraite est calculé au moins une fois par an par des actuaires indépendants sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, dont les principales hypothèses sont présentées dans la Note 28 « Régimes de retraite ». Les hypothèses impactant significativement l'évaluation des actifs et passifs comptabilisés au titre des retraites, ainsi que leur sensibilité sont également présentées dans la même note.

— Impôts différés : Les actifs d'impôts différés, y compris les déficits fiscaux reportables, ne sont comptabilisés que lorsqu'il est jugé probable qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel ils pourront s'imputer. Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés au taux auquel ils devraient être repris. Des informations plus détaillées sont disponibles dans la Note 25 « Impôts différés ».

— Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles à durée indéfinie : Des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée indéfinie sont réalisés au moins une fois par an pour déterminer s'ils doivent être dépréciés. Ces tests comprennent des hypothèses prises par la direction sur les flux de trésorerie futurs ainsi que de l'interprétation pour la détermination des taux d'actualisation appropriés. Dans le cadre des tests de dépréciation, la direction réalise des tests de sensibilités sur ces hypothèses. Des informations plus détaillées sur ces tests sont présentées dans la Note 18 « Immobilisations incorporelles » et la Note 19 « Écarts d'acquisition ».

— Provisions : Le Groupe peut être engagé dans des procédures judiciaires ou encore recevoir des réclamations découlant de la conduite des affaires. En se basant sur les informations disponibles et, le cas échéant, sur les conseils juridiques appropriés, des provisions sont constatées lorsqu'il est probable qu'un règlement sera nécessaire et qu'il est possible d'établir une estimation fiable du montant de ce règlement. Des informations plus détaillées sont disponibles dans la Note 23 « Provisions ».

— Consolidation des entités structurées : Le Groupe gère certaines entités structurées sous la forme de fonds dans lesquels il investit également ses fonds propres. Dans ce cas, un choix doit être fait quant à la consolidation ou non de ces fonds. Ce choix est expliqué plus en détail dans la Note 34 « Entités structurées ».

3.2.2. Opérations de change. — Les comptes consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la Société et de présentation des comptes du Groupe. Les éléments inclus dans les comptes de chacune des filiales et entreprises associées du Groupe sont évalués dans leur monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle est la monnaie qui représente le plus fidèlement les conséquences économiques des opérations, événements et conditions.

Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie générés par les entités étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture du mois auxquels ils se rapportent, taux représentatif de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates de transaction. Leur bilan est converti au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change provenant de la conversion de l'investissement net dans les entités étrangères sont comptabilisées en capitaux propres. Lors de la cession totale ou substantielle d'une entité étrangère opérationnelle, ou quand une entreprise associée devient une filiale, les écarts de conversion afférents sont enregistrés dans le compte de résultat comme un composant de la plus ou moins-value d'acquisition ou de cession.

Les écarts de conversion sur actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (FVTPL) sont présentés dans le compte de résultat comme un élément des gains ou des pertes nets.

L'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère sont traités comme faisant partie des actifs et des passifs de l'entité étrangère acquise et convertis au cours de clôture.

Le tableau ci-dessous présente, pour chaque trimestre clos, les principaux taux de change contre euros utilisés pour préparer les comptes consolidés.

	2024			2023		
	GBP	CHF	USD	GBP	CHF	USD
1er janvier	0,8670	0,9288	1,1038	0,8869	0,9880	1,0683
31 mars	0,8550	0,9734	1,0795	0,8783	0,9917	1,0865
30 juin	0,8469	0,9625	1,0709	0,8589	0,9766	1,0915
30 septembre	0,8317	0,9416	1,1148	0,8679	0,9694	1,0589
31 décembre	0,8269	0,9382	1,0354	0,8670	0,9288	1,1038

3.2.3. Actifs et passifs financiers – classement et évaluation.

— Comptabilisation initiale : Lors de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres (FVOCI) ou à la juste valeur par résultat (FVTPL).

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles. Selon les normes IFRS, les achats et ventes normalisés peuvent être comptabilisés soit à la date de transaction, soit à la date de règlement. Un achat normalisé est un achat d'actif financier dans le cadre d'un contrat dont les termes exigent la livraison de l'actif dans un délai déterminé (par exemple : J+2). Le Groupe comptabilise les achats et les ventes de titres à la date de transaction. La comptabilisation à la date de transaction signifie que l'achat ou la vente est reconnu à la date où le Groupe s'engage à acheter ou vendre le titre. Le Groupe comptabilise les contrats de change au comptant à la date de règlement. La comptabilisation en date de règlement signifie que l'achat ou la vente n'est reconnu qu'au moment de la livraison.

— Actifs financiers au coût amorti :

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il remplit les deux conditions suivantes et s'il n'est pas désigné à la FVTPL :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir des flux de trésorerie contractuels ; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à une date précise, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

La valeur comptable de ces actifs est ajustée par les dépréciations pour pertes de crédit attendues qui sont, elles, évaluées comme décrit dans le paragraphe 3.2.4 « Actifs financiers – dépréciation ». Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans le poste « Produits d'intérêts sur les instruments financiers utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif ».

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (FVOCI) :

Un titre de dette est évalué à la FVOCI s'il remplit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant à la FVTPL :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les variations de valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global (OCI), à l'exception des gains ou pertes de valeur, des produits d'intérêts et des profits et pertes de change sur le coût amorti de l'instrument. En effet, ceux-ci sont comptabilisés en résultat. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le cumul des profits et des pertes comptabilisés antérieurement en OCI est reclassé des capitaux propres en résultat au niveau du « Produit net bancaire ». Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans le poste « Produits d'intérêts sur les instruments financiers utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif ».

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter les variations futures de la juste valeur en OCI. Ce choix est réalisé instrument par instrument. Tout gain ou perte cumulé comptabilisé en OCI au titre des instruments désignés à la FVOCI n'est pas comptabilisé en résultat lors de la décomptabilisation de ces titres. Le Groupe ne possède pas actuellement de titres de capitaux propres évalués selon la méthode FVOCI.

— Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (FVTPL) : Les actifs financiers qui répondent aux critères de classement au coût amorti ou à la FVOCI, mais qui sont gérés et dont la performance est évaluée sur la base de leur juste valeur, sont évalués à la FVTPL de manière optionnelle.

Les actifs financiers ne répondant pas aux critères de classement au coût amorti ou à la FVOCI sont évalués à la FVTPL de manière obligatoire.

Tous les actifs financiers mesurés à la FVTPL sont comptabilisés puis évalués à la juste valeur, avec des coûts de transaction immédiatement enregistrés dans le compte de résultat. Les gains et pertes résultant des variations de juste valeur ou de la décomptabilisation, ainsi que les intérêts et les dividendes des actifs financiers évalués à la FVTPL, sont comptabilisés dans le compte de résultat en « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

— Évaluation du modèle de gestion : Lors de l'examen de la classification comptable, c'est au niveau du portefeuille dans lequel un actif est détenu que le Groupe détermine le modèle de gestion, ce qui permet de refléter au mieux la gestion de l'activité et l'information fournie à la direction. L'information prise en compte comprend :

- les politiques et les objectifs définis pour le portefeuille et son fonctionnement en pratique. En particulier, si la stratégie de la direction se concentre sur la perception de revenus d'intérêts, le maintien d'un profil d'intérêt spécifique, et l'adéquation de la durée des actifs financiers à la durée des passifs qui financent ces actifs ou la réalisation de flux de trésorerie par la vente des actifs ;
- la manière dont la performance du portefeuille est évaluée et communiquée à la direction du Groupe ;
- les risques qui influent sur le rendement du modèle de gestion et la façon dont ces risques sont gérés ;
- la manière dont les gestionnaires de l'activité sont rémunérés : par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus ; et
- la fréquence, le volume et le calendrier des ventes au cours des périodes antérieures, la raison de ces ventes et les prévisions quant aux ventes futures. Toutefois, l'information sur le volume des ventes n'est pas considérée indépendamment, mais dans le cadre d'une évaluation globale de l'atteinte de l'objectif du Groupe pour la gestion des actifs financiers et pour la génération des flux de trésorerie.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou gérés sur la base de la juste valeur sont considérés à la FVTPL.

— Évaluation si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts (SPPI) :

Dans le cadre de cette évaluation, le « principal » est défini comme la juste valeur de l'actif financier lors de la comptabilisation initiale. Les « intérêts » sont définis dans un contrat de prêt de base comme la contrepartie de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit associé au montant du principal restant dû pendant une période donnée, incluant les autres risques et frais et à la marge.

Pour apprécier si les flux de trésorerie contractuels remplissent les critères du test SPPI, le Groupe prend en compte les conditions contractuelles de l'instrument. Il s'agit notamment d'évaluer si l'actif financier contient une clause contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels de telle sorte qu'il ne s'attende pas à cette condition. En procédant à l'évaluation, le Groupe prend en compte :

- les éventualités qui modifieraient les montants et l'échéancier des flux de trésorerie ;
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation ;
- les effets de levier ;
- les conditions qui limitent le droit du Groupe aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés (par exemple, dans le cas d'un actif financier garanti uniquement par une sûreté réelle) ; et
- les caractéristiques qui modifient la valeur temps de l'argent (par exemple, la révision périodique des taux d'intérêt).

Une indemnité de remboursement anticipé est considérée comme raisonnable et donc conforme aux critères SPPI lorsque son montant est calculé en pourcentage de l'encours du prêt et est plafonné par la réglementation. Par exemple, en France, l'indemnité pour le remboursement anticipé de prêts hypothécaires par des particuliers est légalement plafonnée à un montant égal à six mois d'intérêts ou 3% du principal et est conforme aux critères SPPI.

— Reclassement : Les catégories d'actifs financiers ne sont pas reclassées après leur comptabilisation initiale, sauf lorsque le Groupe modifie son modèle économique pour la gestion de celles-ci.

— Dettes financières : Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des instruments dérivés, qui sont classés à la juste valeur par résultat ou comme instruments de couverture de flux de trésorerie.

3.2.4. Actifs financiers – dépréciation.

— Champs d'application :

Le Groupe comptabilise des provisions pour les pertes de crédit attendues (ECL) sur les instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la FVTPL :

- les prêts et créances ainsi que les titres de dette ;
- les créances commerciales ;
- les garanties financières données ; et
- les engagements de prêts donnés.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée sur les instruments de capitaux propres.

— Risque de crédit et étapes de provisionnement :

IFRS 9 définit un modèle de dépréciation en trois étapes, fondé sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale. Celui-ci est résumé ci-dessous :

- un instrument financier qui n'est pas déprécié lors de la comptabilisation initiale est classé en Étape 1.
- si une augmentation significative du risque de crédit (SICR) depuis la comptabilisation initiale est identifiée, l'instrument financier est transféré en Étape 2 mais n'est pas encore considéré comme douteux (en défaut). Une description de la manière dont le Groupe détermine quand une SICR s'est produite est donnée dans le paragraphe ci-dessous.
- si un instrument financier est considéré comme douteux (en défaut), il est alors transféré en Étape 3.
- les instruments financiers classés en Étape 1 sont dépréciés à hauteur des pertes de crédit que le Groupe s'attend à subir à horizon un an. Les instruments classés en Étape 2 et 3 sont, eux, dépréciés à hauteur de celles prévues par le Groupe à maturité. Les paramètres, hypothèses et techniques d'estimation utilisés par le Groupe pour mesurer l'ECL sont décrits ci-dessous.
- les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI), sont ceux, acquis ou créés, qui sont dépréciés lors de la comptabilisation initiale. Leur ECL est toujours calculée à maturité (Étape 3).

Pour les créances clients, le Groupe applique une approche simplifiée consistant à évaluer les dépréciations à hauteur des ECL à maturité dès leur comptabilisation initiale et ce, quelle que soit l'évolution du risque de crédit de la contrepartie.

Les principaux jugements et hypothèses utilisés pour évaluer les dépréciations des actifs financiers sont présentés ci-dessous.

— Augmentation significative du risque de crédit (SICR) : Pour déterminer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, le Groupe considère comme informations raisonnables et justifiables celles qui sont pertinentes et disponibles sans coût ou effort déraisonnable. Il s'agit d'informations et d'analyses quantitatives et qualitatives, fondées sur le processus de gestion du risque de crédit du Groupe. Le Groupe considère qu'une SICR est indiquée si le comité de crédit compétent décide que la notation d'un actif financier est de Catégorie 2 ou 3.

Les instruments financiers sont souvent considérés comme ayant connu une augmentation significative du risque de crédit si l'emprunteur est en retard depuis plus de 30 jours sur ses paiements contractuels. En ce qui concerne les produits d'honoraires perçus par l'activité de Conseil financier, le Groupe a réfuté cette présomption et considère qu'une augmentation significative n'est constatée qu'après 90 jours de retard. Cette réfutation est basée sur l'examen de l'historique des paiements et est conforme au processus de provisionnement interne (des détails supplémentaires sont disponibles dans le paragraphe 7.2.3.1 « Regroupements d'instruments pour les pertes calculées collectivement » des présents comptes).

— Définition de la dépréciation et du défaut : À chaque date de clôture, le Groupe évalue si les actifs financiers comptabilisés au coût amorti et les titres de dette comptabilisés à la FVOCI sont douteux (Étape 3).

Une indication objective de la dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers inclut les données observables suivantes :

- non-respect des obligations contractuelles, tel qu'un défaut ou retard de paiement des intérêts ou du principal ;
- une détérioration significative de la garantie ou de la capacité de remboursement de l'emprunteur, qui a conduit à une rupture du covenant ;
- des menaces de poursuites judiciaires potentielles ou avérées liées à l'emprunteur/le prêt qui ont/pourraient avoir un impact significatif sur le prêt ;
- octroi à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées à ses difficultés financières, d'une facilité que le prêteur n'envisagerait pas dans d'autres cas ;
- probabilité que l'emprunteur fasse faillite ou subisse un autre type de restructuration financière ; et
- difficultés financières significatives de l'émetteur de l'instrument financier.

Un prêt en souffrance depuis 90 jours ou plus est suspecté d'être un prêt douteux, à moins qu'il n'existe des preuves fiables étayant une classification en douteux plus tardive. Un actif financier n'est considéré comme douteux que lorsque le comité de crédit compétent a estimé qu'un événement s'est produit ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés des actifs financiers, avant la prise en compte de toute garantie. Lorsqu'un actif financier est considéré comme douteux, il est également considéré comme étant en défaut.

Un prêt déprécié pour lequel le recouvrement de la garantie compense intégralement l'impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés serait toujours considéré comme douteux, mais aurait une provision pour dépréciation nulle reflétant la valeur de la garantie.

Un prêt qui a été renégoциé en raison d'une détérioration de la situation de l'emprunteur est généralement considéré comme douteux, sauf s'il est démontré que les flux de trésorerie contractuels initiaux seront recouverts et qu'il n'y a pas d'autres indicateurs de perte de valeur.

Un actif financier qui est classé comme douteux (Étape 3) a une notation de Catégorie 4 ou 5 (des détails supplémentaires sur la notation des crédits sont disponibles dans le paragraphe 7.2.2 « Classement des crédits » des présents comptes).

— Évaluation des pertes de crédit attendues :

Les ECL sont une estimation, établie par pondération probabiliste, des pertes de crédit. Elles sont le produit actualisé des facteurs suivants :

- $ECL = \text{Probabilité de défaut (PD)} \times \text{Exposition au moment du défaut (EAD)} \times \text{Perte en cas de défaut (LGD)}$

La PD représente la probabilité qu'une contrepartie manquera à ses obligations financières (basée sur la définition de défaut dans nos principes comptables), soit au cours des douze prochains mois (12m PD), soit au cours de la durée de vie restante (PD à maturité) de l'obligation.

L'EAD est basée sur les montants que le Groupe estime devoir recouvrer au moment de la défaillance, au cours des douze prochains mois (12m EAD) ou sur la durée de vie résiduelle (EAD à maturité). Le Groupe calcule l'EAD à partir de l'exposition

actuelle sur la contrepartie. Pour les engagements de prêts non tirés, l'EAD correspond à l'exposition si l'engagement est tiré. Pour les contrats de garantie financière, l'EAD correspond aux paiements estimés pour rembourser le détenteur de la garantie.

La LGD est la perte probable, en cas de défaut, exprimée en pourcentage. Le Groupe estime les paramètres LGD en fonction des taux historiques sur les contreparties défaillantes récupérées. Les modèles LGD tiennent compte de la nature et du coût de recouvrement des sûretés reçues en garantie de l'actif financier. Pour les prêts garantis par des biens immobiliers, les ratios LTV sont un paramètre clé dans la détermination des LGD.

Ces paramètres sont généralement issus de modèles développés en interne et d'autres données historiques.

— Présentation des dépréciations pour ECL au bilan

Les dépréciations pour ECL sont présentées dans le bilan comme suit :

- actifs financiers évalués au coût amorti : en déduction de la valeur brute comptable des actifs ;
- engagements de prêts et contrats de garantie financière : à titre de provision ; et
- titres de dette évalués à la FVOCI : aucune dépréciation pour ECL n'est comptabilisée au bilan car la valeur comptable de ces actifs est leur juste valeur. Toutefois, toute dépréciation pour ECL est présentée et comptabilisée dans la réserve de juste valeur.

— Passage en perte : Le Groupe passe en perte des actifs financiers (partiellement ou totalement) lorsqu'il n'existe aucune perspective réaliste de recouvrement. Ce cas se présente généralement lorsque le Groupe détermine que la contrepartie ne dispose pas d'actifs ou de sources de revenus susceptibles de générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser les montants faisant l'objet du passage en perte.

3.2.5. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture.

— Instruments dérivés : Les instruments dérivés sont négociés dans le cadre de portefeuilles de transaction ou à des fins de gestion des risques. Les instruments dérivés utilisés à des fins de gestion des risques sont reconnus comme des instruments de couverture lorsqu'ils sont qualifiés comme tels au regard de la norme IAS 39. Lorsqu'il a adopté IFRS 9, le Groupe a fait le choix de maintenir les dispositions d'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture.

Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur avec, par la suite, une comptabilisation des variations de leur juste valeur au compte de résultat. S'il existe une relation de couverture désignée entre un instrument de couverture et un élément couvert, la comptabilisation du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture et sur l'instrument couvert doit suivre les modalités définies par la norme IAS 39 en fonction de la relation de couverture.

— Comptabilité de couverture : Le Groupe peut appliquer la comptabilité de couverture lorsque des opérations répondent aux critères définis par IAS 39. À l'initiation de la couverture, le Groupe évalue si les dérivés de couverture répondent aux critères d'efficacité d'IAS 39 en comparant les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des instruments avec ceux des éléments couverts. Ensuite, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert. Il enregistre également ses objectifs de gestion des risques, sa stratégie pour entreprendre l'opération de couverture et les méthodes adoptées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture.

Après la mise en place de la couverture, l'efficacité est testée en permanence. La comptabilité de couverture cesse lorsqu'il est démontré qu'un dérivé n'est plus suffisamment efficace, ou lorsque le dérivé ou l'élément couvert est décomptabilisé, ou lorsque la transaction prévue n'est plus attendue.

— Comptabilité de couverture de juste valeur : Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au compte de résultat, tout comme les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la différence entre la valeur comptabilisée de l'élément couvert à la fin de la relation de couverture et la valeur à laquelle elle aurait été comptabilisée si la couverture n'avait jamais existé est amortie sur la période restante jusqu'à l'échéance de l'élément couvert. L'élément couvert est alors comptabilisé en adoptant la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Comptabilité de couverture des flux de trésorerie : Les variations de juste valeur de la partie efficace des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont prises en compte dans les capitaux propres. Le gain ou la perte lié à la partie inefficace de la couverture est comptabilisé au compte de résultat.

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont transférés au compte de résultat lorsque l'élément couvert a un impact sur le compte de résultat.

Lorsqu'on cesse de pratiquer la comptabilité de couverture, tout gain ou perte cumulé en capitaux propres demeure en capitaux propres et n'est comptabilisé dans le compte de résultat que lorsque l'opération prévue y est aussi comptabilisée. Si l'opération prévue n'est plus attendue, le solde cumulé dans les capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat.

— Couverture d'investissements nets à l'étranger : Les couvertures des investissements nets à l'étranger sont comptabilisées de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie. Tout gain ou perte sur l'instrument de couverture relatif à la partie efficace de la couverture est comptabilisé dans les capitaux propres ; le gain ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé au compte de résultat. Les gains et pertes cumulés comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat à la date de cession de l'investissement en devises.

3.2.6. Décomptabilisation.

Le Groupe décomptabilise un actif financier du bilan :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ; ou
- lorsqu'il transfère l'actif financier, y compris la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ; ou

- lorsqu'il transfère et perd le contrôle de l'actif financier sans conserver ni transférer la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de celui-ci.

3.2.7. Opérations de titrisation. — Le Groupe peut conclure des accords de financement auprès de prêteurs en vue de financer des actifs financiers spécifiques.

En général, les actifs liés résultant de ces transactions sont présentés dans le bilan du Groupe à l'origine. Cependant, lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages associés aux actifs a été transférée à un tiers, les actifs et les passifs sont partiellement ou intégralement décomptabilisés.

Les participations dans des actifs financiers titrisés peuvent prendre la forme des titres de dette seniors ou subordonnés, ou encore prendre la forme d'autres participations résiduelles. Le Groupe a déterminé si les tranches détenues remplissent ou non les critères SPPI. Un point essentiel à considérer est l'existence de tranches présentant un risque de crédit inférieur à celui du portefeuille d'actifs sous-jacents. Celles-ci (généralement les tranches seniors) peuvent alors être classées au coût amorti. Dans le cas contraire (généralement les tranches juniors), les tranches doivent être classées à la juste valeur par résultat.

3.2.8. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, les droits de propriété intellectuelle et les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises tels que les relations clients, des marques et des contrats ou mandats de gestion. Elles sont comptabilisées au coût historique diminué des amortissements, et le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Pour les immobilisations avec une durée d'utilité définie, les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité de l'actif, qui est déterminée au cas par cas en fonction de l'actif ou du contrat. Les contrats ou mandats de gestion sont amortis conformément aux revenus tirés de ceux-ci. Les autres immobilisations incorporelles à durée définie sont généralement amorties selon la méthode linéaire.

3.2.9. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont valorisées au coût historique, ou au coût présumé, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés. Le coût comprend les charges directement imputables à l'acquisition de l'actif. Le coût présumé fait référence à la situation dans laquelle, lors de la transition aux normes IFRS, le Groupe a choisi de considérer la juste valeur d'un élément d'immobilisation corporelle comme étant son coût présumé.

Les terrains ne sont pas amortis. Les amortissements des autres immobilisations corporelles sont calculés selon la méthode linéaire de manière à amortir le coût des actifs diminué de leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité résiduelle, qui s'établit de manière générale comme suit :

Matériel informatique	2 – 10 ans
Matériel de transport	3 – 5 ans
Mobilier et agencements	3 – 10 ans
Aménagements de locaux	4 – 24 ans
Immeubles	10 – 60 ans

La valeur résiduelle et la durée d'utilité des actifs sont examinées et éventuellement ajustées à chaque date de clôture.

Les plus ou moins-values de cession sont déterminées en comparant le prix de cession à la valeur comptable. Elles sont comptabilisées au compte de résultat, en « Gains/(pertes) nets sur autres actifs ».

3.2.10. Test de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles. — À chaque date de clôture, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances l'imposent, les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie sont examinées afin d'établir s'il existe des indications de perte de valeur. Si de telles indications sont avérées, ces actifs sont soumis à un test de dépréciation. Les actifs incorporels considérés comme ayant une durée de vie indéfinie (par exemple, certaines des marques acquises par le Groupe) ne sont pas amortis ; néanmoins, ces actifs font l'objet d'un test de dépréciation annuel indépendamment des indices de perte de valeur.

Si les actifs sont dépréciés, leur valeur comptable est diminuée du montant de la dépréciation et celle-ci est comptabilisée au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elle intervient. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement sur un tel actif peut faire l'objet d'une reprise lorsqu'un changement de circonstances entraîne une variation de l'estimation du montant récupérable pour cette immobilisation corporelle. La valeur comptable des immobilisations corporelles peut alors être augmentée dans la limite du montant qu'elle aurait atteint si la perte de valeur initiale n'avait pas été comptabilisée.

3.2.11. Provisions et passifs éventuels. — Le Groupe comptabilise des provisions seulement lorsqu'il a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé. En complément, il faut qu'il soit probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler l'obligation, et que celle-ci puisse être estimée de manière fiable.

Les passifs éventuels peuvent désigner des obligations éventuelles résultant d'événements passés dont l'existence sera confirmée par un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle du Groupe, ou bien des obligations présentes qui ne sont pas comptabilisées parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou parce que le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable. Les passifs éventuels significatifs sont présentés en annexe, sauf si la probabilité d'un transfert d'avantages économiques est faible.

3.2.12. Retraites. — Le Groupe a mis en place plusieurs régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, financés ou non, soit à prestations définies, soit à cotisations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, la cotisation est comptabilisée au compte de résultat de la période où elle est acquittée.

Les gains et pertes de réévaluation issus des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés en dehors du compte de résultat et sont présentés dans l'état du résultat global.

Le montant des engagements relatifs aux régimes de retraite à prestations définies comptabilisé au bilan correspond à la différence entre la valeur actuelle des obligations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime. Ce montant est calculé sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actuelle est déterminée sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés en retenant des taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de notation élevée libellées dans les devises dans lesquelles les avantages seront payés et ayant une durée restant à couvrir proche de la maturité de l'engagement comptabilisé au titre des retraites.

3.2.13. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. — Le Groupe perçoit des produits d'honoraires et de commissions sur une gamme de services qu'il fournit à ses clients. Les produits d'honoraires et de commissions générés par le Groupe peuvent être classés dans les deux grandes catégories ci-dessous, en fonction du moment où le service en question est rendu.

— Services fournis à un moment précis : Il s'agit d'honoraires et de commissions issus de services pour lesquels des produits ne sont acquis que lorsque le service a été rendu, c'est-à-dire lorsqu'une obligation de performance a été remplie. Il peut s'agir d'un paiement pour des prestations de conseil qui sera effectué uniquement après l'accomplissement d'un mandat, ou d'une commission de performance pour des prestations de gestion de portefeuille, basée sur la réalisation d'un rendement donné sur une période déterminée. Les honoraires et les commissions sont comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'il n'y aura pas d'ajustement significatif à la baisse de ceux-ci à l'avenir. Afin de minimiser la subjectivité et d'améliorer la comparabilité d'un exercice à l'autre, les produits ne sont comptabilisés par le Groupe que lorsqu'une obligation de performance a été remplie contractuellement.

Lorsque le Groupe reçoit des commissions à un moment précis, il détermine s'il agit en qualité d'agent ou de principal. Lorsqu'il effectue des services de courtage, cette évaluation repose sur le contrôle exercé par le Groupe sur les titres et fonds sous-jacents échangés avant leur transfert au client concerné.

Concernant ces commissions, le Groupe considère que les facteurs suivants indiquent qu'il agit en tant qu'agent.

- Le Groupe ne détient pas la propriété juridique des titres et fonds sous-jacents avant leur transfert au client final.
- Son obligation de résultat consiste à faire en sorte qu'une autre partie assure la négociation des titres et des fonds.
- Même si le Groupe peut percevoir un revenu du client final, l'intégralité du risque de crédit et de marché associé est assumée par la partie qui exécute ou complète la transaction.

Lorsque le Groupe agit en qualité d'agent plutôt que de principal dans une transaction, le revenu comptabilisé est le montant des commissions nettes réalisées par le Groupe.

— Services fournis au fur et à mesure : Il s'agit d'honoraires et de commissions issus de services fournis sur une certaine période de temps. Les produits sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont fournis, une fois que l'un des événements suivants se produit :

- I. le client utilise les prestations fournies par le Groupe et une autre entité n'aurait pas à refaire dans une large mesure le travail que le Groupe a effectué jusqu'à la date considérée ; ou
- II. le Groupe dispose d'un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée.

Pour les activités de Banque privée et Gestion d'actifs et de Five Arrows, les revenus reconnus au fur et à mesure que les services sont rendus consistent principalement en honoraires calculés sur la base des actifs sous gestion. Les revenus sont reconnus mensuellement conformément aux contrats conclus avec les clients.

Pour les activités de Conseil financier, ces services comprennent les services de conseil payés dès le début du mandat ou sur la base d'une rémunération fixe. Les revenus sont reconnus au cours de la période pendant laquelle les services sont fournis, en pratique sur une base linéaire sur la période pendant laquelle le travail est réalisé pour le client.

Les produits d'honoraires et les commissions sont basés sur une contrepartie spécifiée dans un contrat juridiquement exécutoire. Le produit comptabilisé pour chaque service mandaté représente un prix de marché et la contrepartie reçue est attribuée aux obligations de performance identifiables séparément dans le contrat.

Les produits d'honoraires et les commissions qui font partie intégrante d'un prêt, ainsi que les commissions d'engagement sur les prêts susceptibles d'être tirés, sont différés (avec les coûts directs afférents) et comptabilisés sur la durée du prêt en tant qu'ajustement du taux d'intérêt effectif.

Des coûts peuvent parfois être facturés au client dans le cadre d'un mandat. Dans le cas où ces coûts sont recouvrables, ils sont comptabilisés en tant que créance lorsqu'ils sont encourus. En revanche, ils n'ont pas d'incidence sur le résultat lorsqu'ils sont recouverts.

3.2.14. Produits et charges d'intérêt. — Les produits et charges d'intérêt comprennent les intérêts découlant des activités d'octroi de prêts, de collecte de dépôts et de trésorerie, les intérêts relatifs aux opérations de couverture, ainsi que les intérêts sur l'actualisation des dettes de loyers et des autres passifs. Les intérêts de tous les instruments financiers, à l'exception de ceux qui sont reconnus à la juste valeur par résultat (FVTPL), sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsque le Groupe utilise des dérivés de transaction et des instruments de dette évalués à la FVTPL dans le cadre de sa stratégie de marge nette d'intérêts, il y inclut également la part de la variation de juste valeur qui est représentative du taux d'intérêt effectif sur ces instruments.

Le taux d'intérêt effectif correspond au taux d'actualisation qui permet de faire coïncider les flux de trésorerie futurs estimés d'un instrument financier à sa valeur nette comptable. Il sert à calculer le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et à rattacher les intérêts à la période concernée (généralement la durée de vie attendue de l'instrument). Pour calculer le taux d'intérêt effectif, le Groupe prend en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier (par exemple les options de

remboursement anticipé) mais ne tient pas compte des pertes sur crédit futures. Le calcul inclut l'intégralité des primes ou décotes payées ainsi que toutes les commissions et les coûts de transaction qui font partie intégrante du prêt.

3.2.15. *Carried interest*. — Le Groupe peut percevoir du *carried interest* en lien avec certains fonds de capital-investissement et de dette privée qu'il gère. La créance est comptabilisée si les conditions de performance associées sont atteintes, dans l'hypothèse où les actifs résiduels du fonds seraient vendus à leur juste valeur à la date de clôture. La juste valeur est déterminée en utilisant la méthode d'évaluation appliquée par le Groupe dans son rôle de gestionnaire des fonds et est évaluée à la date de clôture. Une créance est comptabilisée à hauteur de la part du Groupe dans les résultats dépassant les conditions de performance, en tenant compte des liquidités déjà payées aux investisseurs du fonds et de la juste valeur des actifs résiduels.

Certains salariés peuvent également détenir des titres de capital qui leur donnent le droit de percevoir du *carried interest* sur les investissements gérés par le Groupe. Lorsque les titres détenus par les salariés se trouvent dans un véhicule d'investissement non consolidé, les intérêts dus à ces derniers se traduisent par une réduction du rendement alloué au Groupe. Lorsque les titres détenus par les salariés se trouvent dans un véhicule d'investissement qui est consolidé, les intérêts dus aux salariés sont considérés comme des participations ne donnant pas le contrôle. L'évaluation des intérêts détenus par les salariés est calculée à la date de clôture en utilisant la même méthode que celle décrite ci-dessus pour les intérêts du Groupe.

3.2.16. Régimes d'intéressement à long terme.

— Plan d'avantage à long terme : Le Groupe a mis en place des dispositifs d'avantages à long terme au bénéfice des salariés. Le coût de ces régimes est comptabilisé au compte de résultat au cours de l'exercice de surveillance des services qui ont donné lieu à la constatation d'une obligation. Lorsqu'il est prévu que le paiement de la quote-part de profit sera reporté à l'issue d'une période d'acquisition de droits et que le paiement est subordonné au fait que le salarié travaille jusqu'à la fin de cette période, alors le montant différé est comptabilisé de manière linéaire dans le compte de résultat sur la période allant jusqu'à la date d'acquisition.

— Paiements fondés sur des actions : Le Groupe rémunère certains salariés en utilisant des instruments qui sont réglés en trésorerie et qui sont liés à la valeur de l'action R&Co, qui sont considérés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie. Les paiements réglés en trésorerie sont évalués à la date de leur octroi, et la dette est ensuite réévaluée dans le compte de résultat jusqu'au moment du règlement.

3.2.17. Fiscalité. — L'impôt sur les bénéfices et les impôts différés sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils sont liés à des éléments comptabilisés en capitaux propres, auquel cas, l'impôt sera également comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont calculés suivant la méthode du report variable, pour les différences temporelles résultant des écarts entre les bases taxables des actifs et passifs et leur valeur comptable. L'impôt différé est déterminé sur la base des taux d'impôt et des lois dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé. Les impôts différés ne sont pas actualisés en fonction de la valeur temporelle de l'argent.

Les actifs d'impôts différés, y compris les déficits fiscaux reportables, ne sont comptabilisés que lorsqu'il est probable qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel ils pourront s'imputer. Des passifs d'impôts différés relatifs aux différences temporelles taxables se rapportant à des participations dans des filiales et entreprises associées sont comptabilisés, si le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que cela interviendra dans un avenir raisonnable.

3.2.18. Dividendes. — Les dividendes sur actions ordinaires sont comptabilisés en capitaux propres au moment où ils deviennent une obligation, généralement après avoir été approuvés par les actionnaires de la Société lors de l'Assemblée générale annuelle et lorsque toutes conditions suspensives ont été remplies ou, dans le cas d'acomptes sur dividendes, lorsque ceux-ci sont payés par la Société après décision du Gérant.

3.2.19. Classification des dettes et capitaux propres. — En vertu des normes IFRS, le facteur déterminant permettant de différencier un instrument de dettes d'un instrument de capitaux propres est l'existence, pour le Groupe, d'une obligation contractuelle d'apporter de la trésorerie (ou un autre actif financier) à une autre entité. Si ce type d'obligation contractuelle n'existe pas, le Groupe classera l'instrument financier en capitaux propres ; sinon il l'enregistrera au passif et le comptabilisera au coût amorti. Les caractéristiques contractuelles des titres subordonnés à durée indéterminée émis par le Groupe permettent de renoncer au versement d'intérêts de manière discrétionnaire sauf si des dividendes ont été payés au cours des six derniers mois. Par conséquent, ces instruments sont considérés comme des capitaux propres. Les titres de capitaux propres émis par la Société sont comptabilisés dans le compte « Capital et réserves associées ». S'ils sont émis par des filiales du Groupe et détenus par des parties externes au Groupe, ces titres sont comptabilisés en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

3.2.20. Activités fiduciaires. — Le Groupe intervient au titre de dépositaire et à d'autres titres fiduciaires, entraînant la détention ou le placement d'actifs au nom de clients. Lorsqu'ils sont placés auprès des tiers, ces actifs sont exclus des comptes consolidés du Groupe, puisqu'il ne s'agit pas d'actifs du Groupe.

3.2.21. Contrats de location.

— Comptabilisation des contrats de location pour le preneur : Lors de la conclusion d'un contrat, le Groupe évalue si celui-ci constitue ou contient un contrat de location. Un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant un certain temps en échange d'une contrepartie. Pour déterminer si un contrat constitue un contrat de location, le Groupe apprécie si :

- le contrat implique l'utilisation d'un bien identifié sans un droit de substitution substantiel donné au bailleur ;
- le Groupe a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif pendant toute la durée d'utilisation ; et
- le Groupe a le droit de contrôler l'utilisation de l'actif.

Le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une dette de loyers à la date de prise d'effet du contrat. Le droit d'utilisation est initialement évalué comme le montant initial de la dette de loyers ainsi qu'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état de l'actif sous-jacent, déduction faite des avantages incitatifs reçus au titre de la location.

Le droit d'utilisation est ensuite amorti linéairement. La durée d'utilité estimée des droits d'utilisation correspond habituellement à la durée prévue du contrat de location. Le droit d'utilisation peut être ajusté si la dette de loyers est réévaluée, et peut être réduit par des dépréciations, le cas échéant.

La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers à la prise d'effet du contrat, en utilisant le taux d'emprunt marginal dans la zone géographique où le contrat de location est détenu. Des options de prolongation et de résiliation existent pour un certain nombre de contrats de location, en particulier ceux relatifs à la location de bureaux. Pour déterminer la durée du contrat de location, les options de prolongation et de résiliation sont prises en compte dans l'évaluation si et seulement si le Groupe est raisonnablement certain qu'elles seront exercées. Cette appréciation ne repose pas seulement sur des conditions contractuelles mais prend également en considération le contexte économique. Dans la pratique, il est rare que le Groupe considère comme raisonnable l'exercice d'une option de prolongation ayant une date d'exercice au-delà de dix ans.

Les paiements de loyers inclus dans l'évaluation de la dette de loyers comprennent les éléments suivants :

- des loyers fixes ;
- des loyers variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, déterminés initialement selon l'indice ou le taux à la date de prise d'effet du contrat ; et
- les coûts que le Groupe est raisonnablement certain de payer au titre des options de renouvellement ou de résiliation du contrat de location.

La dette de loyers est évaluée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a une variation des loyers futurs résultant d'une variation d'un indice ou d'un taux, ou si le Groupe reconsidère l'exercice de ses options d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque la dette de loyers est réévaluée, la valeur comptable du droit d'utilisation est ajustée en conséquence.

— Contrats de location à court terme et de biens de faible valeur : Le Groupe a choisi de ne pas comptabiliser les droits d'utilisation et les dettes locatives pour les contrats de location d'une durée inférieure ou égale à douze mois, ou pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur, comme la plupart des équipements informatiques. Le Groupe comptabilise linéairement les loyers associés à ces contrats de location en tant que charges sur la durée du contrat de location.

Notes sur le compte de résultat

Note 1. – Marge nette d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit	217 554	162 871
Produits d'intérêts sur opérations avec la clientèle	195 283	196 608
Produits d'intérêts sur instruments financiers au coût amorti	102 077	57 343
Produits d'intérêts sur dérivés de couverture	521	646
Produits d'intérêts sur autres actifs financiers	545	1 156
Produits d'intérêts sur les instruments financiers utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif	515 980	418 624
Charges d'intérêts sur opérations avec la clientèle	-373 034	-234 048
Charges d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit	-13 086	-13 520
Charges d'intérêts sur autres passifs financiers	-8 024	-5 039
Charges d'intérêts sur dettes de loyers	-9 034	-7 123
Charges d'intérêts sur dérivés de couverture	-508	-287
Charges d'intérêts sur les instruments financiers utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif	-403 686	-260 017
Produits d'intérêts sur dérivés de transaction	90 687	80 702
Produits d'intérêts sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	556	440
Charges d'intérêts sur dérivés de transaction	-4	-13
Produits d'intérêts nets sur les autres instruments financiers	91 239	81 129
Marge nette d'intérêts	203 533	239 736

Le Groupe considère que les dérivés de transaction figurant dans ce tableau font partie de la stratégie globale du Groupe de suivi de la marge nette d'intérêt. L'élément représentant l'intérêt effectif dans le changement de valeur de ces dérivés est donc comptabilisé dans la marge nette d'intérêts.

Note 2. – Produits nets de commissions.

2.1 Produits de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits de commissions sur prestations de conseil en fusion-acquisition	951 157	853 157
Produits de commissions sur prestations de conseil en financement et autres services	747 741	558 124
Produits de commissions sur gestion d'actifs et de portefeuille - Banque privée et Gestion d'actifs	696 881	598 775
Produits de commissions sur gestion d'actifs et de portefeuille - Five Arrows	228 703	210 751
Produits de commissions sur opérations de crédit	7 635	7 389
Autres produits de commissions	11 946	11 220
Total	2 644 063	2 239 416

2.2. Charges de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de commissions sur prestations de conseil en fusion-acquisition	-4 768	-3 867
Charges de commissions sur prestations de conseil en financement et autres services	-27 432	-20 882
Charges de commissions sur gestion d'actifs et de portefeuille - Banque privée et Gestion d'actifs	-92 003	-75 222
Charges de commissions sur gestion d'actifs et de portefeuille - Five Arrows	-11 635	-10 150
Charges de commissions sur opérations de crédit	-16	-116
Autres charges de commissions	-6 475	-4 235
Total	-142 329	-114 472

Note 3. – Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	178 559	128 140
Dont carried interest	49 875	45 374
Résultat net sur opérations de change	20 400	37 513
Résultat net sur autres opérations	4 734	4 852
Total	203 693	170 505

Les gains et les pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat comprennent les variations de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat et des instruments financiers comptabilisés dans le portefeuille de transaction, y compris les dérivés.

Les instruments financiers à la juste valeur par résultat comprennent à la fois des actions ordinaires et des actions de type *carried interest* détenues par le Groupe dans les fonds de Five Arrows. Ils comprennent également les titres de dette émis par les véhicules d'investissement de notre activité Five Arrows.

Note 4. – Autre produit net bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	19	1
Produits des autres activités	1 323	548
Charges des autres activités	-1 552	-441
Total	-210	108

Note 5. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations et autres charges de personnel	-1 624 361	-1 495 523
Charges sur régimes de retraite à cotisations définies	-25 517	-24 436
Charges sur régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (Note 28)	-8 077	-2 193
Charges de personnel	-1 657 955	-1 522 152
Autres charges administratives	-389 712	-399 655
Total	-2 047 667	-1 921 807

5.1. Charges de personnel. — Dans le cadre de sa stratégie de rémunération variable, le Groupe verse des bonus à ses salariés. Dans certains cas, le paiement en trésorerie est différé sur plusieurs années. Dans la majorité des cas, les bonus sont versés un, deux ou trois ans après l'année d'attribution. La charge est donc comptabilisée sur des périodes de deux, trois ou quatre années comprises entre l'année de l'attribution et la date de règlement. Ces bonus sont versés à condition que le bénéficiaire soit toujours salarié par le Groupe à la date de règlement. Les salariés identifiés comme preneurs de risques significatifs (MRT) selon la directive sur les exigences de fonds propres (*Capital Requirements Directive* ou CRD V) verront une partie de leurs bonus de l'année reportée sur quatre ans, la charge étant comptabilisée en conséquence. Dans de rares cas, le Groupe permet parfois aux salariés qui ne sont pas des MRT d'accélérer l'acquisition de leurs bonus différés en numéraire. La charge non imputée est alors comptabilisée immédiatement.

Une partie de ces bonus sera versée aux salariés MRT selon CRD V et le régime prudentiel britannique de *the Investment Firms Prudential Regime* (IFPR) sous forme d'instruments non fondés sur la trésorerie. Toutes les attributions d'instruments non fondés sur la trésorerie (différées et non différées) faites à partir de l'année 2023 (relatives aux performances de l'année 2022) et pour les années suivantes, prendront la forme d'actions théoriques, indexées sur la valeur de l'action sous-jacente de Rothschild & Co et seront réglées en trésorerie. Leur valeur au 31 décembre 2024 s'élève à 30 millions d'euros (décembre 2023 : 13 millions d'euros), et la charge au compte de résultat résultant de ces instruments s'élève à 13,6 millions d'euros (décembre 2023 : 7,1 millions d'euros).

Les instruments non réglés en trésorerie ont pour objectif de corréler le bonus de certains membres clés du personnel aux performances du Groupe. Outre l'obligation de rester salarié du Groupe, ces bonus peuvent également être annulés ou réduits dans des circonstances spécifiques.

La rémunération différée donne lieu à un engagement, dont une partie n'a pas encore été enregistrée car elle concerne une période future. Le montant des règlements potentiels futurs non encore enregistrés à ce jour s'élève à 147 millions d'euros (décembre 2023 : 132 millions d'euros).

Note 6. – Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements		
Droits d'utilisation	-52 672	-46 618
Immobilisations corporelles	-28 353	-26 596
Immobilisations incorporelles	-22 491	-21 129
Total dotations aux amortissements	-103 516	-94 343
(Dotations)/reprises pour dépréciations		
Droits d'utilisation	-1 983	644
Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles	-106	-4 776
Total dépréciations	-2 089	-4 132
Total	-105 605	-98 475

Note 7. – Gains ou pertes nets sur autres actifs.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains/(pertes) sur cessions et dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-590	523
Gains/(pertes) liés aux acquisitions et cessions de filiales	-363	7 906
Produits/(charges) hors exploitation	-760	-2 532
Total	-1 713	5 897

Le compte « Gains/(pertes) liés aux acquisitions et cessions de filiales » incluait, en 2023, le gain consolidé de cession de 4,1 millions d'euros de l'activité de gestion d'actifs du Groupe en Amérique du Nord, net des coûts associés.

Note 8. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	-146 650	-127 654
Impôts différés	6 841	29 495
Total	-139 809	-98 159

Les charges d'impôts courants et différés sont détaillées ci-dessous :

8.1. Impôts courants :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt de l'exercice	-135 593	-99 235
Charge d'impôt irrécouvrable relative aux dividendes	-7 752	-27 354
Charge d'impôt additionnelle liée à Pilier 2	-1 966	
Impôts sur exercices antérieurs	-1 391	-843
Autres	52	-222
Total	-146 650	-127 654

La réglementation Pilier 2, qui vise à s'assurer que les grandes sociétés multinationales paient un niveau d'impôt minimum de 15% sur les bénéfices réalisés dans chacune des juridictions où elles opèrent, est entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024.

8.2. Impôts différés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Différences temporelles	9 563	19 091
Changements de taux d'imposition	-39	2 426
Charge d'impôt irrécouvrable relative aux dividendes	-900	7 921
Impôts sur exercices antérieurs	-1 783	57
Total	6 841	29 495

8.3. Rationalisation de la charge d'impôt entre le taux d'imposition de droit commun et le taux effectif :

En milliers d'euros	31/12/2024		31/12/2023	
Résultat avant impôt		736 565		526 148
Charge d'impôt théorique au taux de droit commun français	25,83%	190 255	25,83%	135 904
Principaux éléments de rapprochement (1)				
Quote-part d'impôt des sociétés de personnes comptabilisée hors du Groupe	(5,1%)	-37 805	(5,7%)	-29 974
Effet du différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	(5,1%)	-37 194	(6,6%)	-34 954
Effet sur les impôts différés du changement du taux d'impôt sur les sociétés	+0,0%	39	(0,5%)	-2 426
Impôt sur les résultats des entreprises mises en équivalence comptabilisés nets d'impôt	+0,2%	1 298	(0,1%)	-274
Impôt sur les dividendes reçus par l'intermédiaire de sociétés de personnes	+0,3%	1 869	+1,1%	5 543
Impôt sur exercices antérieurs	+0,4%	3 174	+0,1%	786
Impact des impôts différés non comptabilisés sur les pertes	+0,6%	4 537	+0,6%	3 309
Différences permanentes	+0,7%	4 788	+0,1%	725
Effet du taux réduit sur les dividendes et retenues à la source non récupérables	+1,2%	8 652	+3,7%	19 433
Autres effets	+0,0%	196	+0,1%	87
Charge d'impôt effective	19,0%	139 809	18,7%	98 159
Taux d'impôt effectif		19,0%		18,7%
<i>(1) Les catégories utilisées dans les informations comparatives sont toujours présentées d'une manière cohérente avec celles utilisées pour expliquer l'impôt de la période actuelle.</i>				

Notes sur le bilan.**Note 9. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat.**

— Actifs financiers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres à revenu variable détenus à des fins d'investissement	1 113 518	970 238
Parts dans des fonds de placement collectif détenues à des fins de liquidité	502 861	384 232
Titres à revenu fixe détenus à des fins d'investissement	121 691	77 867
Autres titres à revenu variable	59 884	62 095
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (obligatoire)	1 797 954	1 494 432
Instruments dérivés de transaction actifs (Note 10)	219 585	118 517
Total	2 017 539	1 612 949

Les actifs financiers à la FVTPL détenus à des fins d'investissement sont principalement détenus par notre activité Five Arrows. Les parts détenues dans des fonds communs de placement sont principalement des fonds monétaires et des fonds de dettes ayant un faible risque de crédit.

Les autres titres de capitaux propres comprennent des actifs utilisés pour couvrir des montants dus aux employés ou la sécurité sociale au titre de ces sommes payables en part de fonds. Le Groupe a mis en place un trust juridiquement indépendant pour les avantages sociaux des salariés (EBT) qui détient une partie de ces actifs. Bien que ce trust soit consolidé, ses actifs ne sont pas disponibles pour les créanciers du Groupe (même en cas de faillite) et ne peuvent être restitués au Groupe.

Les actifs détenus par EBT sont conformes aux critères d'« actifs du régime » dans le cadre de la norme IAS 19 « Avantages du personnel ». Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur et compensés avec les passifs envers les salariés.

La valeur des actifs du régime EBT est de 166,8 millions d'euros en décembre 2024 et les montants afférents dus aux salariés pouvant être compensés sont de 156,2 millions d'euros. En décembre 2024, le montant indiqué ci-dessus est présenté dans la rubrique « Autres titres de capitaux propres » après compensation des actifs du régime avec les passifs liés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Instruments dérivés de transaction passifs (Note 10)	160 354	187 966
Total	160 354	187 966

Note 10. – Dérivés.

Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur et figurent séparément au bilan pour leur juste valeur positive (actif) et leur juste valeur négative (passif). Les justes valeurs positives représentent le coût qui serait encouru par le Groupe pour remplacer toutes les opérations en faveur du Groupe en cas de défaillance des contreparties. Les justes valeurs négatives représentent le coût qui serait encouru par les contreparties pour remplacer toutes leurs opérations conclues en leur faveur avec le Groupe en cas de défaillance du Groupe. Les variations de juste valeur des dérivés sont comptabilisées dans les gains ou pertes sur actifs financiers à la juste valeur par résultat, à moins que les dérivés ne soient admis comptablement comme couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net.

Des transactions sont réalisées sur des produits dérivés à des fins de spéculation ou de couverture. Le traitement comptable des opérations de couverture dépend de leur nature et du fait que la couverture puisse être qualifiée comme telle comptablement. La plupart des transactions du Groupe qui ne sont pas qualifiées comptablement comme de la couverture ont néanmoins pour objectif de réduire le risque de marché en couvrant les expositions comprises ou non dans le portefeuille de transaction.

10.1. Dérivés de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Montant notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Montant notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments fermes de change	18 596 399	204 261	157 606	16 268 546	115 573	180 274
Instruments conditionnels de change	345 763	2 749	2 748	296 618	1 259	1 230
Instruments fermes de taux d'intérêt	161 367	12 575		145 081	1 677	6 462
Instruments conditionnels de taux d'intérêt	1 600			1 915	8	
Total	19 105 129	219 585	160 354	16 712 160	118 517	187 966

10.2. Dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Montant notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Montant notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments fermes de taux d'intérêt	133 022	3 217	13	96 083	4 145	510
Instruments fermes de change	62 407	2 362		48 933	867	
Total	195 429	5 579	13	145 016	5 012	510

10.3. Couvertures de juste valeur. — Une partie relativement faible des prêts et dépôts du Groupe est à moyen et long terme à taux fixe et est donc exposée aux variations de juste valeur dues aux variations des taux d'intérêt. Le Groupe utilise des swaps de taux d'intérêt pour gérer cette exposition au risque. Pour certains de ces dérivés, le Groupe applique la comptabilité de couverture sous la forme de macro et micro-couvertures de la juste valeur.

Seul l'élément de risque de taux d'intérêt est couvert ; les autres risques, tels que le risque de crédit, sont gérés mais non couverts par le Groupe. La composante de risque de taux d'intérêt couverte est la variation de la juste valeur des prêts et dépôts à moyen/long terme à taux fixe de la clientèle résultant uniquement des variations du taux d'intérêt de référence. Ces variations constituent habituellement la composante la plus importante de la variation globale de la juste valeur.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, des tests sont effectués, prospectivement à la date de désignation et rétrospectivement à chaque date de clôture. Ceux-ci incluent des tests afin de s'assurer qu'il n'y a pas de risque de surcouverture. L'inefficacité de ces couvertures est considérée comme non significative et n'a donc pas été comptabilisée dans le compte de résultat.

La plupart des swaps de macro-couverture sont destinés à être conservés jusqu'à leur échéance sans révision périodique (non dynamiques).

Le tableau suivant présente les échéances des instruments de couverture utilisés dans les stratégies de couverture du Groupe au 31 décembre 2024.

— Couverture de juste valeur - swap de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Total	< 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Montant notionnel des couvertures de prêts	84 648		12 000	59 648
Montant notionnel des couvertures des dépôts à la clientèle	48 374		48 374	
Total	133 022		60 374	59 648

Le tableau suivant contient des détails supplémentaires concernant les stratégies de couverture du Groupe. Le taux moyen de la jambe à taux fixe des couvertures est de 1,0% pour l'euro et de 4,9% pour la livre sterling (décembre 2023: 0,9% pour l'euro et 4,9% pour la livresterling).

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Prêts à la clientèle	Dépôts de la clientèle	Prêts à la clientèle	Dépôts de la clientèle
Montant notionnel des dérivés de couverture	84 648	48 374	96 083	
Valeur comptable des éléments couverts	302 048	48 374	368 865	
Montant cumulé de juste valeur des éléments couverts	-3 216	-11	-3 635	
Augmentations/(diminutions) de la juste valeur des éléments couverts sur la période utilisée pour le test d'efficacité	419	-11	2 405	

10.4. Couvertures de flux de trésorerie. — Un risque de change existe pour les divisions opérationnelles dont les charges sont principalement libellées dans une devise différente de leur devise fonctionnelle. Le risque provient de la fluctuation des taux de change futurs au comptant, qui pourrait entraîner une volatilité du compte de résultat du Groupe. Ce risque peut avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe ou du métier concerné.

Pour pallier ce risque et réduire ainsi la volatilité causée par les fluctuations des taux de change, le Groupe a mis en place dans certaines divisions un programme de couverture qui consiste en la conclusion de contrats de change à terme. Les dérivés sont désignés comme une couverture de transactions prévues (couverture de flux de trésorerie), celles-ci correspondant à des charges d'exploitation libellées en livres sterling de la division opérationnelle.

Le risque couvert par les couvertures de flux de trésorerie du Groupe est le risque d'une hausse du taux de change de la livre sterling par rapport à l'euro qui entraînerait une réduction du bénéfice. La politique du Groupe étant de ne couvrir qu'une partie des coûts opérationnels, toute inefficacité de la couverture devrait être négligeable.

Le tableau suivant présente la maturité et le taux de change moyen des contrats de change à terme utilisés pour la stratégie de couverture de flux de trésorerie du Groupe au 31 décembre 2024.

— Couvertures de flux de trésorerie - Change à terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023
	Total	< 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans	Total
Montant notionnel (en milliers d'euros)	62 407	35 729	26 678		48 933
Taux de change moyen EUR-GBP	0,88	0,88	0,88		0,90

Le tableau suivant présente le détail des couvertures de flux de trésorerie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Montant notionnel des dérivés de couverture	62 407	48 933
(Perte) en valeur des coûts couverts en livres sterling utilisée pour le test d'efficacité	-2 132	-543
Gain transféré au compte de résultat depuis la réserve de couverture de flux de trésorerie	2 132	543

10.5. Couvertures d'investissements nets. — Un risque de change existe pour les investissements nets dans des filiales dont la devise fonctionnelle est différente de celle du Groupe. Ce risque provient de la fluctuation des taux de change au comptant entre la devise fonctionnelle des filiales et celle du Groupe, qui fait varier le montant de l'investissement net. Ce risque peut avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe. La politique du Groupe est de couvrir ces risques uniquement dans le cas où ils auraient un impact significatif sur les ratios de fonds propres réglementaires du Groupe et de ses filiales bancaires.

En 2024 et 2023, le Groupe n'avait aucune couverture d'investissement net. Par le passé, le Groupe a couvert le risque de baisse des taux de change contre l'euro, qui aurait pu entraîner une réduction de la valeur comptable de l'investissement net du Groupe, dans ses filiales établissant leurs comptes en franc suisse et en livre sterling. La réserve de conversion cumulée liée aux couvertures non maintenues (perte de 7,8 millions d'euros) reste dans les réserves, et ne sera transférée dans le compte de résultat qu'à la date de cession des investissements sous-jacents en devise étrangère, ce qui n'est pas en visagé à ce jour.

Note 11. — Titres au coût amorti.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics détenus à des fins de liquidité	2 214 354	1 848 669
Titres à revenu fixe détenus à des fins de liquidité	1 615 216	1 524 720
Titres à revenu fixe détenus à des fins d'investissement	26 994	45 264
Titres à revenu fixe au coût amorti - valeur brute	3 856 564	3 418 653
Dépréciations Étapes 1 et 2	-675	-570
Total	3 855 889	3 418 083

Note 12. — Prêts et créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs et prêts au jour le jour	894 028	816 381
Comptes et prêts à terme	128 034	37 649
Titres et valeurs reçus en pension	2 402 652	868 547
Intérêts courus	7 444	4 687
Prêts et créances sur les établissements de crédit - valeur brute	3 432 158	1 727 264
Dépréciations		
Total	3 432 158	1 727 264

Note 13. – Prêts et créances sur la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts à la clientèle PCL	3 985 832	4 014 118
Autres prêts à la clientèle	297 019	286 528
Comptes ordinaires débiteurs	34 113	32 101
Intérêts courus	38 465	42 633
Prêts et créances sur la clientèle - valeur brute	4 355 429	4 375 380
Dépréciations Étapes 1 et 2	-3 527	-4 736
Dépréciations étape 3	-34 783	-39 445
Dépréciations	-38 310	-44 181
Total	4 317 119	4 331 199

Le risque de crédit sur les prêts et créances sur la clientèle est détaillé dans le paragraphe 7.2.3 « Exposition au risque de crédit ».

Note 14. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir (1)	190 484	183 418
Charges constatées d'avance	55 665	50 303
Comptes de régularisation	246 149	233 721
Comptes de règlements débiteurs sur opérations sur titres (1)	159 917	353 738
Actifs des régimes de retraite à prestations définies (Note 28)	273 292	207 062
Créances clients non bancaires (1)	253 414	257 560
Dépôts de garantie versés (1)	92 472	85 517
Autres débiteurs	228 420	190 373
Actifs divers	1 007 515	1 094 250
Total	1 253 664	1 327 971

(1) Ces soldes représentent les autres actifs financiers comme mentionnés dans la partie 7 « Gestion des risques financiers ».

Note 15. – Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Les montants relatifs aux entreprises associées comptabilisés dans le bilan et le compte de résultat sont les suivants. St Julian's Properties a été liquidée en 2023.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat après impôts	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat après impôts
Auster Fund Advisory Ltd	373	-5 024	5 155	1 061
St Julian's Properties Limited				79
Total	373	-5 024	5 155	1 140

Les informations concernant les comptes sous-jacents d'Auster Fund Advisory Ltd, une entreprise de Five Arrows, sont les suivantes :

– Auster Fund Advisory Limited – informations financières sélectionnées

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bilan		
Prêts et créances sur les établissements de crédit, net	735	2 082
Actifs divers	1 698	17 223
Total actifs	2 433	19 305
Dettes diverses	1 191	2 123
Total dettes	1 191	2 123
Résultat global		
Produit net bancaire	4 461	9 393
Charges d'exploitation	-4 892	-5 833
Dépréciation des actifs divers	-16 314	
Résultat avant impôt	-16 746	3 560
Résultat net	-16 745	3 538
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	805	-104
Résultat net et autres éléments du résultat global	-15 940	3 434
Dividendes payés		

Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les informations relatives aux pourcentages de contrôle et d'intérêt sont fournies dans la partie 9 « Périmètre de consolidation ».

Note 16. – Contrats de location.

Dans le cadre de ses activités, qu'il exerce dans le monde entier, le Groupe loue plusieurs locaux. La durée des contrats de location varie généralement de 5 à 15 ans.

La plupart de ces contrats contiennent une clause qui donne la possibilité au preneur de prolonger le bail au-delà d'une période non résiliable ou bien de résilier le bail de manière anticipée par rapport à l'échéance initiale prévue par le contrat. Lors que des entités ont estimé qu'il est raisonnablement certain qu'elles exerceront une de ces clauses, elles ont inclus ces options de résiliation anticipée/de prolongation dans l'évaluation de la durée du contrat de location.

Le Groupe, le cas échéant, sous-loue une faible partie de ces immeubles à des entités externes au Groupe.

Le Groupe, en tant que bailleur, loue également des véhicules et d'autres types d'équipements, qui, pris dans leur ensemble, ne sont pas significatifs pour les comptes du Groupe.

16.1. Droits d'utilisation :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	Cessions/mises au rebut	Dotations aux amortissements et dépréciations	Différence de change et autres mouvements	31/12/2024
Droits d'utilisation bruts						
Immeubles en location	374 063	49 087	-10 713		6 286	418 723
Autres biens	7 666	1 977	-1 439		-3	8 201
Total – brut	381 729	51 064	-12 152		6 283	426 924
Amortissements et dépréciations						
Immeubles en location	-168 696		7 127	-52 599	-1 663	-215 831
Autres biens	-4 441		1 386	-2 056	5	-5 106
Total des amortissements et dépréciations	-173 137		8 513	-54 655	-1 658	-220 937
Total	208 592	51 064	-3 639	-54 655	4 625	205 987

16.2. Dettes de loyers :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	Cessions/mises au rebut	Paielements	Désactua-lisation	Différence de change et autres mouvements	31/12/2024
Immeubles en location	231 073	46 830	-4 412	-55 559	8 936	5 438	232 306
Autres biens	3 181	2 098	-55	-2 280	98		3 042
Total	234 254	48 928	-4 467	-57 839	9 034	5 438	235 348

Au 31 décembre 2024, le Groupe a contracté des baux qui n'ont pas encore pris effet. Ceux-ci incluent la location de biens immobiliers sur des durées pouvant aller jusqu'à 12 ans, et dont les flux de trésorerie futurs, non actualisés et non corrigés de l'inflation, pourraient être de l'ordre de 288 millions d'euros.

16.3. Contrats de location à court terme et de biens de faible valeur. — Utilisant les dérogations prévues, le Groupe n'immobilise pas les contrats de location qui sont de faible durée, de faible valeur, ou qui ne sont pas immobilisés en raison de leur matérialité. Les montants relatifs à ces contrats comptabilisés dans le compte de résultat sont les suivants :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Contrats de location à court terme	-834	-810
Contrats de location de biens de faible valeur	-7	-8
Total	-841	-818

Le montant des engagements à payer sur ces contrats de location au 31 décembre 2024 est de 0,7 million d'euros (décembre 2023 : 0,7 million d'euros).

Note 17. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	Cessions/mises au rebut	Dotations aux amortissements et dépréciations	Différence de change et autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles brutes						
Terrains et constructions	385 840	29 105	-4 492		14 263	424 716
Autres immobilisations corporelles	96 922	9 765	-6 716		-92	99 879
Total – brut	482 762	38 870	-11 208		14 171	524 595
Amortissements et dépréciations						
Terrains et constructions	-156 416		4 062	-17 185	-5 572	-175 111
Autres immobilisations corporelles	-63 861		6 386	-11 168	-829	-69 472
Total amortissements et dépréciations	-220 277		10 448	-28 353	-6 401	-244 583
Total	262 485	38 870	-760	-28 353	7 770	280 012

Note 18. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions	Cessions/mises au rebut	Dotations aux amortissements et dépréciations	Différence de change et autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations incorporelles brutes :						
Marques	165 179				278	165 457
Logiciels	91 613	19 508	-7 232		321	104 210
Relations clients et autres immobilisations incorporelles	78 510	179			537	79 226
Total – brut	335 302	19 687	-7 232		1 136	348 893
Amortissements et dépréciations :						
Marques	-1 576			-711	-33	-2 320
Logiciels	-61 916		7 226	-16 092	-243	-71 025
Relations clients et autres immobilisations incorporelles	-39 329			-5 794	-75	-45 198
Total amortissements et dépréciations	-102 821		7 226	-22 597	-351	-118 543
Total	232 481	19 687	-6	-22 597	785	230 350

La valeur la plus importante comprise dans les marques est de loin l'actif relatif à l'utilisation du nom commercial « Rothschild & Co ». Cet actif est considéré comme ayant une durée de vie indéfinie, et n'est donc pas amorti, mais fait toutefois l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

18.1. Test de dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéfinie. — Au 31 décembre 2024, le Groupe a effectué le test de dépréciation du nom commercial « Rothschild & Co ». La méthode de valorisation utilisée est celle des redevances. Celle-ci revient à fonder la valeur du nom commercial sur le montant théorique qui serait payé s'il était exploité sous licence d'un tiers et non la propriété du Groupe. Les revenus ont ainsi été déterminés sur la base d'un plan triennal élaboré dans le cadre du processus budgétaire du Groupe puis étendu à l'infini à une valeur finale, en utilisant un taux de croissance à long terme. D'après ce test, il faudrait une baisse de revenus de 62% pour engendrer une dépréciation (décembre 2023 : 60%).

Les autres hypothèses clés utilisées pour le test ainsi que les valeurs qui engendreraient une dépréciation sont :

Hypothèses clés	Taux utilisés		Taux qui entraîneraient une dépréciation	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Taux de redevance	2,0%	2,0%	0,8%	0,8%
Taux d'actualisation	12,5%	12,0%	28%	26%
Taux de croissance à l'infini des revenus	2,0%	2,0%	(31%)	(25%)

Note 19. – Écarts d'acquisition.

(En milliers d'Euros)	Conseil financier	Banque privée et Gestion d'actifs	Five Arrows	Total
Au 1er janvier 2024	164 000	105 961	4 286	274 247
Différences de change	2 978	-680	283	2 581
Au 31 décembre 2024	166 978	105 281	4 569	276 828

19.1. Test de dépréciation. — Le Groupe effectue des tests de dépréciation sur la valeur des écarts d'acquisition annuellement. Ces tests sont mis en œuvre pour chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles un écart d'acquisition a été affecté. La valeur recouvrable de chacune des UGT a été calculée en utilisant la méthode la plus appropriée. Les résultats de ces tests ont conduit qu'aucune dépréciation n'était nécessaire sur les écarts d'acquisition du Groupe.

19.1.1. Activité de Conseil financier. — Pour l'UGT de l'activité de Conseil financier (écart d'acquisition : 167 millions d'euros), la juste valeur a été calculée en utilisant les multiples de transactions (PER) appliqués au résultat net normalisé.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

- le résultat net normalisé est déterminé sur les trois dernières années ; et
- les multiples de transactions sont issus des multiples PER à moyen terme de sociétés comparables présentes dans les métiers de fusion-acquisition.

La technique d'évaluation serait classée au Niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur.

Les résultats des tests de sensibilité sur cette UGT ont montré qu'il faudrait une baisse d'au moins 46% (décembre 2023 : 60%) du PER ou du résultat net normalisé pour qu'une dépréciation soit prise en compte.

19.1.2. Activité de Banque privée et Gestion d'actifs. — Pour l'UGT WAM Suisse (écart d'acquisition : 67 millions d'euros) et l'UGT WAM France (écart d'acquisition : 38 millions d'euros), la juste valeur a été calculée en utilisant un multiple de la valeur d'entreprise (VE)/actifs sous gestion, appliqué aux actifs sous gestion sous-jacents de l'UGT. La méthode de détermination de la valeur comptable de l'UGT WAM France a été modifiée en 2024. Afin de faciliter la comparaison, les informations de décembre 2023 ont été retraitées.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- les actifs sous gestion sont basés sur les actifs sous gestion de clôture au mois de septembre 2024 ; et
- les multiples d'actifs sous gestion utilisés sont basés sur les multiples en septembre 2024 des homologues suisses et européens de WAM.

La technique d'évaluation serait classée au Niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les résultats des tests de sensibilité sur ces UGT montrent que pour qu'une dépréciation soit envisagée, le ratio valeur d'entreprise (VE)/actifs sous gestion ou les actifs sous gestion devraient diminuer de 68% pour l'UGT WAM Suisse (décembre 2023 : 59%) et de 67% pour l'UGT WAM France (décembre 2023 : 63%).

19.1.3. Five Arrows. — L'UGT, à laquelle l'écart d'acquisition du Five Arrows (4,6 millions d'euros) a été affecté, a été évaluée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF). À des fins de tests, les flux de trésorerie ont été déterminés sur la base d'un plan triennal, établi à partir du processus budgétaire du Groupe puis prolongé à l'infini afin d'obtenir une valeur terminale, en utilisant un taux de croissance à long terme. Sur la base de ce test, les flux de trésorerie devraient décroître de 74% pour entraîner la constatation d'une dépréciation (décembre 2023 : 80%). Un taux de 12,5% a été utilisé pour actualiser les flux de trésorerie (décembre 2023 : 12,0%). Il est nettement plus faible que le taux d'actualisation de 47% qui aurait entraîné une dépréciation (décembre 2023 : 61%).

Note 20. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs et emprunts au jour le jour	63 014	45 243
Contrats de mise en pension		125 000
Comptes et emprunts à terme	160 445	157 052
Intérêts courus	2 661	6 607
Total	226 120	333 902

Note 21. – Dettes envers la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers la clientèle à vue et avec préavis	8 581 669	6 420 011
Dettes envers la clientèle à terme	4 358 272	5 371 407
Titres et valeurs donnés en pension	77 311	48 589
Intérêts courus	53 753	52 350
Total	13 071 005	11 892 357

Note 22. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges à payer au personnel	900 225	740 198
Charges à payer et produits constatés d'avance	114 031	121 002
Comptes de régularisation	1 014 256	861 200
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres (1)	337 977	408 184
Dépôts de garantie reçus (1)	100 218	73 325
Créditeurs financiers divers (1)	37 913	38 990
Autres créditeurs	108 997	89 248
Passifs divers	585 105	609 747
Total	1 599 361	1 470 947
<i>(1) Ces soldes représentent les autres passifs financiers comme mentionnés dans la partie 7 « Gestion des risques financiers ».</i>		

— Ajustements des paiements conditionnels liés aux acquisitions : Au 31 décembre 2024, les montants présentés dans cette note incluent une dette cumulée de 15 millions d'euros au titre des paiements conditionnels suite à l'acquisition de plusieurs filiales au cours des exercices précédents (décembre 2023 : 24 millions d'euros). Au cours de la période, ce montant a diminué de 9 millions d'euros suite aux paiements de 18 millions d'euros, compensés principalement par des réévaluations des montants à payer.

Note 23. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Dotations/ (reprises non utilisées)	(Payées)	Augmentat ion	Différences de change	Autres variations	31/12/2024
Provisions pour litiges	14 772	634	-1 506		-47		13 853
Provisions pour charges de personnel	6 802	2 062			1		8 865
Provisions pour réaménagement d'immeubles	5 726	-1 246	-49	2 552	279		7 262
Provisions pour risques de contrepartie	456	29					485
Sous-total	27 756	1 479	-1 555	2 552	233		30 465
Passifs des régimes de retraite à prestations définies (Note 28)	8 468					-411	8 057
Total	36 224	1 479	-1 555	2 552	233	-411	38 522

Le Groupe peut être engagé dans des procédures judiciaires ou encore recevoir des réclamations découlant de la conduite de ses affaires. En se basant sur les informations disponibles et, le cas échéant, sur les conseils juridiques appropriés, des provisions

sont constatées lorsqu'il est probable qu'un règlement sera nécessaire et qu'il est possible d'établir une estimation fiable de ce montant.

Les provisions pour litiges comprennent également des provisions destinées à couvrir les coûts estimés des procédures judiciaires et réclamations découlant de la conduite des affaires.

Après avoir tenu compte des informations disponibles à la date du présent rapport, la direction estime que le niveau de provisionnement constitué dans les comptes consolidés publiés est suffisant pour couvrir toute poursuite ou toute action potentielle ou réelle susceptible d'impacter les comptes consolidés du Groupe.

Note 24. – Dépréciations.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	(Dotations)	Reprises	Sorties du bilan	Différences de change et autres variations	31/12/2024
Prêts et créances sur la clientèle	-44 181	-4 906	4 771	6 470	-464	-38 310
Comptes de régularisation et actifs divers	-19 112	-12 570	560	6 485	-901	-25 538
Titres au coût amorti	-570	-190	85			-675
Total	-63 863	-17 666	5 416	12 955	-1 365	-64 523

En plus de la charge nette présentée ci-dessus de 12 250 000 euros, le coût du risque de 12 176 000 euros présenté dans le compte de résultat comprend une dépréciation nette de 29 000 euros sur les engagements donnés et un produit de 103 000 euros de recouvrement sur les prêts précédemment passés en perte.

Note 25. – Impôts différés.

Les mouvements sur les comptes d'impôts différés sont les suivants :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde net d'impôts différés à l'ouverture - actif/(passif)	41 349	-1 993
Dont actifs nets d'impôts différés	91 173	67 306
Dont passifs nets d'impôts différés	-49 824	-69 299
Enregistré au compte de résultat		
Produit/(charge) d'impôts différés au compte de résultat	6 841	29 495
Enregistré en capitaux propres		
Au titre des régimes de retraite à prestations définies	-11 719	15 632
Options de souscription ou d'achat d'actions		4 144
Modification des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, de réglées en instruments de capitaux propres vers réglées en trésorerie		1 731
Couverture de flux de trésorerie	-339	-189
Transfert d'impôts différés aux impôts courants au sein des capitaux propres suite à l'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions		-4 838
(Cession)/acquisition de filiales		-1 675
Différences de change	2 525	-1 891
Autres	1 402	933
Solde d'impôts différés à la clôture - actif/(passif)	40 059	41 349
Dont actifs nets d'impôts différés	110 239	91 173
Dont passifs nets d'impôts différés	-70 180	-49 824

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés uniquement dans le cas où il existe un droit de compensation juridiquement exécutoire et que le solde est lié à l'impôt sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale sur la même entité ou sur le même groupe imposable. Il doit également exister une volonté et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés proviennent des postes suivants :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Actifs nets	Passifs nets	NET	Actifs nets	Passifs nets	NET
Rémunérations différées	46 735	37 154	83 889	36 818	37 012	73 830
Déficits fiscaux reportables	53 430		53 430	48 056		48 056
Provisions	3 441		3 441	2 709		2 709
Amortissements dérogatoires	3 210	-2 746	464	2 050	-1 923	127
Réserves non distribuées		-2 618	-2 618		-1 250	-1 250
Ajustements de la juste valeur des terrains et constructions		-7 905	-7 905		-8 282	-8 282
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	-2 248	-8 411	-10 659	-1 349	-8 394	-9 743
Actifs incorporels comptabilisés suite à l'acquisition de filiales	-4 452	-17 050	-21 502	-4 813	-17 783	-22 596
Plan de retraite à prestations définies	1 252	-64 226	-62 974	1 316	-48 720	-47 404
Autres différences temporelles	8 871	-4 378	4 493	6 386	-484	5 902
Total	110 239	-70 180	40 059	91 173	-49 824	41 349

Le Groupe a comptabilisé un montant de 53,4 millions d'euros (décembre 2023: 48,1 millions d'euros) d'impôts différés actifs au titre de pertes fiscales reportées, qu'il prévoit de récupérer au cours des exercices à venir. Ceux-ci sont majoritairement liés aux États-Unis.

Conformément aux principes comptables du Groupe, certaines différences temporelles déductibles n'ont pas donné lieu à la reconnaissance d'impôts différés actifs. Les impôts différés actifs au titre des déficits fiscaux reportables non reconnus s'élevaient à 43,9 millions d'euros au 31 décembre 2024, principalement en Asie et au Canada (décembre 2023 : 38,6 millions d'euros). En outre, le Groupe n'a pas comptabilisé d'actifs d'impôts différés sur les intérêts non déductibles fiscalement au Royaume-Uni de 7,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 (décembre 2023 : 13,8 millions d'euros).

Les produits d'impôts différés comptabilisés au compte de résultat comprennent les différences temporelles suivantes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations différées	9 340	-14 266
Dépréciation de prêts et créances sur la clientèle	793	-732
Ajustements de la juste valeur des terrains et constructions	328	547
Déficits fiscaux reportables	251	35 111
Amortissements dérogatoires	191	442
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	-785	-961
Plan de retraite à prestations définies passifs	-1 145	-3 612
Réserves non distribuées	-1 368	10 821
Autres différences temporelles	-764	2 145
Total	6 841	29 495

Note 26. – Capital et réserves.

26.1. Capital émis :

(En milliers de parts)	31/12/2024	31/12/2023
Au 1er janvier - nombre total de parts émises	77 183,7	77 029,8
Actions émises pour le R&Co Equity Scheme		262,8
Annulation d'actions		-108,9
Au 31 décembre	77 183,7	77 183,7
Dont parts détenues par la Société ou ses filiales		0,5
Valeur nominale par part (en euros)	2,00	2,00

Le capital de la Société est divisé en actions ordinaires, toutes de même catégorie, toutes émises et entièrement libérées.

26.2. Capitaux propres – part du Groupe :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capital	154 367	154 367
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 122 962	1 122 962
Capital et réserves liées	1 277 329	1 277 329
Report à nouveau	1 963 852	1 755 846
Parts R&Co détenues par la Société ou ses filiales(1)		-19
Résultat net - part du Groupe	440 374	274 765
Réserves consolidées	2 404 226	2 030 592
Réserves de conversion	16 170	-29 049
Réserves de couverture de flux de trésorerie	1 303	288
Total capitaux propres - part du groupe	3 699 028	3 279 160

(1) Conformément aux normes IFRS, les parts détenues par la Société ou ses filiales viennent en déduction du report à nouveau.

26.3. Distributions.

Le montant des distributions aux actionnaires de R&Co s'élève à :

	31/12/2024		31/12/2023	
	En milliers d'Euros	Par action (En Euros)	En milliers d'Euros	Par action (En Euros)
Dividendes distribués aux actionnaires de R&Co	134 299	1,74	101 180	1,40
Préciput(1)	6 071	N/A	6 304	N/A
Distribution exceptionnelle de réserves payée le 24 juillet 2023			578 216	8,00
Total des distributions	140 370		685 700	

(1) Attribué de plein droit aux associés commandités R&Co Gestion et Rothschild & Co Commandité SAS.

Le montant des dividendes proposés avant la validation des comptes consolidés et non reconnus à ce moment comme une distribution aux actionnaires s'élève à :

	31/12/2024		31/12/2023	
	En milliers d'Euros	Par action (en Euros)	En milliers d'Euros	Par action (En Euros)
Dividendes ordinaires proposés à l'ag annuelle	217 658	2,82	134 299	1,74

Le dividende proposé au titre de l'exercice 2024 est soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra le 24 avril 2025. Le montant indiqué ci-dessus est calculé sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société au 31 décembre 2024.

Note 27. – Participations ne donnant pas le contrôle.

Les participations ne donnant pas le contrôle correspondent à la part d'intérêts dans les filiales consolidées par intégration globale qui n'est pas attribuable au Groupe. Ces participations regroupent les instruments de capitaux propres émis par ces filiales et non détenus par le Groupe. Le résultat, l'actif net et les dividendes attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle proviennent de :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat	Montant au bilan	Distributions	Résultat	Montant au bilan	Distributions
Titres en capital	149 551	134 018	131 097	132 131	115 564	169 947
Dettes subordonnées à durée indéterminée	6 713	140 180	6 925	20 974	300 005	20 836
Autres	118	710	2	119	578	172
Total	156 382	274 908	138 024	153 224	416 147	190 955

27.1. Titres en capital. — Les éléments relatifs aux titres en capital au sein des participations ne donnant pas le contrôle correspondent principalement aux montants calculés d'après les dispositions statutaires des sociétés françaises en commandite simple du Groupe. Le résultat attribué aux titres en capital de ces participations (préciput) est calculé sur la base du résultat social de chacune de ces sociétés en commandite simple.

27.2. Dettes subordonnées à durée indéterminée. — Certaines des filiales du Groupe ont émis des dettes subordonnées à durée indéterminée envers des tiers qui comportent des clauses discrétionnaires relatives au paiement des intérêts. Selon les normes IFRS, ces instruments sont qualifiés d'instruments de capitaux propres et sont présentés au niveau des participations ne donnant pas le contrôle car elles sont émises par des filiales et ne sont pas détenues par le Groupe. Les intérêts, nets d'impôt, qui s'y rapportent sont comptabilisés comme des charges relatives à ces participations. Le Groupe a la possibilité de rembourser les 150 millions d'euros et les 200 millions de dollars de dettes subordonnées à durée indéterminée à taux variable pour leur valeur nominale aux dates de paiement des intérêts.

Le 15 février 2024, le Groupe avait également la possibilité de racheter sa dette subordonnée à durée indéterminée à taux fixe de 125 millions de livres sterling pour sa valeur nominale. Le 4 janvier 2024, le Groupe a donné un préavis contractuel aux porteurs de parts de sa dette subordonnée à durée indéterminée, pour leur notifier le rachat de leurs parts en date du 15 février 2024. Avant cette notification, le Groupe n'avait aucune obligation de racheter ces titres qui étaient considérés comme faisant partie des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres. En date de notification, une obligation de remboursement a été créée et ces titres sont devenus des dettes. Conformément aux principes comptables du Groupe, les titres ont été réévalués par le biais des capitaux propres à leur valeur de rachat avant d'être transférés en dettes au bilan. Entre le 4 janvier et le 15 février, les intérêts courus sur ces titres ont été comptabilisés en charges d'intérêts dans le compte de résultat. Les dettes subordonnées à durée indéterminée sont présentées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée indéterminée au taux fixe de 9% (125 millions de livres sterling)		170 582
Dettes subordonnées à durée indéterminée à taux variable (150 millions d'euros)	63 372	59 661
Dettes subordonnées à durée indéterminée à taux variable (200 millions de dollars US)	76 808	69 762
Total	140 180	300 005

Note 28. – Régimes de retraite.

Le Groupe cotise auprès de différents régimes de retraite pour les salariés des filiales opérationnelles. Les plus significatifs sont décrits ci-dessous.

Le NMR Pension Fund (« Fonds UK ») est géré par NMR au profit de certains salariés ou anciens salariés de certaines entreprises du Groupe situées au Royaume-Uni. Le fonds comprend un régime de retraites à prestations définies, qui a été fermé aux nouveaux entrants en 2003.

Le NMR Overseas Pension Fund (« Fonds Overseas ») était géré au profit des salariés d'un certain nombre d'entreprises du Groupe situées hors du Royaume-Uni. Ce fonds comprend également un régime de retraites à prestations définies, fermé aux nouveaux entrants en 2003. Les salariés restants du Fonds Overseas ont cessé d'accumuler des retraites complémentaires à prestations définies en 2017.

R&CoBZ gère également des régimes de retraites (« Fonds Suisses »). Ces régimes ont été créés sur la base de la méthode suisse de cotisations définies mais ont certaines caractéristiques d'un plan de retraite à prestations définies. Les collaborateurs actuels et les retraités (anciens salariés ou leurs ayants droit) reçoivent des pensions lorsqu'ils partent à la retraite ou en cas de décès ou d'invalidité. Ces pensions sont financées par des cotisations à la charge de l'employeur et du salarié.

Par ailleurs, certaines entreprises du Groupe ont des engagements non financés en rapport avec des retraites et d'autres prestations long terme ou vis-à-vis d'anciens salariés.

Les dernières évaluations actuarielles des Fonds UK et Overseas ont été réalisées au 31 mars 2022. Les valeurs des actifs nets des prestations définies ont été mises à jour pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 par des actuaires indépendants. L'évaluation des Fonds Suisses est effectuée à chaque clôture, également par des actuaires indépendants.

Les obligations au titre des régimes à prestations définies exposent le Groupe à un certain nombre de risques tels que l'espérance de vie, l'inflation, le taux d'intérêt et la performance d'investissement. Ces risques sont limités dans la mesure du possible en appliquant aux fonds une stratégie d'investissement qui vise à minimiser les coûts à long terme. Cela est possible en investissant dans une sélection diversifiée de classes d'actifs, qui vise à réduire la volatilité des rendements et aussi à atteindre un niveau de congruence satisfaisant avec les passifs sous-jacents. Les fonds de pension investissent dans des obligations de sociétés, des obligations d'État (*gilts*) et, dans le cas des Fonds UK et Overseas, dans un mandat d'investissements adossés sur les passifs (*liability-driven investment* ou LDI).

L'objectif des mandats LDI est de constituer un portefeuille d'actifs reflétant la sensibilité du passif des fonds aux variations des taux d'intérêt et à l'inflation. Dans un but de gestion efficace du portefeuille, les mandats ont recours à des instruments dérivés (tels que des swaps de taux d'intérêt, des swaps d'inflation et des *gilt* repo), qui nécessitent le dépôt d'une garantie en cas de valeur de marché négative. Les fonds UK et Overseas ont pour objectif un niveau de couverture de 100% de la sensibilité aux taux d'intérêt et de 100% de la sensibilité à l'inflation, par rapport aux objectifs de financement à long terme des fonds.

Le risque principal lié à l'utilisation de mandats LDI réside dans le fait que, lors d'une augmentation des taux d'intérêt, les fonds UK et Overseas sont tenus de faire face aux dépôts de garantie. Si, à un moment donné, l'un ou l'autre de ces fonds n'était pas en mesure de le faire, il pourrait être contraint de réduire son niveau de couverture. Afin de limiter ce risque, l'administrateur (*trustee*) de ces fonds surveille le niveau d'effet de levier et de marge de garantie dans le portefeuille LDI de chaque fonds et échange régulièrement avec le gestionnaire et le conseiller en investissement des fonds. L'administrateur (*trustee*) signale que les fonds ont un effet de levier relativement faible par rapport à beaucoup d'autres régimes de retraite et qu'ils n'ont pas été contraints de réduire la couverture au cours du second semestre de 2022, lorsque les rendements de la dette du gouvernement britannique ont augmenté de manière significative.

28.1. Montants comptabilisés au bilan :

(En milliers d'Euros)	Fonds UK et Overseas	Fonds suisses	Autre	31/12/2024
Valeur actuelle des obligations financées	734 903	340 188		1 075 091
Valeur de marché des actifs des régimes	-982 350	-366 033		-1 348 383
Sous-total	-247 447	-25 845		-273 292
Valeur actuelle des obligations non financées			8 057	8 057
Total au bilan	-247 447	-25 845	8 057	-265 235
Actifs du régime non comptabilisés				
Total (comptabilisés et non comptabilisés)	-247 447	-25 845	8 057	-265 235
Dont régimes présentant un passif net au bilan			8 057	8 057
Dont régimes présentant un (actif) net au bilan	-247 447	-25 845		-273 292

(En milliers d'Euros)	Fonds UK et Overseas	Fonds suisses	Autre	31/12/2023
Valeur actuelle des obligations financées	786 528	332 487		1 119 015
Valeur de marché des actifs des régimes	-987 556	-338 521		-1 326 077
Sous-total	-201 028	-6 034		-207 062
Valeur actuelle des obligations non financées			8 468	8 468
Total au bilan	-201 028	-6 034	8 468	-198 594
Actifs du régime non comptabilisés		-18 177		-18 177
Total (comptabilisés et non comptabilisés)	-201 028	-24 211	8 468	-216 771
Dont régimes présentant un passif net au bilan			8 468	8 468
Dont régimes présentant un (actif) net au bilan	-201 028	-6 034		-207 062

À la fin de l'année 2023, des actifs du régime non comptabilisés existaient en relation à l'un des Fonds Suisses. L'avantage économique maximal pouvant être reconnu dans ce Fonds Suisse est la valeur capitalisée de la différence entre le coût futur des services rendus par l'employeur et les contributions futures au fonds en visagées par l'employeur, plus le montant des cotisations prépayées par l'employeur. Sur la base des conditions à la fin de l'année 2023, les contributions futures du Groupe à l'un des Fonds Suisses devaient être supérieures au coût des services. De ce fait, l'excédent d'actifs de ce fonds ne pouvait être disponible pour le Groupe qu'à hauteur des contributions prépayées par l'employeur. Par conséquent, une partie de l'excédent d'actifs du régime avait été sortie du bilan.

Au 31 décembre 2024, les conditions relatives à ce Fonds Suisse et à son évaluation actuarielle ont changé. Les contributions futures du Groupe à ce fonds devraient être inférieures au coût des services rendus. Par conséquent, tous les actifs du régime sont à nouveau comptabilisés au bilan.

28.2. Variations des actifs nets de retraite. — Les variations de l'actif net des régimes à prestations définies sont présentées ci-dessous, y compris la valeur nette de tous les actifs et passifs liés aux avantages de retraite figurant au bilan du Groupe. Les variations excluent les revenus non comptabilisés et les autres éléments du résultat global liés aux actifs du plan non comptabilisés dans l'un des Fonds Suisses.

(En milliers d'Euros)	(Actifs) du plan de régime de retraite	Engagements de retraite	(Actif) net au titre de régimes à prestations définies
Au 1er janvier 2024	-1 307 900	1 109 306	-198 594
Coût des services rendus (net des cotisations versées par les autres participants du plan)		14 330	14 330
Cotisations des salariés	-5 569	5 569	
(Produit)/charge net des intérêts	-49 919	40 758	-9 161
Réévaluation due aux points suivants :			
- Rendement réel diminués des intérêts des actifs du régime	31 183		31 183
- Evolution des hypothèses financières		19 019	19 019
- Evolution des hypothèses démographique		-83 915	-83 915
- (Gains)/pertes du retour d'expérience		-381	-381
- Augmentation des actifs non comptabilisés	-18 409		-18 409
Prestations versées aux bénéficiaires	50 039	-50 039	
(Cotisations) du Groupe	-13 284		-13 284
Frais administratifs	2 908		2 908
Variations de change et autres mouvements	-37 432	28 501	-8 931
Au 31 décembre 2024	-1 348 383	1 083 148	-265 235

Dans le cadre des évaluations actuarielles triennales des fonds UK et Overseas réalisées en mars 2022, il a été convenu que toutes les cotisations de l'employeur cesseraient d'être versées aux deux régimes à compter du 30 juin 2023, sous réserve que la situation en matière de financement soit examinée sur une base trimestrielle. Aucune cotisation n'a été versée au titre de la partie à prestations définies à l'un ou l'autre des fonds en 2024. Les cotisations continuent d'être versées à d'autres régimes du Groupe. Un montant total de cotisations estimé à 14,0 millions d'euros sera versé aux régimes de retraite à prestations définies du Groupe au cours de l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2025.

Au cours du dernier trimestre de 2024, le Fonds UK a prélevé des contributions de ses actifs excédentaires pour financer la partie à cotisations définies de ce régime. Le montant qu'il a payé au cours des trois mois était de 2,2 millions d'euros (décembre 2023 : néant).

Le Groupe a estimé qu'un surplus peut être comptabilisé pour les régimes des Fonds UK, Overseas et des Fonds Suisses selon les normes IFRS. En effet, pour les Fonds UK et Overseas, les administrateurs (*trustee*) n'ont pas le pouvoir de les liquider de manière unilatérale. De plus, les règles de ces fonds donnent à la société commanditaire un droit inconditionnel à un remboursement en supposant le règlement graduel des passifs du régime au fil du temps jusqu'à ce que tous les membres aient quitté le Fond. En même temps, comme précisé ci-dessus, l'actif net du régime des Fonds Suisses devrait être disponible pour le Groupe car les cotisations statutaires de l'employeur ne couvrent pas l'intégralité du coût des services pour celui-ci, selon IAS 19.

Le Groupe a connaissance d'un litige récent concernant l'application de la section 37 du *Pension Schemes Act* de 1993 au Royaume-Uni à certaines modifications historiques des règles. Les administrateurs (*trustees*) du fonds UK ont reçu des conseils juridiques détaillés sur cette situation. Les administrateurs ont examiné si des mesures positives ont été nécessaires pour examiner les confirmations actuarielles antérieures en relation avec les changements historiques concernés des prestations du Fonds UK. Ils ont noté que le Fonds UK a été conseillé de manière stable et professionnelle tout au long de la période concernée. Il n'y a donc aucune raison de considérer que les confirmations actuarielles requises par la section 37 n'ont pas été correctement obtenues. Leurs conseils juridiques appuient ce constat. Compte tenu de ces circonstances, le Groupe ne pense pas qu'il existe une nécessité de prendre des mesures supplémentaires relatives à cette situation. Le Groupe continue de suivre l'évolution de la situation dans ce domaine.

La durée moyenne pondérée anticipée concernant les engagements du fonds est de 13 ans pour le Fonds UK et de 16 ans pour le Fonds Suisse.

28.3. Montants comptabilisés au compte de résultat relatifs aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus (net des cotisations versées par les autres participants du plan)	14 330	10 945
(Produit)/charge net des intérêts	-9 161	-11 731
Frais administratifs	2 908	2 979
Total (inclus dans les charges de personnel)	8 077	2 193

28.4. Montants comptabilisés dans l'état du résultat global :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains/(pertes) de réévaluation comptabilisés dans l'état du résultat global sur l'exercice	52 503	-65 516
Gains/(pertes) de réévaluation cumulées comptabilisées dans l'état du résultat global	10 435	-42 068

28.5. Variations des actifs du régime non comptabilisés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Au 1er janvier 2024	-18 177	-34 220
Produit d'intérêts sur les actifs non comptabilisés	-268	-826
Variations de change	36	-2 041
Autres variations des actifs non comptabilisés	18 409	18 910
Au 31 décembre 2024		-18 177

28.6. Hypothèses actuarielles. — Les principales hypothèses actuarielles retenues au sein des principaux fonds du Groupe à la date de clôture sont les suivantes :

	Fonds UK et Overseas		Fonds suisses	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	5,5%	4,5%	0,8%	1,5%
Indice des prix de détail (IPD)	3,1%	3,0%	N/A	N/A
Indice des prix à la consommation (IPC)	2,4%	2,2%	1,3%	2,0%
Taux de croissance attendu des salaires	2,0%	2,0%	1,3%	2,0%
Taux de croissance attendu des retraites :				
Non plafonné	N/A	N/A	0,3%	0,3%
Plafonné à 5,0%	3,0%	2,9%	N/A	N/A
Plafonné à 2,5%	2,1%	2,0%	N/A	N/A
Espérance de vie en années pour :				
Un homme retraité âgé de 60 ans	28,4	28,4	28,0	27,8
Une femme retraitée âgée de 60 ans	30,1	29,9	29,8	29,7
Un homme retraité âgé de 60 ans dans 20 ans	29,8	29,7	30,3	30,2
Une femme retraitée âgée de 60 ans dans 20 ans	31,4	31,3	31,8	31,7

L'hypothèse de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les Fonds UK et Overseas est obtenue en corrigeant l'hypothèse de l'indice des prix de détail (IPD), afin de refléter les différences structurelles entre les indices. Cette marge est de 1,1% par an pour la période allant jusqu'en 2030 et de 0,1% par an pour la période suivante, pour refléter le fait que l'IPD devrait être davantage aligné sur l'IPC à partir de 2030. Le taux indiqué ci-dessus est une moyenne pondérée.

Le calcul des actifs nets des régimes à prestations définies est sensible aux hypothèses actuarielles formulées précédemment. Le tableau ci-dessous présente celles qui ont un impact significatif sur l'évaluation du passif, ainsi que des scénarios de sensibilité liés à ces hypothèses :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	
	(Diminution)/augmentation de l'engagement	
	Fonds UK et Overseas	Fonds Suisses
Hausse de 50 pb du taux d'actualisation	-42 000	-17 000
Hausse de 50 pb de l'inflation	30 000	2 000
Hausse d'un an de l'espérance de vie	23 000	9 000

Les scénarios de sensibilités présentés ci-dessus ne reflètent que l'estimation de l'évolution des obligations au titre des régimes à prestations définies pour les fonds. En pratique, tout mouvement qui provoque une modification du taux d'actualisation ou de l'inflation devrait être partiellement compensé par un changement de valeur des actifs, et l'impact global sur les actifs nets serait donc probablement moins élevé que les montants indiqués ci-dessus.

28.7. Composition des actifs des régimes de retraite :

	Fonds UK		Fonds Overseas		Fonds Suisses	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Obligations d'entreprises et autres obligations	34%	30%	40%	40%	33%	31%
Couverture de passifs(1)	23%	26%	29%	33%	2%	2%
Actions - cotées	7%	6%	5%	4%	33%	32%
Fonds decapital-investissement et Hedge funds	10%	11%			11%	10%
Secure Income Assets(2)	10%	9%	16%	15%		
Liquidités et actifs nets circulants	6%	9%	8%	6%	6%	9%
Immobilier	4%	4%			13%	14%
Obligations illiquides	6%	5%	2%	2%		
Autres					2%	2%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

(1) La ligne Couverture de passifs inclut les LDI et les obligations d'État britanniques (gilts).
(2) Investissement dans des actifs corporels générant des revenus.

À la fin de chaque exercice, la valeur des actifs est mesurée en date du 31 décembre, lorsqu'elle est disponible. Dans le cas où aucune valorisation n'est disponible à cette date, la dernière valeur connue est utilisée et ajustée pour tenir compte des éventuels flux de trésorerie ultérieurs. Au 31 décembre 2024, 71% de la valeur des actifs étaient valorisés à cette date, et les 29% restants ont été estimés en utilisant l'approche précédemment décrite.

Note 29. – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Pour l'établissement du tableau des flux de trésorerie, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse et banques centrales	3 491 611	4 552 290
Comptes ordinaires débiteurs et prêts au jour le jour	894 028	816 381
Autres équivalents de trésorerie (actifs)	529 422	493 547
Comptes ordinaires créditeurs et emprunts au jour le jour	-63 014	-45 243
Total	4 852 047	5 816 975

La trésorerie comprend les caisses et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont exposés à un risque négligeable de changement de valeur. Les autres équivalents de trésorerie comprennent des prises en pensions au jour le jour et des effets publics et valeurs assimilées détenus à des fins de transactions.

Pour les besoins de sa gestion interne de liquidité, le Groupe considère que ses actifs liquides ont une définition plus large que celle statutaire présentée ci-dessus portant sur les actifs de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. Ses actifs liquides comprennent : les liquidités et les comptes auprès des banques centrales ; tous les prêts bancaires, y compris les dépôts à terme ; les OPCVM et les fonds communs de placement évalués à la FVTPL (comportant des fonds monétaire AAA ou des fonds de dettes de trésorerie à faible risque de crédit) ; et ses titres très liquides au coût amorti. Ces montants sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse et banques centrales	3 491 611	4 552 290
Prêts et créances sur les établissements de crédit (Note 12)	3 432 158	1 727 264
Titres à la FVTPL détenus à des fins de liquidité (Note 9)	502 861	384 232
Titres au coût amorti détenus à des fins de liquidité (Note 11)	3 828 895	3 372 819
Trésorerie et actifs détenus à des fins de liquidité	11 255 525	10 036 605

De plus amples informations concernant les actifs liquides et la gestion du risque de liquidité sont détaillées dans le paragraphe 7.4.1 « Liquidité ».

6. – Autres informations.

Note 30. – Parties liées.

Dans le cadre de cette note et des dispositifs de gouvernance relatifs aux prises de décisions du Groupe, le terme « Dirigeants mandataires sociaux » fait référence aux mandataires sociaux de R&Co Gestion, Gérant de R&Co. En application des statuts de R&Co Gestion, cette société n'a qu'un seul mandataire social, son président au cours des douze mois clos le 31 décembre 2024.

Le seul mandataire social de R&Co Gestion a, en 2024, perçu la rémunération suivante, versée par R&Co Gestion mais refacturée par cette dernière à R&Co, conformément aux dispositions statutaires de R&Co au titre des frais opérationnels supportés par le Gérant.

(En milliers d'Euros)		31/12/2024
Rémunération fixe du Président		500
Total		500

Le président de R&Co Gestion n'a bénéficié d'aucun paiement en actions au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et aucune indemnité n'a été réglée pour cause de résiliation de contrat de travail. Aucun avantage à long terme ne lui a été accordé. Les transactions réalisées durant l'exercice et les montants existants en fin d'exercice entre les sociétés du Groupe sont éliminés en consolidation et ne sont donc pas publiés. Les transactions faites avec les sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas significatives.

Les autres parties liées présentées dans le tableau ci-dessous sont : R&Co Gestion, le Gérant de R&Co ; les membres du Conseil de Surveillance ; les personnes physiques ou morales exerçant un contrôle dans le Groupe ; les administrateurs de Concordia qui exercent un contrôle au sein de la société mère de R&Co ; et toute autre personne physique ou morale ayant directement ou indirectement la responsabilité, la direction ou le contrôle des activités de R&Co, ou qui exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sur R&Co. Elles comprennent également les parties liées proches, qui incluent la famille proche ou les sociétés qui sont contrôlées par toute personne physique ou morale parmi celles mentionnées ci-dessus.

Les montants figurant dans le bilan ou le compte de résultat du Groupe qui ont comme contrepartie une partie liée sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Dirigeants mandataires sociaux	Autres parties liées	Dirigeants mandataires sociaux	Autres parties liées
Actifs				
Prêts et avances sur la clientèle	1	20 049	3	12 800
Autres actifs		200		
Total actifs	1	20 249	3	12 800
Dettes				
Dettes envers la clientèle	9 541	95 261	3 409	97 272
Total dettes	9 541	95 261	3 409	97 272
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement et de garantie donnés		5 996		6 348
Total engagements		5 996		6 348

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Dirigeants mandataires sociaux	Autres parties liées	Dirigeants mandataires sociaux	Autres parties liées
Charges et produits relatifs aux transactions avec les parties liées				
Marge d'intérêts positive/(négative)	-223	-2 686	-153	-3 773
Produits/(charges) de commission nette	6	1 589	184	6 412
Autres produits		261		172
Total produit net bancaire	-217	-836	31	2 811
Autres charges		-8 818		-4 631
Total charges		-8 818		-4 631

Note 31. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros)	KPMG		Cailliau Dedouit et Associés	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Audit				
Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés				
R&Co (société mère)	200	191	200	191
Filiales	3 623	3 215	292	279
Services autres que la certification des comptes requis par les textes légaux et réglementaires				
R&Co (société mère) - audit CSRD	250			
Filiales	393	504	5	
Sous-total	4 466	3 910	497	470
Services, autres que la certification des comptes, fournis à la demande des entités				
Audit volontaire des comptes	96	51	38	51
Autres services	42	61		4
Sous-total	138	112	38	55
Total	4 604	4 022	535	525

Note 32. – Engagements donnés et reçus.

32.1 Engagements donnés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
En faveur de la clientèle	1 031 280	1 114 635
Engagements de financement	1 031 280	1 114 635
En faveur de la clientèle	105 472	98 071
En faveur des établissements de crédit	6 754	10 646
Engagements de garantie	112 226	108 717
Engagements de financement	703 706	696 798
Engagements fiduciaires irrévocables	596 748	556 696
Autres engagements donnés	32 833	32 978
Autres engagements donnés	1 333 287	1 286 472

Les engagements de souscription de titres incluent à la fois des parts dans des fonds de Five Arrows et des investissements directs. Les engagements fiduciaires irrévocables représentent les engagements envers des fonds pour lesquels le Groupe agit en tant que fiduciaire pour le compte de ses clients.

Les engagements envers le personnel liés à la rémunération différée sont présentés dans la Note 5 « Charges générales d'exploitation ». Les engagements de location sont présentés dans la Note 16 « Contrats de location ».

32.2. Engagements reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus d'établissements de crédit	702 597	561 412
Engagements de financement	702 597	561 412
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 246	6 286
Engagements reçus de la clientèle	133	155
Engagements de garantie	6 379	6 441

32.3. Instruments financiers donnés en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Disponibles pour des opérations de refinancement	542 597	401 412
Mobilisés en garantie auprès des banques centrales		125 000
Instruments financiers déposés auprès des banques centrales	542 597	526 412
Titres donnés en pension	77 311	48 589
Actifs financiers donnés en garantie d'opérations auprès d'établissements de crédit	78 563	83 585
Instruments financiers donnés en garantie	155 874	132 174

La part de ces instruments que les bénéficiaires sont autorisés à vendre ou à redonner en garantie s'élève à 78,6 millions d'euros (décembre 2023 : 83,6 millions d'euros).

32.4. Titres reçus en pension :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur de marché des instruments financiers reçus en pension	2 363 619	876 212
Dont instruments que le Groupe est autorisé à vendre ou à redonner en garantie	1 774 180	552 865

Au 31 décembre 2024, le Groupe a utilisé 175 millions d'euros d'instruments financiers reçus en pension et n'en a pas vendu (décembre 2023 : 175 millions d'euros et pas de ventes).

Note 33. – Compensation des actifs et passifs financiers.

Le tableau suivant présente l'impact réel et théorique de la compensation des actifs et passifs sur le bilan consolidé. La colonne 1 montre les montants effectivement compensés avec les mêmes contreparties. Les montants sont compensés lorsque le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il a l'intention soit de régler l'actif et le passif sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le tableau indique également les montants faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation, qui peuvent être compensés en cas de défaillance de l'une des contreparties, mais dont les caractéristiques les rendent inéligibles à la compensation au regard des normes IFRS (2). La juste valeur des instruments financiers et des sûretés est plafonnée à la valeur nette comptable des expositions au bilan pour exclure tout effet de surcouverture. La colonne « Montants nets » est fournie pour indiquer les cas dans lesquels les conventions-cadre de compensation atténuent l'exposition du Groupe aux instruments financiers en cas de défaillance de la contrepartie.

Le Groupe utilise également d'autres stratégies de réduction des risques, telles que la détention de garanties sur ses prêts, mais celles-ci ne sont pas présentées dans ce tableau.

(En millions d'Euros)	Montants bruts	(1) Montants compensés	Montants nets au bilan	(2) Effets des conventions-cadre de compensation		Montants nets
				Dépôts de garantie reçus/donnés en espèces	Instruments financiers reçus/donnés en garantie	
Dérivés actifs	285	-60	225	-60		165
Titres et valeurs reçus en pension	2 403		2 403	-40	-2 363	
Dépôts de garantie versés	92		92	-79		13
Autres actifs non soumis à compensation	16 807		16 807			16 807
Total actifs	19 587	-60	19 527	-179	-2 363	16 985
Dérivés passifs	220	-60	160	-79		81
Titres et valeurs donnés en pension à la clientèle	77		77		-77	
Dépôts de garantie reçus	100		100	-100		
Autres dettes non soumises à compensation	15 216		15 216			15 216
Total dettes	15 613	-60	15 553	-179	-77	15 297

Note 34. – Entités structurées.

Une entité structurée est conçue de manière à ce que les droits de vote ou d'autres droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour identifier qui contrôle l'entité. Elle aura le plus souvent des activités restreintes et un objectif précis et bien défini. Elle peut comprendre certains fonds d'investissement.

Dans la majorité des cas, conformément à IFRS 10, le Groupe n'a pas besoin de consolider ses investissements dans les entités structurées. Toutefois, certaines entités structurées sont gérées par le Groupe, sous la forme de fonds dans lesquels le Groupe a également investi ses fonds propres. Dans ce cas, le Groupe décide de consolider ou non ces fonds sur la base de l'évaluation combinée des deux indicateurs clés suivants :

- la somme des rémunérations et des autres intérêts économiques ; et
- les droits de révocation.

Afin d'évaluer les intérêts économiques, il convient de déterminer, à un niveau particulier de rendement, la part de l'augmentation de la performance d'un fonds qui revient au gestionnaire (exposition à la variabilité des rendements). Le niveau de rendement calculé par le Groupe correspond au niveau à partir duquel des commissions de surperformance commencent à être acquises.

Un niveau élevé de variabilité indiquerait que le gestionnaire pourrait agir en tant que principal (et consoliderait probablement le fonds géré). Alors qu'un faible niveau de variabilité indiquerait qu'un gérant pourrait être un agent pour les autres investisseurs (et ne consoliderait probablement pas le fonds).

De plus, des droits négligeables pour les investisseurs de révoquer le gérant ou de transférer leurs fonds pourraient indiquer qu'un gestionnaire agit en tant que principal (et consoliderait probablement le fonds géré) tandis que des droits importants pourraient laisser penser qu'un gestionnaire est un agent (et ne consoliderait probablement pas le fonds).

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées :

Le tableau suivant présente la participation du Groupe dans les entités structurées non consolidées qu'il gère et dans lesquelles il détient une participation.

(En millions d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Fonds de capital-investissement	Fonds de dette privée	Total	Fonds de capital-investissement	Fonds de dette privée	Total
Total des actifs compris dans les véhicules sous-jacents	8 055,3	3 150,8	11 206,1	6 599,6	3 102,6	9 702,2
Actifs sous gestion incluant les engagements de financement donnés	14 434,7	4 039,6	18 474,3	12 990,0	3 931,2	16 921,2
Intérêts au bilan du Groupe :						
Titres de dette et de capitaux propres détenus à la FVTPL	965,9	218,4	1 184,3	774,1	181,5	955,6
Titres de dette au coût amorti		26,9	26,9		44,6	44,6
Prêts et créances sur la clientèle	135,1		135,1	87,5		87,5
Total des actifs au bilan du Groupe	1 101,0	245,3	1 346,3	861,6	226,1	1 087,7
Engagements de financement donnés par le Groupe (hors bilan)	933,8	55,3	989,1	968,7	54,1	1 022,8
Exposition maximale du Groupe aux pertes	2 034,8	300,6	2 335,4	1 830,3	280,2	2 110,5

Note 35. – Résultats, impôts et effectifs par territoire.

En application de l'article L.511-45 II à V du Code monétaire et financier et de l'article 89 de CRD V, cité dans la section 9 « Périmètre de consolidation », le tableau ci-après fournit des informations sur le produit net bancaire, le résultat avant impôt, l'impôt sur les bénéfices et les effectifs pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024.

Pays/région d'activité	Produit net bancaire	Résultat avant impôt	Impôt courant	Impôt différé	Effectifs
	En millions d'Euros				ETP
France	873,4	318,6	-55,4	-2,6	1 351
Royaume-Uni	867,8	119,2	-35,5	3,0	1 515
Autres pays d'Europe	335,8	84,1	-24,8	1,1	495
Amérique du Nord	291,8	0,7	-4,4	-0,0	417
Suisse	201,2	42,5	-9,5	0,6	386
Luxembourg	157,6	141,1	-6,2	-0,0	47
Asie-Pacifique et Amérique latine	96,4	-6,2	-4,9	4,4	218
Îles anglo-normandes	41,5	25,4	-2,3	-0,4	51
Îles caïmans(1)		-5,0			
Autres	75,8	16,2	-3,6	0,7	115
Total avant éliminations intragroupes	2 941,3	736,6	-146,6	6,8	4 595
Éliminations intragroupes	-32,5				
Total	2 908,8	736,6	-146,6	6,8	4 595

(1) Le Groupe détient uniquement des participations dans des sociétés associées dans les Îles Caïmans, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Dans les comptes consolidés, la part du Groupe dans le résultat après impôt des entreprises associées est présentée dans le résultat avant impôt dans le compte « Résultat net des sociétés mises en équivalence ». Les effectifs des entreprises associées ne sont pas repris dans les comptes consolidés du Groupe. De plus amples informations sur les comptes des entreprises associées sont fournies dans la Note 15 « Participations dans les entreprises mises en équivalence ».

Les revenus et les résultats nets sont indiqués avant l'élimination des commissions, des produits et des charges d'intérêts intragroupes. Les effectifs sont calculés en équivalent temps plein (ETP) à la clôture et excluent les stagiaires et les apprentis.

Le Groupe n'a pas perçu de subventions publiques au cours de l'exercice. Pour la France, le résultat avant impôt est indiqué avant le préciput versé aux associés-gérants français comptabilisé dans les participations ne donnant pas le contrôle (plus d'informations sont données dans la Note 27 « Participations ne donnant pas le contrôle »).

7. – Gestion des risques financiers.

7.1. Gouvernance. — Les risques relatifs aux instruments financiers et la manière dont ils sont gérés par le Groupe sont décrits ci-dessous.

— Gestion des risques : Le principe directeur de la gestion des risques au sein du Groupe est d'adopter une approche prudente et conservatrice dans la prise et la gestion du risque. La préservation de la réputation du Groupe est le moteur fondamental de l'appétit aux risques et de la gestion des risques. La protection de la réputation guide le type de clients et les activités dans lesquelles le Groupe s'engage.

La nature et la méthode de suivi et de reporting varient selon le type de risque. Les risques font l'objet d'un suivi régulier sur la base des informations fournies par le management aux comités concernés de façon hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle, selon le cas.

Lorsque cela est pertinent, le niveau de risque auquel le Groupe est confronté est également évalué à l'aide de tests de sensibilité et de *stress tests*.

L'identification, l'évaluation et le contrôle des risques font partie intégrante de la gestion des activités du Groupe. Les politiques et procédures de gestion des risques sont régulièrement mises à jour pour répondre aux évolutions constantes des activités et à l'appétit au risque et pour se conformer aux meilleures pratiques.

7.2. Risque de crédit. — Le risque de crédit est le risque de subir une perte financière si l'un des clients ou contreparties de marché du Groupe ne remplit pas ses obligations contractuelles envers le Groupe.

7.2.1. Risque de crédit et de contrepartie. — L'exposition au risque de crédit du Groupe découle principalement de son activité de prêts à la clientèle privée (PCL) (par le biais de R&CoBI, R&CoWM UK, R&CoBZ, R&CoMM et R&CoWM Monaco), de son activité de prêts aux entreprises (par le biais de R&CoMM), de son activité de cofinancement aux côtés de fonds de gestion de dettes immobilières et des prêts aux fonds gérés par le Groupe.

Toutes les expositions au risque de crédit font l'objet d'un contrôle rigoureux et régulier et les créances douteuses donnent lieu à un examen trimestriel.

Toute exposition significative au risque de crédit donne lieu à une analyse de crédit par des équipes spécialisées ainsi qu'à l'examen et à l'approbation des comités de crédit. La quasi-totalité des expositions au risque de crédit sont garanties. L'équipe crédit du Groupe est responsable du suivi et du reporting du niveau global d'exposition au risque de crédit au sein du Groupe. Elle travaille avec les équipes de crédit locales de R&CoBI, R&CoWMUK, R&CoBZ et R&CoMM pour fournir une expertise crédit, évaluer et atténuer le risque de crédit en mettant en place des procédures, des dispositifs de contrôle interne et des reportings appropriés. L'équipe crédit du Groupe est responsable de la présentation des expositions aux prêts par rapport aux limites à la direction générale du Groupe R&Co et aux comités concernés du Groupe. Elle fournit également une première ligne de défense compte tenu de son expertise et de son suivi de l'ensemble de l'activité de prêt par catégorie et par montant.

La fonction Risques du Groupe intervient de manière critique et indépendante dans le processus d'octroi de crédit et agit comme deuxième niveau de contrôle. Elle surveille l'efficacité des procédures et des contrôles mis en place par les équipes de crédit. Elle se charge également de présenter à la direction générale du Groupe R&Co et aux comités concernés du Groupe le compte rendu de l'efficacité de ces processus, les risques découlant des activités de crédit du Groupe et toute autre question qu'elle juge pertinente.

— Gestion du risque de crédit : Le Comité de Crédit du Groupe (GCC) surveille les expositions aux prêts de l'ensemble du Groupe. Il existe cinq principaux sous-comités de crédit : Le Comité de Crédit Suisse (R&CoBZCC), le Comité de Crédit Banque (RMMCCB), le Comité de Crédit des îles Anglo-Normandes (R&CoBICC), le Comité de Crédit du Royaume-Uni (R&CoWMUKCC) et le Comité du Crédit aux entreprises (*Corporate Credit Committee* ou « CCC »).

Le R&CoBZCC est responsable de la surveillance des expositions résultant des prêts à la clientèle privée et des expositions résultant d'autres prêts (y compris le risque de crédit et la tarification des prêts) au bilan de R&CoBZ, y compris la participation au risque des expositions d'autres entités prêteuses. Les politiques des prêts ainsi que les délégations de pouvoirs correspondantes sont confirmées par l'organe compétent (ou un comité relevant dudit organe, le cas échéant) de R&CoBZ.

Le RMMCCB est responsable de la surveillance des expositions résultant des prêts à la clientèle privée, des expositions résultant des prêts aux entreprises et des expositions résultant d'autres prêts (y compris le risque de crédit et la tarification des prêts) au bilan de R&CoMM. Les politiques des prêts ainsi que les délégations de pouvoirs correspondantes sont confirmées par l'organe compétent (ou un comité relevant dudit organe, le cas échéant) de R&CoMM et R&CoWM Monaco.

R&CoBICC est responsable de la surveillance des expositions résultant des prêts à la clientèle privée et des expositions résultant d'autres prêts (y compris le risque de crédit et la tarification des prêts) au bilan de R&CoBI, y compris la participation au risque des expositions d'autres entités prêteuses. Les politiques des prêts ainsi que les délégations de pouvoirs correspondantes sont confirmées par l'organe compétent (ou un comité relevant dudit organe, le cas échéant) de R&CoBI.

Le R&CoWMUKCC est responsable de la surveillance des expositions résultant des prêts à la clientèle privée lorsqu'il est prêteur uniquement. Les politiques des prêts ainsi que les délégations des pouvoirs correspondants sont confirmées par l'organe compétent (ou un comité relevant dudit organe, le cas échéant de R&CoWMUK.

Le CCC est responsable de la surveillance des expositions résultant de prêts aux entreprises (dont le risque de crédit et la tarification des prêts) par les entités du Groupe. Cette surveillance comprend les prêts accordés par NMR, les limites par contrepartie au niveau du Groupe, des prêts aux sociétés du Groupe et des prêts aux fonds gérés par le Groupe.

Les expositions résultant de prêts et les politiques de crédit suivies par le Groupe sont soumises au contrôle du Comité des Risques. Les entités prêteuses examinent le niveau de risque assumé au titre des prêts afin de s'assurer qu'il est conforme à l'appétit aux risques et à la politique en matière de risque de crédit du Groupe. Toute modification significative des politiques de prêt est soumise à l'examen et l'approbation par le conseil de surveillance de WAM et le Conseil de Surveillance de R&Co, en plus des comités mentionnés ci-dessous.

— Approche du risque de crédit : La politique de risque de crédit du Groupe est revue chaque année par l'équipe de crédit du Groupe en collaboration avec la fonction Risques du Groupe. Elle est présentée chaque année au WAM ALCO, au Group ALCO, au Comité de gestion de WAM et à la direction générale du Groupe R&Co. Elle est communiquée pour information au Comité des Risques. En conjonction avec sa politique d'appétit aux risques (*risk appetite statement*), ces politiques définissent l'approche de gestion du profil de risque de crédit du Groupe, les limites qui ont été fixées et les protocoles de reporting.

L'exposition au risque de crédit est gérée, en procédant à une analyse de la solvabilité, préalablement à la réalisation de toute opération avec un client ou une contrepartie. Cette dernière fait ensuite l'objet d'un suivi continu. Une part significative des expositions résultant des prêts accordés par le Groupe est garantie par des actifs ou biens immobiliers dont la valeur fait l'objet d'un suivi régulier.

Les *stress tests* constituent un outil important de gestion des risques pour évaluer l'impact d'événements inattendus ou extrêmes, ainsi que pour valider l'appétit aux risques du Groupe. Chaque entité prêteuse est tenue de préciser son approche en matière de *stress tests* dans le cadre de sa politique en matière de risque de crédit et d'expliquer dans quelle mesure ces derniers sont jugés appropriés pour la gestion des risques par l'entité prêteuse concernée. Tous les *stress tests* doivent être effectués et/ou examinés avec le support de la fonction Risques du Groupe.

La stratégie d'octroi des prêts du Groupe se concentre sur le soutien des clients du WAM (*Private Client Lending*) en proposant des prêts dont le niveau de risque est moins élevé tels que les prêts Lombard qui sont garantis par des portefeuilles de titres négociables correctement diversifiés. Au vu de cette stratégie et compte tenu des contrôles rigoureux sur l'octroi et la documentation du crédit, le Groupe ne considère pas le risque de crédit comme un risque principal (défini comme celui qu'il a identifié et qu'il gère, et qui est susceptible d'avoir un impact négatif significatif sur sa capacité à atteindre ses objectifs stratégiques).

7.2.2. Classement des crédits. — Le Groupe revoit les expositions au risque de crédit lié aux actifs financiers trimestriellement et les classe comme suit :

Catégorie	Définition	Rapprochement avec le modèle de dépréciation en trois étapes d'IFRS 9
Catégorie 1	Expositions considérées comme saines.	Étape 1
Catégorie 2	Expositions pour lesquelles le paiement du principal et des intérêts n'est pas à ce jour remis en cause mais qui nécessitent une surveillance particulière en raison d'une détérioration de la situation. On peut citer comme exemple : une certaine détérioration de la garantie ou de la capacité de remboursement de l'emprunteur qui peut éventuellement conduire à une rupture de covenant ; ou, des menaces de poursuites judiciaires potentielles ou avérées liées à l'emprunteur/le prêt qui ont/pourraient avoir un impact significatif sur le prêt. Les créances non douteuses de l'activité GA en souffrance depuis plus de 90 jours sont incluses dans cette catégorie.	Étape 2
Catégorie 3	Expositions pour lesquelles la situation s'est détériorée davantage par rapport à la Catégorie 2. Bien que l'exposition ne soit pas considérée comme douteuse, la position nécessite une surveillance renforcée.	Étape 2
Catégorie 4	Expositions considérées comme douteuses qui font l'objet d'une provision pour partie. L'exposition peut faire l'objet d'une provision ou non, et l'on s'attend à un recouvrement partiel ou total.	Étape 3
Catégorie 5	Expositions considérées comme douteuses qui font l'objet d'une provision pour la totalité du montant. Aucune perspective de recouvrement significatif n'est envisagée.	Étape 3

Chacune des entités du Groupe ventile son exposition au risque de contrepartie en utilisant ces catégories dans son reporting au Groupe.

Les tableaux suivants détaillent l'exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 pour les actifs financiers comportant un risque de crédit, sans prise en compte des sûretés reçues ou des autres mesures d'atténuation du risque de crédit.

Les provisions sur les engagements et les garanties sont incluses dans le compte « Provisions pour risques de contrepartie » (Note 23 « Provisions »).

(En millions d'Euros)	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5	Dépréciations	31/12/2024
Caisse et banques centrales	3 491,6						3 491,6
Actifs financiers à la FVTPL(1)	346,9						346,9
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 432,2						3 432,2
Prêts et créances sur la clientèle	4 250,8	3,3	1,4	90,1	9,8	-38,3	4 317,1
Titres à revenu fixe au coût amorti	3 856,6					-0,7	3 855,9
Autres actifs financiers	671,3	19,5		15,2	15,8	-25,5	696,3
Sous-total actifs	16 049,4	22,8	1,4	105,3	25,6	-64,5	16 140,0
Engagements et garanties	1 143,5					N/A	1 143,5
Total	17 192,9	22,8	1,4	105,3	25,6	-64,5	17 283,5

(1) Y compris les dérivés de couverture et hors instruments de capitaux propres, pour lesquels la notion de risque de crédit ne s'applique pas.

(En millions d'Euros)	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5	Dépréciations	31/12/2023
Caisse et banques centrales	4 552,3						4 552,3
Actifs financiers à la FVTPL(1)	201,4						201,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 727,3						1 727,3
Prêts et créances sur la clientèle	4 249,7	9,7	48,3	57,0	10,7	-44,2	4 331,2
Titres à revenu fixe au coût amorti	3 418,7					-0,6	3 418,1
Autres actifs financiers	852,4	27,0		3,2	16,7	-19,1	880,2
Sous-total actifs	15 001,8	36,7	48,3	60,2	27,4	-63,9	15 110,5
Engagements et garanties	1 223,4					N/A	1 223,4
Total	16 225,2	36,7	48,3	60,2	27,4	-63,9	16 333,9

(1) Y compris les dérivés de couverture et hors instruments de capitaux propres, pour lesquels la notion de risque de crédit ne s'applique pas.

7.2.3. Exposition au risque de crédit.

7.2.3.1. Regroupements d'instruments pour les pertes calculées collectivement. — Les prêts accordés par le Groupe sont principalement destinés à soutenir l'activité de la Banque privée et Gestion d'actifs via des prêts à des clients privés (PCL) qui sont, soit garantis par des portefeuilles de titres (prêts Lombard), soit par des biens immobiliers (prêts hypothécaires). Pour les pertes sur créances attendues calculées sur une base collective, les expositions sont regroupées sur la base des caractéristiques de risque partagées de ces portefeuilles et des autres types de prêts.

— Lombard et prêts hypothécaires : Le Groupe a un très faible historique de défauts sur ses prêts Lombard et hypothécaires octroyés par le PCL. La PD et la LGD ont été déterminées par l'historique des défauts observés et par des scénarios baissiers réalistes basés sur l'évaluation de la direction.

Pour les prêts Lombard, l'estimation de la LGD est basée sur le montant de la garantie détenue, et si celle-ci est diversifiée ou non, ainsi que sur la nature du client et des difficultés potentielles de recouvrement de la garantie. Dans le scénario de référence pour l'évaluation du risque de crédit, la PD et la LGD moyennes pondérées estimées sont respectivement de 0,3% et 7% (décembre 2023 : 0,4% et 10%).

Pour les prêts hypothécaires, l'estimation de la LGD tient compte de la valeur des biens hypothéqués et varie en fonction du ratio LTV, de la difficulté et du montant des frais susceptibles d'être engagés pour recouvrer et activer toute garantie, et enfin de la nature du client. Dans le scénario de référence pour l'évaluation du risque de crédit, la PD et la LGD moyennes pondérées estimées sont respectivement de 1,5% et 6% (décembre 2023 : 1,7% et 5%).

Il n'y a pas eu de changements significatifs dans les techniques d'estimation ou les hypothèses importantes au cours de la période considérée.

— Autres prêts à la clientèle : Le Groupe accorde également d'autres types de prêts à la clientèle, qui incluent des prêts aux entreprises (par le biais de R&CoMM), des prêts en cofinancement avec des fonds de gestion de dettes immobilières et des prêts aux fonds gérés par le Groupe. Ces prêts représentent 264 millions d'euros du total bilan au 31 décembre 2024 (décembre 2023 : 230 millions d'euros). L'ECL de ces entreprises est soigneusement examinée, secteur par secteur, et, lorsque cela est significatif, prêt par prêt. Les PD et LGD de chaque secteur sont basées sur les pertes historiques, combinées à un jugement prospectif sur le niveau des pertes futures.

Compte tenu de la taille relativement modeste de ce portefeuille, le risque de crédit étant pour la plupart évalué sur base individuelle, le Groupe n'utilise pas de modèle pour estimer les corrélations entre les variables macroéconomiques et la probabilité de défaut. Pour les prêts qui ne présentent pas de signes évidents de difficultés financières ou qui sont de trop faible montant pour un examen individuel, des provisions complémentaires ont été ajoutées au coût du risque afin de refléter l'augmentation du risque de crédit, non détectable au niveau individuel.

Il n'y a pas eu de changements significatifs dans les techniques d'estimation ou les hypothèses importantes au cours de la période considérée.

— Titres de dette au coût amorti : Pour les titres de dette détenus par le département trésorerie, l'ECL est déterminée en utilisant les notations de crédit de S&P qui font l'objet d'un suivi et d'une mise à jour quotidienne. Les PD à un an et à maturité associées à chaque notation sont déterminées sur la base des taux de défaut, également publiés par l'agence S&P. Pour estimer la LGD, le Groupe a utilisé la LGD de Bâle III, qui est de 45% pour les dettes seniors.

Il n'y a pas eu de changements significatifs dans les techniques d'estimation ou les hypothèses importantes au cours de la période considérée.

7.2.3.2. Exposition maximale au risque de crédit – instruments financiers sujets à dépréciation. — Le tableau suivant présente une analyse de l'exposition au risque de crédit de certains instruments financiers pour lesquels une dépréciation pour ECL pourrait être comptabilisée. La valeur brute comptable des actifs financiers détaillée ci-dessous représente également l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit sur ces actifs. Le risque de crédit associé aux autres actifs financiers est présenté dans le paragraphe 7.2.4 « Gestion du risque de crédit des autres actifs financiers » des présents comptes.

La méthode d'affectation des prêts à la clientèle de l'Étape 3 entre PCL et autres prêts a été modifiée au cours de l'exercice. À des fins de comparaison, les montants de l'exercice précédent ont été retraités selon la même méthode.

(En millions d'Euros)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	31/12/2024	Étape 1	Étape 2	Étape 3	31/12/2023
	ECL à 1 an	ECL à maturité	ECL à maturité		ECL à 1 an	ECL à maturité	ECL à maturité	
Valeur brute comptable								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 432,2			3 432,2	1 727,3			1 727,3
Prêts à la clientèle PCL	3 928,8	3,4	53,6	3 985,8	3 958,6	55,3	13,5	4 027,4
Autres prêts à la clientèle	322,0	1,3	46,3	369,6	291,1	2,7	54,2	348,0
Titres au coût amorti	3 856,6			3 856,6	3 418,7			3 418,7
Total	11 539,6	4,7	99,9	11 644,2	9 395,7	58,0	67,7	9 521,4
Dépréciation								
Prêts et créances sur les établissements de crédit								
Prêts à la clientèle PCL	-2,9		-4,0	-6,9	-3,3	-0,4	-4,5	-8,2
Autres prêts à la clientèle	-0,5	-0,1	-30,8	-31,4	-0,8	-0,2	-35,0	-36,0
Titres au coût amorti	-0,7			-0,7	-0,6			-0,6
Total	-4,1	-0,1	-34,8	-39,0	-4,7	-0,6	-39,5	-44,8
Valeur nette comptable								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 432,2			3 432,2	1 727,3			1 727,3
Prêts à la clientèle PCL	3 925,9	3,4	49,6	3 978,9	3 955,3	54,9	9,0	4 019,2
Autres prêts à la clientèle	321,5	1,2	15,5	338,2	290,3	2,5	19,2	312,0
Titres au coût amorti	3 855,9			3 855,9	3 418,1			3 418,1
Total	11 535,5	4,6	65,1	11 605,2	9 391,0	57,4	28,2	9 476,6

Pour les prêts et créances sur la clientèle, le coût du risque pour l'exercice 2024 était une charge de 0,0 million d'euros et la variation des dépréciations pour les Étapes 1,2 et 3 est détaillée dans le tableau ci-après. La variation des dépréciations est présentée dans la rubrique « Dépréciations » (Note 24).

Des informations complémentaires sur la manière dont les ECL sont mesurées ainsi que sur la détermination des trois Étapes sont données dans la partie « Évaluation des pertes de crédit attendues » du paragraphe 3.2.4 des présents comptes.

— Tableau de variation des dépréciations des prêts et créances à la clientèle :

(En millions d'Euros)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
	ECL à 1 an	ECL à maturité	ECL à maturité	
Dépréciation à l'ouverture	-4,1	-0,6	-39,5	-44,2
Mouvements impactant le résultat				
(Dotations)	-0,1		-4,8	-4,9
Reprises	0,8	0,5	3,5	4,8
Total (dotations)/reprises net au résultat sur la période	0,7	0,5	-1,3	-0,1
Mouvements n'impactant pas le résultat				
Passage en perte			6,5	6,5
Différences de change	-0,0		-0,5	-0,5
Dépréciation à la clôture	-3,4	-0,1	-34,8	-38,3

Les variations des montants bruts des prêts à la clientèle ont eu un impact non significatif sur les provisions des Étapes 1 et 2 au cours de la période.

Le tableau ci-dessous présente l'ancienneté des prêts à la clientèle en souffrance au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. Prêts à la clientèle en souffrance non dépréciés

(En millions d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Moins de 30 jours en souffrance	3,7	45,8
Entre 30 jours et 90 jours en souffrance	0,8	1,3
Plus de 90 jours en souffrance		5,8
Total	4,5	52,9

7.2.3.3. Sûretés. — Le Groupe détient des sûretés en garantie des prêts consentis à la clientèle, la quasi-totalité des prêts octroyés à des tiers étant garantie. La majorité des sûretés porte essentiellement sur des titres négociables dans le cadre de crédits Lombard ou des biens immobiliers. La majorité des actifs garantissant des prêts Lombard est conservée par le Groupe, de sorte que les garanties peuvent être réalisées facilement. Pour les prêts hypothécaires et les actifs conservés à l'extérieur (*ex-custody*), il existe une possibilité réaliste, le cas échéant, de prendre possession de la garantie et de la réaliser.

Les prêts classés en Étapes 1 et 2 sont généralement couverts par des sûretés. Pour ces prêts, le niveau de sûreté à la date d'échéance prévue doit être suffisant pour couvrir l'exposition au bilan. Lorsqu'un prêt est considéré comme douteux (Étape 3), le niveau de provisionnement repose principalement sur la diminution attendue après le recouvrement de la garantie, mais aussi sur la capacité de l'emprunteur à honorer sa dette.

La sûreté est évaluée de manière indépendante au moment où le prêt est consenti, puis périodiquement par la suite. La direction peut procéder à une nouvelle évaluation en dehors de ces échéances en se fondant sur sa propre connaissance de la sûreté concernée et sur des indices plus généraux.

Le tableau ci-dessous donne une estimation de la juste valeur des sûretés détenues par le Groupe en garantie des prêts à la clientèle qui sont classés en Étape 3. Pour chaque prêt, la valeur de la garantie est plafonnée au montant nominal du prêt net de la provision.

(En millions d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Prêts en Étape 3	Prêts en Étape 3
Valeur brute des prêts en Étape 3	99,9	67,7
Dépréciations	-34,8	-39,5
Valeur nette des prêts en Étape 3	65,1	28,2
Sûretés réelles	62,9	25,9
Sûretés financières	0,9	0,8
Total	63,8	26,7
Ratio de couverture des prêts en Étape 3	98%	95%

7.2.4. Gestion du risque de crédit des autres actifs financiers. — Les autres actifs financiers comprennent principalement les créances clients des activités de Conseil financier et de Banque privée et Gestion d'actifs. Pour ces actifs, le Groupe applique l'approche simplifiée pour le calcul des dépréciations. Cela signifie que la dépréciation pour pertes est toujours évaluée à un montant égal à l'ECL à maturité. Par conséquent, le concept d'augmentation significative du risque de crédit ne s'applique pas à ces actifs. Les produits d'honoraires sont diversifiés tant au niveau de la localisation que du secteur et le risque de concentration n'est pas considéré comme significatif.

Le Groupe considère qu'une créance est en défaut lorsque l'emprunteur est susceptible de ne pas la payer intégralement. Pour chaque bureau du Conseil financier, un examen trimestriel des créances impayées dont le recouvrement suscite des préoccupations, ainsi que de celles de plus de 90 jours, est effectué par la direction locale et le directeur financier monde du Conseil financier. Cet examen permet de déterminer si la créance doit faire l'objet d'une dépréciation et de s'assurer que des dépréciations sont comptabilisées, ou non, de manière cohérente dans l'ensemble du Groupe.

En se basant sur l'historique de paiement, la direction a estimé que les créances échues depuis moins de 90 jours présentent un risque négligeable de non-recouvrement intégral. Ces créances sont donc classées dans la Catégorie 1 de notre tableau du risque de crédit interne, à moins qu'il n'y ait des raisons spécifiques de les considérer comme douteuses. En complément des dettes plus récentes avec un risque de crédit avéré, la direction considère que les pertes de crédit potentielles doivent être évaluées pour l'ensemble des créances individuelles non dépréciées en souffrance depuis plus de 90 jours. Ces créances sont considérées comme faisant partie d'une liste de surveillance et sont classées en Catégorie 2. Lorsque ces actifs ne sont pas dépréciés, la direction calcule un pourcentage représentant les pertes qui pourraient éventuellement survenir pour l'ensemble des actifs. Ce pourcentage de provisionnement est fondé à la fois sur des données historiques et sur l'évaluation effectuée par la direction des pertes potentielles futures. Les pertes de crédit attendues pour les créances classées en Étape 2 s'élèvent à 0,9 million d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2024 (décembre 2023 : 1,0 million d'euros).

Le classement des autres actifs financiers est décrit dans la section 7.2.2 « Classement des crédits ». La variation des dépréciations est présentée dans la rubrique « Dépréciations » (Note 24).

7.2.5. Analyse complémentaire du risque de crédit. — Les tableaux suivants présentent une ventilation de l'exposition au risque de crédit par zone géographique et par secteur d'activité au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

7.2.5.1. Exposition par zone géographique. — La zone géographique se rapportant aux prêts et créances est celle de l'emprunteur. La zone géographique afférente aux titres de dette est celle de l'émetteur. La zone géographique des actifs dérivés est celle de la contrepartie. La zone géographique des appels de marge payés sur les dérivés passifs est celle du destinataire de l'appel de marge.

(En millions d'Euros)	France	Suisse	Royaume-Uni et Îles Anglo-Normandes	Reste de l'Europe	Amériques	Australie et Asie	Autres	31/12/2024
Caisse et banques centrales	2 876,4	611,5		3,7				3 491,6
Actifs financiers à la FVTPL(1)	47,3	37,6	120,3	77,9	60,4	2,2	1,2	346,9
Prêts et créances sur les établissements de crédit	917,9	21,8	1 815,3	350,8	252,2	48,5	25,7	3 432,2
Prêts et créances sur la clientèle	2 227,2	330,8	903,4	602,2	107,4	105,9	40,2	4 317,1
Titres à revenu fixe au coût amorti	398,7	1 618,1	491,9	711,2	512,7	123,3		3 855,9
Autres actifs financiers	188,5	40,2	183,3	146,0	83,1	5,2	50,0	696,3
Sous-total actifs	6 656,0	2 660,0	3 514,2	1 891,8	1 015,8	285,1	117,1	16 140,0
Engagements et garanties	780,5	28,6	25,4	274,6	23,2	0,2	11,0	1 143,5
Total	7 436,5	2 688,6	3 539,6	2 166,4	1 039,0	285,3	128,1	17 283,5

(1) Y compris les dérivés de couverture et hors instruments de capitaux propres, pour lesquels la notion de risque de crédit ne s'applique pas.

(En millions d'Euros)	France	Suisse	Royaume-Uni et Îles Anglo-Normandes	Reste de l'Europe	Amériques	Australie et Asie	Autres	31/12/2023
Caisse et banques centrales	3 300,5	1 248,6		3,2				4 552,3
Actifs financiers à la FVTPL(1)	19,1	42,4	47,7	60,5	29,7	2,0		201,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	575,4	4,8	550,8	211,0	280,9	77,4	27,0	1 727,3
Prêts et créances sur la clientèle	2 099,6	260,2	1 129,4	579,7	140,0	80,6	41,7	4 331,2
Titres à revenu fixe au coût amorti	445,9	1 565,1	300,4	579,9	439,1	87,7		3 418,1
Autres actifs financiers	280,2	11,4	353,9	123,4	49,8	25,0	36,5	880,2
Sous-total actifs	6 720,7	3 132,5	2 382,2	1 557,7	939,5	272,7	105,2	15 110,5
Engagements et garanties	813,3	30,7	30,7	309,6	23,4	2,0	13,7	1 223,4
Total	7 534,0	3 163,2	2 412,9	1 867,3	962,9	274,7	118,9	16 333,9

(1) Y compris les dérivés de couverture et hors instruments de capitaux propres, pour lesquels la notion de risque de crédit ne s'applique pas.

7.2.5.2. Exposition par secteur d'activité :

(En millions d'Euros)	31/12/2024	%	31/12/2023	%
Établissements de crédit	5 247,5	30%	3 390,3	21%
Caisse et banques centrales	3 491,6	20%	4 552,3	28%
Ménages	3 488,2	20%	3 626,9	22%
Gouvernement(1)	2 223,9	13%	1 933,8	12%
Autres entreprises financières	1 251,0	7%	1 205,9	7%
Immobilier	617,5	4%	663,2	4%
Créances à court terme (clients divers)	443,9	3%	441,0	3%
Titres de dette détenus à des fins de liquidité (autres secteurs d'activité)	179,4	1%	268,8	2%
Autres	340,5	2%	251,7	2%
Total	17 283,5	100%	16 333,9	100%

(1) La ligne « Gouvernement » est principalement composée de titres d'États de haute qualité.

Les secteurs présentés ci-dessus sont issus des codes de classification NACE (Nomenclature des Activités économiques dans la Communauté Européenne) et des catégories utilisées pour le reporting réglementaire FINREP.

Les créances liées à des commissions à court terme et les titres de dette émis par des sociétés non financières détenus à des fins de liquidités non inclus dans des secteurs spécifiques sont exposés à divers secteurs. Toute exposition à ces secteurs n'est pas considérée par la direction comme pouvant présenter un risque sectoriel significatif et être un indicateur de concentration sectorielle à l'avenir pour les actifs à court terme. Par conséquent, ces expositions ne sont pas analysées de manière plus détaillée dans la présente note.

7.3. Risque de marché. — Les risques de marché associés à la trésorerie et aux instruments de capitaux propres sont décrits ci-dessous en reprenant les différents niveaux de risque.

Le risque de marché découle des activités du Groupe sur les marchés de taux d'intérêt, de change, des métaux précieux, des actions et des titres de dette. L'exposition au risque de marché des activités de trading demeure faible par rapport aux fonds propres, s'agissant davantage de gestion pour compte de tiers que de prises de positions pour compte propre. Les dérivés de change et de taux d'intérêt sont principalement utilisés à des fins de couverture et pour les besoins de la clientèle. Les activités de trading du Groupe portent uniquement sur des produits dits « vanilles », le Groupe ne réalisant pas d'opérations sur dérivés complexes ou autres instruments financiers dits « exotiques ». Plus d'informations sur l'utilisation des instruments dérivés et le traitement comptable des opérations de couvertures sont données dans la Note 10 « Dérivés ».

Chaque entité bancaire doit gérer le risque de marché de manière autonome, en conformité avec son propre appétit aux risques et ses limites approuvées par le Groupe et le WAM ALCOs.

Le Groupe évalue le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire conformément aux exigences de l'ABE, calculé au niveau des entités et sur une base consolidée pour le Groupe.

Étant donné le faible niveau d'activité dans ce domaine et en raison de la stratégie du Groupe visant à minimiser les opérations pour compte propre, le Groupe ne considère pas le risque de marché comme l'un de ses principaux risques (défini comme un risque qu'il a identifié et qu'il gère, et qui est susceptible d'avoir un impact négatif significatif sur sa capacité à atteindre ses objectifs stratégiques).

7.3.1. Instruments de capitaux propres. — Le Groupe est exposé à ce risque du fait de la détention d'instruments de capitaux propres par l'activité de Five Arrows et à travers la détention d'autres instruments de capitaux propres y compris ceux émis par des fonds communs de placement. Le Groupe est également exposé aux risques affectant les sociétés dans lesquelles il investit. Chacun des investissements dans des fonds de Five Arrows est approuvé par la direction et les investissements des fonds sous-jacents surveillés sur une base individuelle.

Si le prix de tous les titres de capitaux propres dont dépendent ces instruments baissait de 5%, au 31 décembre 2024, le résultat après impôt diminuerait de 104,5 millions d'euros (décembre 2023 : 84,2 millions d'euros).

Le tableau suivant détaille le risque de prix attaché aux instruments de capitaux propres du Groupe par zone géographique.

(En millions d'Euros)	31/12/2024	%	31/12/2023	%
Autres pays d'Europe	482,3	29%	389,0	27%
Amériques	435,7	26%	263,4	19%
France	364,7	22%	400,9	28%
Royaume-Uni et Îles Anglo-Normandes	300,9	18%	300,5	21%
Australie et Asie	55,3	3%	41,1	3%
Autres	37,4	2%	21,7	2%
Total	1 676,3	100%	1 416,6	100%

7.3.2. Risque de change. — Le Groupe est exposé aux fluctuations des devises sur ses positions financières et ses flux de trésorerie. Le tableau suivant reprend l'exposition au risque de change qui impacterait le compte de résultat. Les positions nettes du tableau correspondent à la valeur nette comptable des actifs et des passifs en devises autres que ceux libellés dans la monnaie fonctionnelle d'une filiale, après prise en compte des positions sur instruments financiers dérivés.

(En millions d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Longue/(courte)	Longue/(courte)
USD	80,7	54,3
EUR	36,9	24,9
GBP	-9,5	-12,7
CHF	5,0	3,4
Autres	-1,7	-3,0

Une appréciation de 5% de l'euro face aux devises listées dans le tableau ci-dessus induirait une perte dans le compte de résultat du Groupe de 0,6 million d'euros (décembre 2023 : perte de 0,2 million d'euros).

7.3.3. Risque de taux d'intérêt. — Le risque de taux d'intérêt correspond au risque sur le revenu ou le capital provenant des mouvements des taux d'intérêt.

En raison de la nature de son activité, seules les entités bancaires du Groupe sont exposées à un risque de taux d'intérêt important et doivent donc le gérer de manière dynamique. L'un des principaux risques auxquels les banques sont confrontées tient au fait que les profils de taux d'intérêt de leurs actifs ou de leurs passifs peuvent diverger (par exemple, une banque peut avoir des dépôts de clients à taux variable finançant des prêts à la clientèle et des titres détenus à des fins de liquidité à taux fixe et à longue échéance). Le Groupe échappe dans une large mesure à ce risque, car la majorité de ses actifs et passifs bancaires et de trésorerie sont à très court terme, ou assortis de taux d'intérêt variables. Par exemple, ses investissements de trésorerie dans les titres de dette et les effets publics détenus à des fins de liquidité ont une maturité moyenne pondérée de 12 mois (décembre 2023 : 12 mois). Cette moyenne ne prend pas en compte les effets publics avec une maturité initiale de moins de 6 mois qui sont détenus directement comme une alternative aux placements auprès des banques centrales. Lorsque les investissements de trésorerie sont évalués au coût amorti, la différence entre leur valeur comptable et leur juste valeur, principalement attribuable aux changements des taux d'intérêt, est seulement d'environ 2 millions d'euros. Notre exposition au risque de taux d'intérêt sur les portefeuilles de prêts est limitée avec seulement 249 millions d'euros (décembre 2023 : 281 millions d'euros) de prêts non couverts ayant une échéance supérieure à un an, ce qui représente seulement 6% (décembre 2023 : 6%) du total de nos prêts.

Le Groupe calcule le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) conformément aux exigences de l'ABE, préparant les résultats des *stress tests* EVE (valeur économique des fonds propres/ *Economic Value of Equity*) pour chaque scénario de *stress test* prescrit, mesuré en pourcentage des fonds propres CET 1 (*Common Equity Tier 1*). Les résultats illustrent le faible niveau de risque de taux auquel les entités bancaires du Groupe et le Groupe sur une base consolidée sont exposés,

même à l'épreuve de ces *stress tests* rigoureux. Le risque de taux d'intérêt des entités non-bancaires est revu annuellement. Ce risque n'est pas matériel au 31 décembre 2024.

Les résultats des tests IRRBB EVE selon les six scénarios de choc préconisés au 31 décembre 2024 sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les montants proviennent des déclarations réglementaires, mais ne sont pas audités.

	Hausse parallèle	Baisse parallèle	Hausse des taux courts	Baisse des taux courts	Pentification de la courbe	Aplatissement de la courbe
En pourcentage des fonds propres CET 1						
Groupe WAM	1,5%	(4,9%)	0,1%	(2,2%)	0,0%	(0,3%)
Groupe Rothschild et Co	0,4%	(1,3%)	0,0%	(0,6%)	0,0%	(0,1%)

Il existe un risque de taux d'intérêt pour certains dépôts à vue se comportant comme des dépôts sans échéance avec un taux fixe de 0%. Du fait de ce risque, le Groupe effectue un ajustement du comportement des dépôts sans échéance non rémunérés, compte tenu des exigences du régulateur européen et selon des prévisions que certains de ces dépôts se comportent de la même manière qu'un passif à taux fixe. Étant donné que la majorité des dépôts du groupe WAM provient de l'activité de banque privée, ces dépôts ne sont pas considérés comme étant à très long terme. Par conséquent, le Groupe ajuste les hypothèses comportementales du montant stable linéairement sur cinq ans avec le montant non stable avec une durée de trois mois en moyenne. Le Groupe fait également certains ajustements des dépôts à la BCE à l'actif.

7.4. Risque de liquidité.

7.4.1. Liquidité. — Le risque de liquidité découle de la divergence de maturité juridique entre les actifs et les passifs. Il est défini comme le risque qu'une entité du Groupe ne soit pas en mesure de maintenir ou de générer des liquidités suffisantes pour honorer ses obligations de paiement à leur échéance.

— Gestion du risque de liquidité : Le Groupe continue d'adopter une approche prudente du risque de liquidité et de sa gestion, et a conçu son approche dans le cadre global de la stratégie de l'activité de Banque privée et Gestion d'actifs.

Conformément aux limites fixées dans sa politique d'appétit aux risques, le Groupe doit conserver des liquidités suffisantes pour faire face à ses engagements en matière de trésorerie ainsi qu'une marge de sécurité complémentaire (*buffer*) par rapport aux exigences réglementaires et aux exigences de liquidité internes. La politique du Groupe en matière de risque de liquidité est revue chaque année par le WAM et le Group ALCOs. Chaque entité bancaire doit être dotée d'une politique en matière de risque de liquidité qui définit les limites en matière de risque de liquidité, ainsi que la manière dont celui-ci est mesuré, surveillé et contrôlé.

En ligne avec les directives du Gérant, le WAM ALCO est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie de liquidité, d'approuver les politiques locales du risque de liquidité et les limites des filiales bancaires. Le Group ALCO est chargé de développer et de mettre en œuvre la stratégie de gestion de la liquidité, d'approuver la politique et les limites en matière du risque de liquidité du Groupe (*Group Liquidity Risk Policy*) et de mettre en place des mesures raisonnables pour s'assurer de leur conformité avec l'appétit aux risques du Groupe. Le Group ALCO, accompagné par le WAM ALCO, établit et assure le maintien d'un dispositif de gestion du risque de liquidité comportant des délégations de pouvoirs au profit de hauts responsables et fait en sorte que toutes les mesures raisonnables soient prises pour évaluer, surveiller et contrôler le risque de liquidité, ainsi que pour identifier les changements significatifs du profil de liquidité.

Le Group et le WAM ALCOs sont habilités, après évaluation des résultats des *stress tests* appliqués au profil de liquidité, à déclencher, si nécessaire, le plan de financement d'urgence. Le Group et le WAM ALCOs s'assurent que l'impact et le coût de la liquidité des transactions sont pris en compte dans les procédures d'approbation des crédits et des nouveaux produits.

La stratégie du Groupe en matière de gestion des liquidités consiste à maintenir un faible ratio prêts/dépôts aussi bien que des niveaux élevés d'actifs liquides de haute qualité afin d'être en mesure de gérer des appels importants et inattendus de liquidités.

— Présentation du risque de liquidité : Le Groupe conserve une position de liquidité très forte au 31 décembre 2024 avec 11,3 milliards d'euros d'actifs liquides (décembre 2023 : 10,0 milliards d'euros), soit 58% de l'actif brut et 86% des dépôts (décembre 2023 : 55% de l'actif brut et 84% des dépôts). Une analyse des actifs liquides est présentée dans la Note 29 « Trésorerie et équivalents de trésorerie », démontrant que les actifs liquides détenus par le Groupe sont principalement constitués de dépôts auprès de banques centrales et d'établissements bancaires (6,9 milliards d'euros ; décembre 2023 : 6,3 milliards d'euros) et de titres de dette de notation élevée (*investment grade* : 3,8 milliards d'euros ; décembre 2023 : 3,4 milliards d'euros). Ces titres de dette font l'objet d'un contrôle régulier et les positions et limites des notations faibles ont été réduites lorsque cela a été jugé nécessaire. En ce qui concerne l'analyse sectorielle, la majorité de l'exposition concerne les institutions financières et supranationales. L'exposition aux entreprises est de 179 millions d'euros (décembre 2023 : 269 millions d'euros). Cette exposition est raisonnablement bien répartie entre différents secteurs et contreparties.

L'évolution des dépôts de la clientèle fait l'objet d'une étroite surveillance au niveau du Groupe par le biais du ratio prêts/dépôts et du ratio de financement stable net (NSFR). Le ratio prêts/dépôts consolidé du groupe WAM est de 32% en décembre 2024 (décembre 2023 : 34%). Le NSFR, qui est le critère réglementaire permettant de s'assurer que les banques disposent d'un niveau de financement stable approprié pour leur base d'actifs, est largement supérieur à la limite réglementaire au 31 décembre 2024 et nous continuons de nous assurer que nous conservons un profil de risque de liquidité conservateur.

Chacune des banques du Groupe maintient également un ratio prêts/dépôts conservateur. Certains ratios réglementaires de liquidité clés des banques appartenant au Groupe sont présentés ci-dessous et excèdent tous le minimum réglementaire de 100%.

Les montants proviennent des déclarations réglementaires, mais ne sont pas audités.

Ratios de liquidité à court terme (LCR)	31/12/2024	31/12/2023
Rothschild et Co Bank AG	152%	137%
Rothschild martin Maurel	140%	204%
Rothschild et Co Bank International Limited	811%	226%
<i>Limite réglementaire</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>

Ratios de financement stable net (NSFR)	31/12/2024	31/12/2023
Rothschild et Co Bank AG	150%	153%
Rothschild martin Maurel	149%	179%
Rothschild et Co Bank International Limited(1)	266%	198%
<i>Limite réglementaire</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>

(1) Rothschild & Co Bank International Limited n'a pas de limite réglementaire pour les ratios de NSFR.

Le Groupe conserve également d'importantes réserves de liquidités dans ses holdings centrales et autres activités opérationnelles.

7.4.2. Échéance contractuelle. — Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles pour l'ensemble des actifs et passifs financiers consolidés du Groupe.

(En millions d'Euros)	À vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans	À durée indéterminée	31/12/2024
Caisse et banques centrales	3 491,6					3 491,6
Actifs financiers à la FVTPL	649,1	119,0	572,2	584,5	92,7	2 017,5
Instruments dérivés de couverture actifs	0,4	1,3	2,8	1,1		5,6
Titres au coût amorti	1 879,5	843,0	1 106,5	26,9		3 855,9
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 232,2	200,0				3 432,2
Prêts et créances sur la clientèle	1 671,1	1 079,0	1 334,7	232,3		4 317,1
Autres actifs financiers	696,3					696,3
Total	11 620,2	2 242,3	3 016,2	844,8	92,7	17 816,2
Passifs financiers à la FVTPL	52,7	106,6	1,1			160,4
Dettes envers les établissements de crédit et banques centrales	66,3	4,6	14,5	140,7		226,1
Dettes envers la clientèle	11 925,0	1 098,9	47,1			13 071,0
Dettes représentées par un titre	85,1	31,1	2,8			119,0
Dettes de loyers	12,7	37,5	132,8	52,3		235,3
Autres passifs financiers	475,7	0,4				476,1
Total	12 617,5	1 279,1	198,3	193,0		14 287,9
Engagements et garanties donnés	1 143,5					1 143,5

Les engagements de financement et de garantie donnés sont présentés au sein du premier intervalle de temps où ils pourraient être utilisés. Les flux de trésorerie non actualisés des dettes et engagements ne sont pas matériellement différents des montants indiqués dans le tableau des échéances contractuelles ci-dessus.

7.5. Informations sur la juste valeur.

7.5.1. Hiérarchie des justes valeurs. — IFRS 13 requiert, à des fins de publication, que l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers soit classée selon une échelle de trois Niveaux qui rendent compte du caractère observable ou non des données rentrant dans les méthodes d'évaluation.

Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif

Le Niveau 1 comprend les instruments dont la juste valeur est déterminée en utilisant directement des prix cotés sur des marchés actifs. Il s'agit principalement des titres cotés et des dérivés traités sur des marchés organisés dont la liquidité peut être démontrée ainsi que des parts de fonds dont la valeur liquidative est disponible et déterminée quotidiennement.

Niveau 2 : instruments évalués sur la base de modèles d'évaluation reconnus utilisant des données observables autres que les prix cotés

Le Niveau 2 regroupe les instruments qui ne sont pas cotés sur un marché actif, mais dont la technique d'évaluation utilisée intègre des paramètres qui sont soit directement observables (prix), soit indirectement observables (dérivés de prix).

Niveau 3 : instruments évalués selon des modèles qui s'appuient matériellement sur des données non observables

Le Niveau 3 comprend les instruments dont l'évaluation s'appuie, au moins en partie, sur des données de marché non observables qui sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur la valorisation.

7.5.2. Techniques de valorisation utilisées.**7.5.2.1. Actifs détenus majoritairement à la juste valeur par résultat.**

— Titres de capitaux propres : En l'absence de cotation disponible sur un marché actif, un titre de capitaux propres est considéré comme étant de Niveau 3 si un ajustement significatif est apporté à des paramètres observables. Lorsque ces paramètres observables ne font l'objet d'aucun ajustement significatif, le titre est classé en Niveau 2.

Les techniques courantes d'évaluation des titres de capitaux propres détenus par le Groupe soit directement, soit au sein des fonds gérés, sont les suivantes :

— Multiples de transaction :

La technique de valorisation par les multiples de transaction est la méthode d'évaluation utilisée en priorité. Cette méthode s'appuie sur les transactions ayant eu lieu récemment dans le secteur étudié. À partir de la valeur d'entreprise issue de transactions comparables et d'agrégats comme l'EBITDA, l'EBIT ou les revenus, sont établis des multiples qui sont appliqués à l'actif à valoriser.

Les multiples de transaction comportent souvent une prime qui est la conséquence de la négociation menée pendant la transaction. Five Arrows applique donc une décote de négociabilité aux multiples de transaction utilisés pour valoriser les positions retenues dans le portefeuille. Cette décote de négociabilité est plus élevée lorsque le Five Arrows détient une position minoritaire dans la société de portefeuille et ne peut pas réaliser une cession de manière indépendante. Pour les besoins de la hiérarchie des justes valeurs d'IFRS 13, la décote de négociabilité est considérée comme une donnée non observable et, lorsqu'elle est significative, signifie une évaluation de Niveau 3.

— Multiples de comparable boursiers :

Cette méthode consiste à appliquer un multiple au résultat de l'entreprise faisant l'objet de l'évaluation afin d'en déduire une valorisation. Elle repose sur l'application des multiples boursiers d'un échantillon de sociétés comparables cotées aux agrégats de la société à valoriser. Les multiples de résultats utilisés peuvent être le ratio cours/bénéfices nets (PER), le ratio valeur d'entreprise/résultats avant frais financiers et impôt (VE/EBIT) et amortissements (VE/EBITDA).

Les sociétés de l'échantillon retenu opèrent nécessairement dans un secteur proche de celui de la société faisant l'objet de valorisation. Elles doivent être de taille relativement comparable et ont des perspectives de croissance attendues similaires. Des paramètres spécifiques peuvent aussi être pris en compte dans l'échantillon : présence ou non d'activités connexes, sélection par pays, prise en compte des aspects de réglementation propre à chaque marché.

La valeur des entreprises comparables est obtenue en additionnant à la capitalisation boursière, la dette financière nette et les participations ne donnant pas le contrôle. Elle se base sur les dernières données financières disponibles.

Les multiples boursiers s'entendent hors prime de contrôle car l'évaluation se place du point de vue d'un actionnaire minoritaire. Cependant, si l'investissement à évaluer n'est pas coté, l'absence de liquidité par rapport aux sociétés de l'échantillon boursier peut se traduire par l'application d'une décote d'illiquidité. Pour les besoins de la hiérarchie des justes valeurs, une telle décote d'illiquidité est considérée comme une donnée non observable, et qui, lorsqu'elle est significative, entraîne une valorisation de Niveau 3.

— Investissements dans des fonds de *direct lending* qui détiennent des instruments au coût amorti :

Les investissements qui donnent droit à une part des actifs sous-jacents détenus par un fonds sont classés en Niveau 2 lorsque la valeur des actifs sous-jacents est considérée comme étant de Niveau 2. Un exemple serait un fonds détenant des prêts au coût amorti.

— Parts dans des fonds externes : Les parts dans des fonds de capital-investissement ou dans des investissements gérés par des tiers, pour lesquelles le gérant et l'évaluateur externe ont publié une valeur liquidative, peuvent utiliser une technique d'évaluation intégrant des paramètres qui ne sont pas directement observables ou intégrant des données observables avec un ajustement significatif qui n'est pas observable. Lorsqu'il n'est pas clair que les valorisations ont été réalisées uniquement à l'aide de données observables, les fonds externes sont considérés comme étant de Niveau 3.

— Produits de *Credit management* : Les tranches juniors et subordonnées des véhicules titrisés détenus directement par le Groupe sont évaluées à l'aide des prix obtenus auprès de courtiers actifs et/ou de négociateurs. Les transactions ne se font pas nécessairement aux prix indiqués en raison de la nature des titres détenus et de leur volume de transaction habituellement faible. Par conséquent, celles-ci sont considérées comme étant du Niveau 2.

Le Groupe détient des participations dans des sociétés d'investissement de crédit qui investissent dans des tranches subordonnées de CLO. Les tranches subordonnées de CLO sont valorisées par un prestataire d'évaluation externe utilisant une technique d'actualisation des flux de trésorerie (DCF) (« *mark to model* »). Cette dernière se base sur des hypothèses des flux de trésorerie futurs générés par les tranches de CLO sous-jacentes. Certaines de ces hypothèses, dont les taux de défaut et de recouvrement sont considérés comme les plus significatifs, constituent des données non observables. De ce fait, cette évaluation est classée en Niveau 3.

Les autres investissements du *Credit management* sont principalement constitués de fonds d'investissement et de comptes sous gestion. La plupart d'entre eux sont évalués sur la base des cours de marché et sont classés en Niveau 2.

— Dérivés : La juste valeur est principalement dérivée de prix ou de cours d'autres instruments de Niveaux 1 et 2, par extrapolation standard du marché ou interpolation ou par corroboration avec des transactions réelles. La juste valeur est dérivée d'autres techniques et modèles standard. Le modèle d'évaluation le plus fréquemment utilisé est la technique d'actualisation des flux de trésorerie (DCF). Les valorisations issues de ces modèles sont affectées de manière significative par les hypothèses d'évaluation utilisées, telles que les montants et les dates de règlement des flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation et le risque de crédit. Lorsque ces paramètres sont construits sur la base de données directement observables, les dérivés sont classés en Niveau 2.

7.5.2.2. Actifs détenus majoritairement au coût amorti. — Lors de l'évaluation de la juste valeur des instruments au coût amorti classés en Niveau 2, le Groupe estime le risque de défaut de la contrepartie et calcule la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, en tenant compte de la situation financière du débiteur. Le Groupe considère, en l'absence de tout facteur indiquant qu'elle est sensiblement différente de la valeur nette comptable, que la juste valeur est égale à la valeur comptable pour 1) les instruments à taux variable; 2) les instruments à taux fixe dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à un an ; et 3) les expositions à vue.

— Prêts et créances aux/dettes envers les établissements de crédit et à la clientèle : Les prêts et dépôts sont généralement classés en Niveau 2. Dans le cas d'une différence des taux d'intérêt ou de toute autre composante des prêts indiquant que la juste valeur de l'actif est sensiblement différente de la valeur nette comptable, la juste valeur d'instruments non cités dans le paragraphe ci-dessus est ajustée en conséquence.

Pour les titres reçus et donnés en pension livrée et les dettes envers les banques et la clientèle, la juste valeur est déterminée en utilisant une technique DCF avec des taux d'actualisation ajustés de la marge de crédit qui leur est appliquée.

Les prêts douteux dont la valeur comptable est déterminée par un DCF, en considérant les meilleures estimations des flux de trésorerie recouvrables, sont classés en Niveau 3.

— Titres de dette et dettes représentées par un titre : Les titres de dette sont principalement des obligations d'État, des obligations d'entreprises, des tranches seniors de CLO et des certificats de dépôt. Ils sont classés en Niveau 1 s'ils sont cotés, ou en Niveau 2 lorsque les prix externes pour les mêmes types de titres peuvent être régulièrement observés chez un nombre significatif de teneurs de marché qui sont actifs sur ces lignes, bien que ces prix ne soient pas directement des prix de négociation (lorsqu'ils sont fournis, par exemple, par un consensus de teneurs de marché ou par des courtiers et/ou des vendeurs actifs). Si les prix ne sont pas directement observables sur les marchés, une évaluation de type DCF est utilisée. Le taux d'actualisation utilisé est ajusté de la marge de crédit applicable déterminée par rapport à des instruments similaires cotés sur un marché actif pour des contreparties comparables.

7.5.3. Juste valeur des instruments financiers :

— Comptabilisés au coût amorti :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable	Juste valeur	31/12/2024		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers					
Caisse et banques centrales	3 491,6	3 491,6		3 491,6	
Titres au coût amorti	3 855,9	3 858,1	3 831,2	26,9	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 432,2	3 432,2		3 432,2	
Prêts et créances sur la clientèle	4 317,1	4 307,9		4 289,8	18,1
Total	15 096,8	15 089,8	3 831,2	11 240,5	18,1
Passifs financiers					
Dettes envers les banques et les établissements de crédit	226,1	200,9		200,9	
Dettes envers la clientèle	13 071,0	13 071,5		13 071,5	
Dettes représentées par un titre	119,0	119,0		119,0	
Total	13 416,1	13 391,4		13 391,4	

(En millions d'Euros)	Valeur comptable	Juste valeur	31/12/2023		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers					
Caisse et banques centrales	4 552,3	4 552,3		4 552,3	
Titres au coût amorti	3 418,1	3 406,4	3 362,4	44,0	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 727,3	1 727,3		1 727,3	
Prêts et créances sur la clientèle	4 331,2	4 303,0		4 295,6	7,4
Total	14 028,9	13 989,0	3 362,4	10 619,2	7,4
Passifs financiers					
Dettes envers les banques et les établissements de crédit	333,9	316,9		316,9	
Dettes envers la clientèle	11 892,4	11 889,4		11 889,4	
Dettes représentées par un titre	148,2	148,2		148,2	
Total	12 374,5	12 354,5		12 354,5	

— Comptabilisés à la juste valeur :

(En millions d'Euros)	Total	31/12/2024		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Fonds de placement collectifs	502,9	481,6	21,3	
Actifs financiers à la FVTPL détenus à des fins d'investissement	1 235,2	4,0	274,6	956,6
Autres actifs financiers à la FVTPL	59,9	59,9		
Instruments financiers dérivés	225,2		225,2	
Total	2 023,2	545,5	521,1	956,6
Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	160,3		160,3	
Total	160,3		160,3	

(En millions d'Euros)	Total	31/12/2023		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Fonds de placement collectifs	384,2	363,8	20,4	
Actifs financiers à la FVTPL détenus à des fins d'investissement	1 048,1	5,7	196,7	845,7
Autres actifs financiers à la FVTPL	62,1	62,1		
Instruments financiers dérivés	123,5		123,5	
Total	1 617,9	431,6	340,6	845,7
Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	188,4		188,4	
Total	188,4		188,4	

7.5.4. Informations complémentaires sur les instruments comptabilisés à la juste valeur de Niveau 3

— Mouvements des actifs classés en Niveau 3 :

Le tableau suivant présente, pour la période, les mouvements dans les actifs dont les méthodes de valorisation sont classées en Niveau 3. Toutes les variations de valeur sont enregistrées au compte de résultat en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». La majeure partie des plus ou moins-values sont latentes.

(En millions d'Euros)	Parts de fonds et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total
Au 1er janvier 2024	843,9	1,8	845,7
Total des gains sur la période enregistrés au compte de résultat	106,3	0,3	106,6
Acquisitions	125,0		125,0
Cessions	-120,4	-0,4	-120,8
Autres mouvements		0,1	0,1
Au 31 décembre 2024	954,8	1,8	956,6

Dans la hiérarchie des justes valeurs décrite ci-dessus, le Groupe applique une méthode comptable consistant à classer ses investissements non cotés en Niveau 2 lorsque les données significatives pour la valorisation sont observables. Toutefois, lorsque des données significatives non observables sont utilisées pour les valorisations, celles-ci sont classées en Niveau 3. Les informations relatives aux données utilisées pour la valorisation des actifs de Niveau 3, y compris les éléments non observables, sont présentées ci-après.

— Données et hypothèses utilisées pour valoriser les actifs du Niveau 3 :

Le tableau suivant fait état des données et hypothèses utilisées pour valoriser les actifs de Niveau 3. Lorsque la participation du Groupe concerne un fonds géré ou un portefeuille géré par un tiers, la méthode de valorisation reprend celle utilisée pour les investissements sous-jacents du fonds, dans lequel le Groupe détient une participation.

Les principales données non observables sont des moyennes pondérées.

Investissement	31/12/2024		
	Montant (en millions d'euros)	Méthode d'évaluation	Principales données non observables
Investissements en actions non cotées, gérés par le Groupe	527,2	Multiple de transaction ou de comparable boursiers (avant actualisation) 21,2x	Décote de négociabilité et d'illiquidité 6,4%
Investissements en actions non cotées, gérés par le Groupe	66,8	Sortie en cours de négociation N/A	Prix en cours de négociation N/A
Investissements dans des fonds Five Arrows investissant dans des fonds/portefeuilles gérés par des tiers	251,7	Valeur actif net basée sur une valorisation externe N/A	Paramètres utilisés pour la valorisation externe N/A
Investissements dans des fonds gérés par des tiers	22,3	Valeur actif net basée sur une valorisation externe N/A	Paramètres utilisés pour la valorisation externe N/A
Participations dans des sociétés d'investissement de crédit	79,7	Mark to model N/A	Taux de défaut et de recouvrement 2,3%
Autres	7,1	N/A N/A	N/A N/A
Total	954,8		

Investissement	31/12/2023		
	Montant (en millions d'euros)	Méthode d'évaluation	Principales données non observables
Investissements en actions non cotées, gérés par le Groupe	534,1	Multiple de transaction ou de comparable boursiers (avant actualisation)	Décote de négociabilité et d'illiquidité 8,9%
Investissements dans des fonds Five Arrows investissant dans des fonds/portefeuilles gérés par des tiers	206,2	Valeur actif net basée sur une valorisation externe	Paramètres utilisés pour la valorisation externe N/A
Investissements dans des fonds gérés par des tiers	21,7	Valeur actif net basée sur une valorisation externe	Paramètres utilisés pour la valorisation externe N/A
Participations dans des sociétés d'investissement de crédit	76,1	Mark to model	Taux de défaut et de recouvrement 2,3%
Autres	5,8	N/A	N/A
Total	843,9		

Sur les 955 millions d'euros de titres de capitaux propres à la FVTPL classés en Niveau 3 au 31 décembre 2024, 527 millions d'euros sont des investissements réalisés par le Groupe dans des fonds gérés dont la plupart des instruments sous-jacents sont évalués en utilisant un multiple de transaction ou de comparable boursiers ou une valorisation externe. La principale donnée non observable est la décote appliquée aux multiples retenus. Elle reflète la différence de valeur entre un actif détenu en portefeuille et (I) un actif comparable évalué dans le cadre d'une transaction exécutée ; ou (II) un actif qui opère dans la même branche que l'actif conservé en portefeuille, mais qui présente des différences en termes de taille, de portée géographique, d'activité spécifique, etc.

Pour quantifier la sensibilité de la juste valeur de ces investissements, le Groupe a déterminé l'impact d'une baisse de 5% de la valeur comptable des instruments sous-jacents. Dans un tel cas, l'incidence serait une charge avant impôt de 42,7 millions d'euros, ou 8,1% de ce type d'actif (décembre 2023 : 7,0%).

Par ailleurs, les investissements réalisés dans des portefeuilles et fonds, dont les actifs sous-jacents sont valorisés par un tiers, s'élevaient à 274 millions d'euros. Dans la mesure où l'ensemble des détails des méthodes de valorisation de ces instruments n'est pas disponible, le Groupe est parti du postulat qu'elles ne reposent peut-être pas sur des données observables. Ils sont donc classés en Niveau 3 ; aucun de ces actifs sous-jacents n'est individuellement significatif pour les comptes du Groupe. De plus, 67 millions d'euros d'investissements font actuellement l'objet d'un processus de sortie et sont évalués par rapport à un prix de sortie réaliste en cours de négociation. Pour quantifier la sensibilité à la juste valeur des actifs sous-jacents de ces types d'instruments, le Groupe a déterminé l'impact dans le cas d'une baisse de 5% de la valeur comptable. Dans ce cas, une charge avant impôt au compte de résultat serait de 18,8 millions d'euros ou 5,5% de la valeur de ces types d'instruments (décembre 2023 : 4,9%).

La principale donnée non observable pour valoriser les participations dans des sociétés d'investissement de crédit est considérée comme le taux de défaut. Si le taux de défaut moyen venait à augmenter de 25%, la valeur des participations baisserait de 5,5 millions d'euros ou 7,0% (décembre 2023 : 5,3%).

7.5.5. Dispositif de contrôle dans le processus d'établissement des valorisations.

— Five Arrows : L'établissement des justes valeurs est soumis à des procédures de contrôle visant à vérifier qu'elles sont déterminées ou validées par une fonction indépendante. Les justes valeurs déterminées par référence à des prix de cotation externes ou des paramètres de marché sont validées par le comité de valorisation du fonds concerné. En outre, des vérifications systématiques sont effectuées afin de s'assurer que les multiples de transactions retenus restent cohérents avec l'environnement de marché actuel en les comparant aux multiples de sociétés comparables cotées en Bourse.

Ces comités revoient les valorisations des investissements réalisés par Five Arrows trimestriellement pour ses fonds de capital-investissement destinés aux entreprises et deux fois par an pour les autres fonds.

Les paramètres de valorisation revus lors des comités incluent :

- la cohérence des sources diverses ;
- la cohérence des hypothèses de valorisation et des ajustements y afférents (le cas échéant) ;
- les événements qui se sont produits au cours de la période et qui pourraient affecter la valorisation ; et
- la fréquence à laquelle les données sont mises à jour.

Les parts de fonds de Five Arrows sont évaluées par leurs sociétés de gestion en conformité avec les indications de l' *International Private Equity and Venture Capital Valuation board* (IPEV), ou avec d'autres référentiels pertinents communément admis par la profession. Les comités de valorisation agissent comme évaluateurs au sens de la directive *Alternative Investment Fund Managers* (directive AIFM).

De plus, l'évaluation des actifs détenus par les fonds de Five Arrows est revue et validée dans le cadre de l'audit statutaire de ces fonds.

— Valorisation des instruments dérivés : Les instruments dérivés négociés de gré à gré par le Groupe (c'est-à-dire hors marchés organisés) sont évalués au moyen de modèles d'évaluation externes. Ces modèles permettent de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus. Les instruments financiers dérivés du Groupe sont de type « vanille », comme des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises, et les techniques de modélisation utilisées dans ce cas sont des modèles usuels dans le secteur financier. Les données utilisées par ces modèles d'évaluation sont déterminées à partir de données observables de marché, comprenant des informations données par les Bourses, les courtiers ou les fournisseurs de prix de consensus. Les dérivés de changes sont évalués dans le marché où ils sont négociés. Les contrats font l'objet d'appels de marge en fonction des valorisations.

8. – Impacts et risques financiers liés au changement climatique.

Un pilier clé de la stratégie du Groupe R&Co est son ambition à long terme d'aider à faciliter la transition écologique et durable de l'économie mondiale grâce à son influence et son expertise.

Conscient que les risques physiques et les risques de transition liés au climat sont susceptibles de déstabiliser l'économie mondiale, le Groupe s'est engagé à soutenir et à contribuer à la transition vers une économie bas carbone. Cet engagement avait été l'une des principales priorités du cadre ESG du Groupe à partir de 2021, qui considère les priorités relatives aux risques, opportunités et impacts liés au développement durable à tous les niveaux de notre organisation.

Le Groupe a revu son analyse portant sur les questions de durabilité les plus importantes lors de l'exercice d'Analyse de Double Matérialité. Celle-ci est fondée sur la définition de la matérialité financière des risques et des opportunités, ainsi que de la matérialité de l'impact, telles que définies dans les normes européennes de reporting de durabilité (ESRS). L'évaluation de la matérialité financière du Groupe a conduit que :

- L'exposition aux risques physiques et de transition inhérents liés au climat via des solutions d'investissement pour les activités de Banque privée et Gestion d'actifs (WAM), ainsi que de Five Arrows, a le potentiel d'impacter la trajectoire des revenus du Groupe à moyen et long termes.
- Un risque de réputation inhérent existe, lié à la diversité des perceptions et des attentes des parties prenantes concernant les engagements pris par le Groupe en matière de climat.
- Des risques et opportunités existent au sein du métier de Conseil financier, du fait de l'exposition des revenus à des clients opérant dans des secteurs impactés par, ou cruciaux pour la transition bas-carbone.

Pour une description plus détaillée des risques inhérents, ainsi que des politiques et actions mises en place visant à atténuer ces risques, veuillez-vous référer à la déclaration de développement durable 2024 du Groupe. Il ressort de l'analyse de matérialité financière que la probabilité de risques opérationnels résiduels est suffisamment atténuée à court terme via l'ensemble des politiques et procédures existantes.

8.1. Gouvernance des objectifs et risques liés au changement climatique.

— Gouvernance des sujets de développement durable : L'ambition de développement durable est un pilier central de la stratégie du Groupe, et la gouvernance des sujets de développement durable, y compris la prise en compte des impacts du changement climatique, suit le modèle de gouvernance du Groupe avec les rôles et responsabilités clairement définis.

La direction générale de R&Co a créé un comité dédié aux questions liées à la durabilité : le Comité Développement Durable du Groupe (*Group Sustainability Committee – GSC*). Le GSC conseille sur les questions stratégiques transversales de développement durable pertinentes à l'échelle du Groupe et/ou celles qui pourraient affecter la position et la réputation de l'entreprise en matière de développement durable, y compris l'examen des impacts importants en matière de développement durable, des risques, des opportunités et des priorités stratégiques globales relatives au développement durable ; l'alignement sur les questions de durabilité affectant le Groupe ; les questions relatives aux différentes politiques et initiatives ; l'examen de la déclaration de développement durable du Groupe. Ce Comité est co-présidé par l'un des *Managing Partners* et la Directrice Développement Durable du Groupe. Il se compose de représentants seniors qui apportent des connaissances commerciales pertinentes et une expertise en la matière.

Le Conseil de Surveillance est régulièrement informé des évolutions relatives au développement durable. Des comités spécialisés du Conseil de Surveillance conduisent les travaux sur les questions de durabilité comme suit :

- Le Comité d'Audit du Groupe est responsable, entre autres, de l'examen du processus d'élaboration et de diffusion de l'information financière et non financière, ainsi que de l'examen de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et d'audit interne, en particulier en ce qui concerne l'exposition aux risques, y compris concernant les sujets de développement durable.
- Le Comité Développement Durable du Conseil de Surveillance s'assure que le Groupe examine les questions relatives au Développement Durable en accord avec les priorités stratégiques de l'entreprise et identifie et traite les opportunités et les risques associés. Le Comité suit et examine les priorités stratégiques, les politiques mises en œuvre et les cibles fixés par le Groupe et ses différentes entités en matière de développement durable.
- Le Comité des Risques du Conseil de Surveillance conseille le Conseil de Surveillance sur l'appétit aux risques du Groupe et sa stratégie actuelle et future. En outre, il examine l'efficacité et la cohérence des dispositifs de gestion des risques déployés dans le Groupe afin de garantir dans la mesure du possible la prévention, la détection et/ou la gestion des risques potentiels et/ou déjà identifiés, y compris les risques en matière sociale, sociétale et environnementale.

8.2. Le risque climatique appliqué aux comptes du Groupe. — Le Groupe continue d'évaluer les effets du changement climatique sur ses comptes qui pourraient éventuellement provenir de l'exposition inhérente des investissements et revenus aux risques physiques et de transition liés au climat et/ou des risques liés à la réputation. Les effets financiers peuvent résulter à la fois d'un impact potentiel sur la performance et sur le bilan du Groupe, et/ou des actions mises en œuvre par le Groupe au regard de ses engagements environnementaux.

8.2.1. Prise en compte du risque climatique lors des tests de dépréciation des actifs incorporels et des écarts d'acquisition.

Lors de l'évaluation de ses actifs incorporels et de ses UGT, le Groupe utilise principalement des données telles que les taux d'actualisation, les taux de redevance et les taux de croissance à l'infini qui sont observés sur le marché et qui reflètent donc les attentes actuelles en matière d'impacts climatiques. L'impact du risque climatique n'est pas considéré comme financièrement significatif pour les comptes du Groupe.

8.2.2. Prise en compte du risque climatique dans le processus d'évaluation des risques liés à nos activités bancaires.

Le Groupe considère que les risques climatiques n'ont pas d'impact significatif sur les risques de crédit, de liquidité et de marché liés aux activités de banque et de trésorerie du Groupe.

Les activités de prêt chez Rothschild & Co sont principalement destinées aux clients privés dans cadre de l'activité de WAM. Les nouveaux clients sont soumis à un processus d'acceptation rigoureux, conçu pour protéger le Groupe de tout risque potentiel de réputation. Les actifs servant de garantie aux activités de prêts Lombard sont intrinsèquement guidés par la politique d'investissement du Groupe sur les actifs de l'activité de WAM, qui intègre les principes ESG. Lorsque la garantie des prêts Lombard comprend des actifs non gérés par la division Gestion d'actifs, le Groupe met en œuvre une politique consistant à appliquer un ratio prêt-valeur de zéro à tous les actifs qui ne sont pas conformes à la politique cadre d'exclusion d'investissements du Groupe.

Une politique d'intégration des considérations ESG dans les activités des prêts immobiliers du Groupe a également été mise en œuvre, visant à garantir que les risques ESG sont pris en compte pour chaque décision de crédit pour les prêts immobiliers au Royaume-Uni, en France et en Suisse.

8.2.3. Prise en compte du risque climatique dans l'évaluation des dépenses opérationnelles.

Rothschild & Co s'est fixé pour objectif de contribuer à une économie plus durable sur le plan environnemental et de limiter son impact sur l'environnement. Les coûts d'exploitation directs liés à ces objectifs concernent principalement l'achat de crédits de compensation carbone et de carburant durable d'aviation.

L'impact financier de ces objectifs est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les émissions ou les vols concernés se produisent. Les objectifs ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'une provision à la date de clôture des comptes.

8.2.4. Prise en compte du risque climatique dans les autres actifs et passifs.

Au 31 décembre 2024, le risque climatique ne remet pas en cause la valeur comptable des actifs. Le Groupe n'a pas, à ce jour, identifié de litige ou d'obligation lié, ni de contrats susceptibles de devenir déficitaires en raison du risque climatique, et ainsi n'estime pas qu'il est nécessaire de constater des provisions ou des passifs éventuels liés à ceux-ci.

En résumé, le Groupe considère que le changement climatique n'a pas d'impact significatif sur ses comptes au 31 décembre 2024.

9. – Périmètre de consolidation.

En réponse à l'article 89 de CRD V, l'article L.511-45 du Code monétaire et financier impose aux compagnies financières holding de publier des informations sur leurs implantations et leurs activités dans certains états ou territoires.

Le tableau suivant recense les filiales et les entreprises associées les plus significatives au regard des comptes consolidés du Groupe, ainsi que le territoire où elles sont domiciliées. La liste ci-dessous n'inclut pas les filiales dormantes, sur la base de leur caractère non significatif. Les abréviations pour les activités suivantes sont définies dans le glossaire des présents comptes consolidés.

		31/12/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation ⁽¹⁾	
Noms des sociétés	Activité	% de contrôle du Groupe	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	% d'intérêt du Groupe	31/12/2024	31/12/2023
AFRIQUE DU SUD							
Rothschild & Co (South Africa) Foundation Trust	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild and Co South Africa (Pty) Ltd	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Southern Arrows Proprietary Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
ALLEMAGNE							
Redburn (France) SA - German Branch	GA	100,00	100,00	-	-	IG	-
Rothschild & Co Deutschland GmbH	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Vermögensverwaltung GmbH	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
ARABIE SAOUDITE							
Rothschild & Co Financial Advisory Company	GA	100,00	100,00	-	-	IG	-
AUSTRALIE							
Rothschild & Co Australia Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
BELGIQUE							
Rothschild & Co Belgium SA	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management Belgium - Belgium branch	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
BRÉSIL							
Rothschild & Co Brasil Ltda	GA	92,41	100,00	92,41	100,00	IG	IG
CANADA							
Rothschild & Co Canada Inc.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Holdings Canada Inc.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Securities Canada Inc.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
CHINE							
Rothschild & Co Financial Advisory (Shanghai) Company Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
DANEMARK							
N.M. Rothschild & Sons Limited, Denmark Filial	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
ÉMIRATS ARABES UNIS							
Rothschild & Co Europe B.V. - Abu Dhabi Representative Office	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Middle East Limited	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Middle East Limited - Abu Dhabi branch	GA	100,00	99,99	-	-	IG	-
Rothschild & Co Wealth Management Middle East Limited	WAM	100,00	100,00	-	-	IG	-
ESPAGNE							
Redburn (France) SA - Spanish Branch	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management Spain, A.V., S.A	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
RothschildCo España S.A.	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
ÉTATS-UNIS							
FACP General Partner LP	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
FACP GP-GP	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Managers (North America) LLC	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Managers (USA) LLC	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
PO Elevation Rock, Inc	FA	-	-	100,00	100,00	-	IG
Redburn (USA) LLC	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co North America Holdings Inc.	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co North America Inc.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Realty Group Inc.	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co US Inc.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
FINLANDE							
Five Arrows Managers – Finland branch	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
FRANCE							
Aida SAS	Autre	-	-	100,00	100,00	-	IG
Aix-Rabelais SAS	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Cavour SAS	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Concordia Holding Sarl	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Courtage Etoile SNC	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Managers GP SAS	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG

(1) IG: intégration globale. MEE: mise en équivalence.

Noms des sociétés	Activité	31/12/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation ⁽¹⁾	
		% de contrôle du Groupe	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	% d'intérêt du Groupe	31/12/2024	31/12/2023
Five Arrows Managers SAS	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
GIE Rothschild & Co	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
K Développement SAS	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Montaigne Rabelais SAS	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Paris Orléans Holding Bancaire SAS	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
PO Fonds SAS	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
R&Co Investments France SAS	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Redburn (France) SA	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Cie SCS ⁽²⁾	GA	99,97	99,97	99,97	99,97	IG	IG
Rothschild & Co Asset Management SCS ⁽²⁾	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Immobilier SCS ⁽²⁾	GA	99,83	99,80	99,80	99,77	IG	IG
Rothschild & Co Martin Maurel SA	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co SCA	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	Société mère	Société mère
Rothschild & Co TA SCS ⁽²⁾	GA	100,00	99,97	100,00	99,97	IG	IG
Rothschild & Co Wealth & Asset Management SAS	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild Martin Maurel Courtage SAS	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SCI Du 20 Rue Grignan	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SCI Du 6 Rue De La Bourse	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SCI Prado Marveyre	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Transaction R&Co Immobilier SCS ⁽²⁾	GA	100,00	99,40	100,00	99,45	IG	IG
Transaction R&Co SCS ⁽²⁾	GA	99,43	99,40	99,48	99,45	IG	IG
TrésorPlus	WAM	-	-	100,00	100,00	-	IG
TRR Partenaires SAS	GA	75,00	74,55	75,00	74,59	IG	IG
Verdi SAS	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Verseau SAS	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Wargny BBR SA	WAM	100,00	100,00	94,66	99,99	IG	IG
GRÈCE							
Rothschild & Co Greece Single Member S.A.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
GUERNESEY							
Jofran Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Maison (C.I.) Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Asset Management Holdings (CI) Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Bank International Limited	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Continuation Finance CI Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Shield Holdings (Guernsey) Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
TM New Court Plan Trust	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
HONG KONG							
Rothschild & Co Hong Kong Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
ÎLES CAÏMANS							
Auster Capital Ltd	FA	30,00	30,00	30,00	30,00	MEE	MEE
Auster Fund Advisory Ltd	FA	30,00	30,00	30,00	30,00	MEE	MEE
Auster Holdings Ltd	FA	30,00	30,00	30,00	30,00	MEE	MEE
INDE							
Rothschild & Co Global Services Private Limited	GA	100,00	100,00	-	-	IG	-
Rothschild & Co India Private Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
INDONÉSIE							
PT RothschildCo Advisory Indonesia	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
ISRAËL							
Rothschild & Co Israel B.V. - Israel Branch	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management (Israel) Ltd	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
ITALIE							
Rothschild & Co Asset Management Milan Branch	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Italia S.p.A.	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management Italy SIM SpA	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
JAPON							
Five Arrows Managers SA - Japan branch	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Japan Ltd	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
JERSEY							
Arena Plaza Jersey GP Limited	Autre	-	-	100,00	100,00	-	IG
LUXEMBOURG							
Elsinore I GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
FACS C General Partner	FA	-	-	100,00	100,00	-	IG
FAMI GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
FIN PO S.A., SICAR	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Credit Solutions General Partner	FA	-	-	100,00	100,00	-	IG
Five Arrows Managers SA	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Principal Investments International Feeder SCA SICAR	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows U.S. Loan Fund GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Umbrella Credit Fund GP	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Hernance Capital Management Sarl	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG

(1) IG: intégration globale. MEE: mise en équivalence.

(2) Certaines des filiales sont des sociétés en commandite simple (SCS). Le pourcentage d'intérêts figurant dans les comptes consolidés est calculé conformément aux dispositions statutaires applicables aux SCS sur la base du résultat social de chacune d'entre elles.

Noms des sociétés	Activité	31/12/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation ⁽¹⁾	
		% de contrôle du Groupe	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	% d'intérêt du Groupe	31/12/2024	31/12/2023
HRA Investment SCSp	FA	-	-	84,62	84,62	-	IG
Oberon GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Oberon II GP S.à r.l.	FA	-	-	100,00	100,00	-	IG
Oberon III GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Parallél GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
PO Co Invest GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Investment Managers S.A.	FA et WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management (Europe) S.A.	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
RPI Invest 2 SCSp	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
RPO GP S.à r.l.	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
RPO Invest 1 SCSp	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
MALAISIE							
RothschildCo Malaysia Sdn. Bhd.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
MEXIQUE							
Rothschild & Co Mexico, S.A. de C.V.	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
MONACO							
Rothschild & Co Asset Management Monaco	WAM	99,50	99,44	99,50	99,44	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management Monaco	WAM	99,94	99,94	99,94	99,94	IG	IG
PAYS-BAS							
Rothschild & Co CIS B.V.	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Continuation Finance B.V.	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Europe B.V.	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co Israel BV	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
POLOGNE							
Rothschild & Co Polska sp. z o. o.	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
QATAR							
Rothschild & Co Doha LLC	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
ROYAUME-UNI							
Arrowpoint Advisory Services Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Continuation Computers Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows (Scotland) General Partner Limited	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Credit Solutions Co-Investments, LP	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Finance Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Holding UK Limited	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Five Arrows Managers LLP	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
International Property Finance (Spain) Limited	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Lanebridge Holdings Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Lanebridge Investment Management Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Marplace (Number 480) Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
N.M. Rothschild & Sons Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
New Court Securities Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
O.C. Investments Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
R&Co Equity Markets Solutions Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Redburn (Europe) Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Australia Holdings Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Continuation Finance Holdings Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Continuation Finance PLC	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Continuation Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Credit Management Limited	FA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Holdings Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Wealth Management UK Limited	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Second Continuation Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Shield MBCA Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Shield Trust Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Third New Court Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Walbrook Assets Limited	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
RUSSIE							
Rothschild & Co CIS B.V. - Moscow Branch	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
Rothschild & Co CIS B.V. Moscow Representative Office	GA	-	-	100,00	99,99	-	IG
SINGAPOUR							
Rothschild & Co Singapore Limited	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SUÈDE							
Rothschild & Co Nordic AB	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG
SUISSE							
Holding Pâris Bertrand SA	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Pâris Bertrand Holding SA	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Bank AG	WAM	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Continuation Holdings AG	Autre	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
Rothschild & Co Global Advisory Switzerland AG	GA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
TURQUIE							
Rothschild & Co Kurumsal Finansman Hizmetleri Limited Sirketi	GA	100,00	99,99	100,00	99,99	IG	IG

⁽¹⁾ IG: intégration globale. MEE: mise en équivalence.

10. – Abréviations et glossaire.

Terme	Définition
ABE	Autorité Bancaire Européenne
Analyse de Double Matérialité	Analyse des enjeux de développement durable les plus importants pour l'organisation, réalisée en évaluant leur impact sur une liste prédéfinie de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, tout en considérant si ces facteurs présentent des risques ou des opportunités financières importantes.
Banque privée et Gestion d'actifs (WAM)	Segment d'activité
Catégorie 1/2/3/4/5	Classement interne du risque de crédit, expliqué au paragraphe 7.2.2
CCC	Comité de crédit dédié aux entreprises – <i>Corporate Credit Committee</i>
Comité de Crédit du Groupe	Comité qui rapporte au Group ALCO
Comité d'Audit du Groupe	Comité au sein du Conseil de Surveillance
Comité des Risques	Comité au sein du Conseil de Surveillance
Comité Développement Durable du Groupe	Comité du Groupe dédié aux questions de durabilité
Concordia	Rothschild & Co Concordia SAS, société mère de Rothschild & Co SCA
Conseil de Surveillance	Conseil de Surveillance de Rothschild & Co SCA
Conseil en financement	Sous-ensemble de l'activité de Conseil financier, qui englobe le conseil en financement et restructuration de dette et <i>Equity Markets Solutions</i> .
Conseil financier (GA)	Segment d'activité
CRD IV/V	<i>Capital Requirements Directive IV/V</i>
CSRD	Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (<i>Corporate Sustainability Reporting Directive</i>), étant une directive de l'Union européenne pour les grandes entreprises et les entreprises cotées, les obligeant à divulguer dans leur déclaration de durabilité des informations sur la manière dont elles suivent un large éventail de sujets matériels liés à la durabilité et leur impact, avec pour principal objectif de favoriser la responsabilité et la transparence, tout en promouvant des pratiques et des investissements durables.
DCF	Flux de trésorerie actualisés – <i>Discounted cash flow</i>
EAD	Exposition au moment du défaut – <i>Exposure at default</i> (IFRS 9)
EBT	Trust juridiquement indépendant pour les avantages sociaux des salariés – <i>Employee benefit trust</i>
ECL	Pertes de crédit attendues – <i>Expected Credit Loss</i> (IFRS 9), qui peuvent être évaluées soit pour les 12 mois à venir (12m ECL) soit à maturité (lifetime ECL)
ESG	Environnement, social et gouvernance
ESRS	Normes européennes de reporting de durabilité (<i>European Sustainability Reporting Standards</i>), couvrant les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance sur lesquels les entreprises soumises à la CSRD doivent rendre compte.
Étape 1/2/3	Évaluation de la qualité du crédit (IFRS 9)
ETP	Employé à temps plein
EVE	Valeur économique des fonds propres – <i>Economic value of equity</i>
FINREP	Normes d'information financière qui précisent les informations financières requises pour la production des rapports réglementaires - <i>FINancial REPorting</i>
Five Arrows (FA)	Segment d'activité
Fonction Risques du Groupe	Département interne chargé de veiller à la mise en œuvre de processus de gestion des risques adéquats au sein du Groupe, de communiquer un état global des expositions aux risques à l'échelle du Groupe, de fournir une vision indépendante et objective des risques de l'activité ainsi que de s'assurer qu'ils sont conformes à la stratégie et à l'appétit au risque du Groupe
Fonds Suisses	Rothschild & Co Bank AG Zurich <i>pension funds</i>
Fonds UK	N M Rothschild & Sons Limited <i>pension fund</i>
FVOCI	Juste valeur par capitaux propres – <i>Fair value through other comprehensive income</i>
FVTPL	Juste valeur par résultat – <i>Fair value through profit or loss</i>
Gérant	Rothschild & Co Gestion SAS, gérant de Rothschild & Co SCA
Group ALCO	Comité de gestion actifs-passifs du groupe – <i>Group assets and liabilities committee</i>
Groupe	Rothschild & Co SCA et ses filiales consolidées
IASB	Organisme international chargé de l'élaboration des normes comptables – <i>International Accounting Standards Board</i>
IFPR	Régime prudentiel britannique – <i>Investment Firms Prudential Regime</i>

IFRS	Normes internationales d'information financière – <i>International Financial Reporting Standards</i>
IRRBB	Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire – <i>Interest rate risk in the banking book</i>
LCR	Ratio de liquidité à court terme – <i>Liquidity coverage ratio</i>
LDI	Investissements adossés sur les passifs – <i>Liability-driven investment</i>
LGD	Pertes en cas de défaut – <i>Loss given default</i> (IFRS 9)
LTV	<i>Loan to value</i> . Ce ratio représente le montant d'un emprunt sur la valeur du bien acquis grâce à cet emprunt et/ ou de l'actif donné en garantie de l'emprunt
MRT	<i>Material Risk Taker</i> – Preneur de Risques Significatif, tel que défini par CRD IV et CRD V
Niveau 1/2/3	Hiérarchie des justes valeurs d'après IFRS 13, expliquée dans le paragraphe 7.5.1
NMR	N M Rothschild & Sons Limited
NSFR	Ratio structurel de liquidité à long terme – <i>Net stable funding ratio</i>
OCI	Autres éléments du résultat global – <i>Other comprehensive income</i>
OPCVM	Organisme de Placement Collectif de Valeurs Mobilières
Oversea Fund	N M Rothschild & Sons Limited <i>overseas pension fund</i>
PB	point de base
PCL	Prêts à la clientèle privée octroyés au sein de l'activité de Banque privée et Gestion d'actifs – <i>Private Client Lending</i>
PD	Probabilité de défaut (IFRS 9)
PER	Ratio cours/bénéfices nets – <i>Price/earnings ratio</i>
Plan d'attribution d'actions (<i>Equity Scheme</i>)	Rothschild & Co gère un plan d'attribution d'actions au profit de certains cadres dirigeants. Les participants devaient acquérir des actions de Rothschild & Co. Pour chaque action investie, des options de souscription ou d'achat d'actions leur ont été attribuées. Le plan s'est terminé au cours de l'exercice 2023.
POCI	Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création – <i>Purchased or originated credit-impaired financial asset</i> (IFRS 9)
Prêts Lombard	Prêts garantis par des portefeuilles de titres
R&Co	Rothschild & Co SCA
R&Co Gestion	Rothschild & Co Gestion SAS (le gérant)
R&CoBI	Rothschild & Co Bank International Limited
R&CoBICC	Comité de crédit de R&CoBI
R&CoBZ	Rothschild & Co Bank AG Zurich
R&CoBZCC	Comité de crédit de R&CoBZ
R&CoMM	Rothschild & Co Martin Maurel SA, dont le nom commercial est Rothschild Martin Maurel
R&CoWM Monaco	Rothschild & Co Wealth Management Monaco
R&CoWM UK	Rothschild & Co Wealth Management UK Limited
R&CoWMUKCC	Comité de Crédit de la filiale Rothschild & Co Wealth Management UK Limited
RMMCCB	Comité de Crédit Banque de Rothschild & Co Martin Maurel SA
SICR	Augmentation significative du risque de crédit – <i>Significant increase in credit risk</i> (IFRS 9)
Société	Rothschild & Co SCA
SPPI	Seulement paiement de principal et d'intérêts – <i>Solely payments of principal and interest</i> (IFRS 9)
Stress Test	Test de résistance destiné à évaluer le niveau de préparation des banques aux chocs financiers et économiques
UGT	Unité génératrice de trésorerie
WAM ALCO	Comité de gestion actifs-passifs du WAM – <i>WAM assets and liabilities committee</i>

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société Rothschild & Co S.C.A.,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Rothschild & Co S.C.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

1. Valorisation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat

Risque identifié :

Au 31 décembre 2024, le Groupe détient des instruments financiers catégorisés en niveau 2 et 3 selon la hiérarchie de juste valeur propre au référentiel IFRS. Ces instruments financiers sont présentés à la juste valeur par résultat à l'actif du bilan pour un montant de 1 478 millions d'euros (« Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur »).

La juste valeur de ces actifs financiers, dont les prix de marché ne sont pas disponibles ou les paramètres de valorisation ne sont pas observables, est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation ou de modèles de valorisation internes et externes complexes et nécessite l'exercice du jugement.

Nous avons considéré que la valorisation des instruments financiers actifs catégorisés en niveau 2 et 3 comptabilisés à la juste valeur par résultat constituait un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de l'exercice du jugement qu'elle requiert et de sa sensibilité aux hypothèses retenues.

Les informations sur la valorisation des instruments financiers sont présentées en note 7.5 des comptes consolidés.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque.

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne et de gouvernance mis en place par la direction, afin d'identifier et de valoriser les actifs financiers catégorisés en niveau 2 et 3 de la hiérarchie de juste valeur ;
- apprécier le bien-fondé de la méthodologie appliquée et la pertinence des paramètres et hypothèses retenus par le Groupe, afin de déterminer les justes valeurs de ces actifs financiers ;
- tester sur la base de sondages les valorisations retenues par le Groupe pour ces actifs financiers catégorisés en niveau 2 et 3. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

2. Reconnaissance des revenus pour les prestations de conseil et de services

Risque identifié

Au 31 décembre 2024, le Groupe a enregistré des revenus nets au titre des prestations de conseil et de services pour un montant de 1 667 millions d'euros.

Les revenus sont constatés soit au cours de la période pendant laquelle le service est fourni, soit lorsqu'un acte important est terminé ou qu'un événement survient.

Nous avons considéré que la reconnaissance du revenu pour les prestations de conseil et de services constituait un point clé de l'audit eu égard à l'importance relative de ces commissions dans le compte de résultat du Groupe et parce que la comptabilisation de ces revenus requiert une analyse au cas par cas des conditions contractuelles.

L'information sur la comptabilisation des revenus des prestations de conseil et de services est présentée en note 3.2.13 et en note 2 des comptes consolidés.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque.

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place au sein du Groupe ;
- tester sur la base de sondage la survenance des faits générateurs d'exigibilité contractuelle des commissions, ainsi que le correct rattachement desdits revenus à l'exercice comptable concerné.

Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Gérant.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Désignation des commissaires aux comptes.

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Rothschild & Co S.C.A. par l'assemblée générale du 29 septembre 2005 pour le cabinet KPMG S.A. et du 24 juin 2003 pour le cabinet Cailliau Dedouit et Associés S.A..

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 20ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Cailliau Dedouit et Associés S.A. dans la 22ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette

appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Paris, le 20 mars 2025.
Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :
Jean-François DANDE ;
Associé

Cailliau Dedouit et Associés :
Jean-Jacques DEDOUIT ;
Associé